S!lence
N°284
Juin
2002
4 €
6 FS



Jeûner pour sortir du Nucléaire ?

Développement
De la pauvreté à la misère

Ecovillages
Vos réactions



Sommaire

Dossier

Jeûner pour sortir du nucléaire ?

Grève de la faim et démocratie
Jean-Marie Muller

Un moyen pour sortir du nucléaire ?
Michel Bernard et André Larivière

20 Développement
De la pauvreté à la misère
Anne-Marie Chartier

32 Courrier
Ecovillages

Brèves

14 Nucléaire
16 Energie
17 Paix
18 Politique
22 Environnement
24 Nord-Sud
25 Femmes
26 Santé
27 Annonces
29 Société
30 Alternatives
34 Livres
38 Courrier

Les informations de ce numéro ont été arrêtées au 30 avril 2002.

Vu de l'intérieur...

Un toit pour l'écologie

Pour boucler le budget qui finance l'agrandissement de nos locaux, vous pouvez devenir co-propriétaire en entrant dans le capital (dormant) de la SCI *Un toit pour l'écologie* et donc prendre des parts (à partir de 381 €) ou nous faire des dons (qui nous permettent de prendre des parts au nom de la revue). Dossier complet sur simple demande.

Réseaux de lecteurs

En 2001, nous avons annoncé 116 fêtes, foires ou salons écologistes... Nous avons également annoncé plusieurs dizaines de festivals, de manifestations... Silence n'a été représenté que dans 24 de ces lieux ! Depuis plusieurs mois, nous menons une réflexion pour être plus présents là où cela bouge. Jusqu'à maintenant, nous avions un salarié qui essayait de se déplacer au maximum. Ce qui d'une part nous coûte cher et d'autre part n'est pas franchement écologique. Nous envisageons donc de mettre en place un réseau des lecteurs coordonné par un salarié à Lyon. Nous prendrons en charge les frais de déplacement et de nourriture que cela implique. Les lecteurs et lectrices qui accepteraient de tenir des stands, d'intervenir dans des fêtes, des soirées, de (re)présenter le journal... sont invités à prendre contact avec nous, soit par courrier, soit mieux en venant à l'assemblée générale ou au Cun du Larzac pour les vingt ans.

LYON

Bénévole du jeudi

Si vous disposez de quelques heures régulièrement le jeudi, Silence cherche une personne bénévole pour aider à l'envoi des commandes de livres et de numéros de la revue. *Michel Jarru, tél : 04 74 07 08 68* ou à *Silence le jeudi 04 78 39 55 33.*

20 ans de Silence

■ **Les inscriptions sont closes :** nous avons dépassé les 300 personnes. Ceux qui viendront quand même devront trouver à se loger seuls (camping à Millau ou à la Couvertoirade, mais c'est à près de 20 km chacun).

■ **Repas :** nous avons trouvé une cuisinière pour assurer des repas végétariens à chaque midi. Il faudra s'inscrire la veille pour y avoir droit. Prévoyez donc d'assurer vos premiers repas (jusqu'au lundi). Nous mettrons sur place un système pour faire les courses, prioritairement chez les paysans du plateau du Larzac et par défaut au McDo de Millau (euh non, pas là !).

■ **Vélos.** Un de nos lecteurs propose de réaliser courant juin un séjour ludique, instructif et constructif «apprendre à réparer et entretenir son vélo». Les vélos remis en état seront ensuite mis à disposition des «silencieux» toute la semaine au Cun gracieusement. Ils pourraient par la suite servir pour d'autres rencontres (comme à Bure du 13 au 21 juillet). Pas de participation financière mais une participation active souhaitée. Hébergement collectif en camping. Si cela vous intéresse, le contacter directement : *Phil, 7, rue du Centre, 79360 La Foye-Monjaut.*

■ **Venir à vélo ?** Un itinéraire à partir de Paris peut vous être communiqué en écrivant à : *Véloxygène, Hervé Gérard, 9, rue de Chabrol, 75010 Paris.*

■ **Venir en train ?** Il est possible d'arriver à la gare de Millau et de terminer par une bonne marche à pied (17 km). La gare de Millau se trouve sur la ligne Béziers-Clermont-Ferrand-Paris. Il y a quelques cars privés (horaires à la gare de Millau).

S!lence
Ecologie ● Alternatives ● Non-violence

Courriers :
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Renseignements
04 78 39 55 33 le jeudi
Diffusion - Comptabilité - Abonnements
04 74 07 08 68 le mardi
Rédaction
04 78 39 55 33 le mercredi
Virements bancaires
CCP 550 39 Y LYON
Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2e trimestre 2002
Tirage : 6000 ex

Venez nous voir !

N°285 - 286 - Eté
Comité de clôture des articles
samedi 25 mai à 14 h
(clôture brèves : mercredi 29 mai à 12 h)
Expédition
vendredi 14 juin de 14 h à 21 h 30

N°287 - septembre
Comité de clôture des articles
samedi 27 juin à 14 h
(clôture brèves : mercredi 7 août à 12 h)
Expédition
vendredi 23 août de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

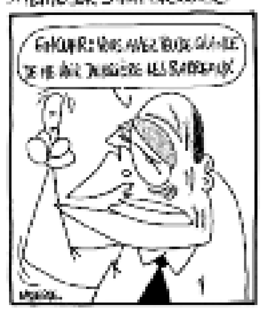
Bulletin d'abonnement page 39











Monter d'un cran

Lorsqu'une contestation voit le jour, il existe une graduation dans la réponse apportée par les autorités concernées (1).

Dans la première phase de contestation, la réponse est l'*ignorance*. Si la pression monte, il y a alors *dénigrement*, et éventuellement *répression*. Si cela ne suffit pas, il y a alors *contre-information*. Ce n'est que si la pression arrive à dépasser ce stade qu'il peut y avoir *compromis*. A ce stade, il y a encore deux niveaux : la *fausse solution* (peinture verte pour une question écologique) et vraiment, en tout dernier lieu, une vraie solution, basée sur un *vrai compromis*.

L'opposition au nucléaire a fluctué au cours des années. Elle s'est donc heurtée à ces différentes phases. Il y a eu quelques vraies solutions comme l'abandon de Plogoff ou l'arrêt de Superphénix. Il y a eu quelques faux compromis comme la mise en place de commissions locales d'information. Les luttes locales, essentielles au départ, se sont souvent essoufflées avant d'atteindre les derniers niveaux.

Le *Réseau Sortir du nucléaire* est monté en puissance depuis sa création en 1997. Il a eu droit au dénigrement (2) et à la contre-information (3).

Après le succès des manifestations du 20 octobre 2001, le *Réseau* n'a toutefois pas encore réussi à atteindre une phase de compromis sur le thème de la sortie du nucléaire. Or ce sont le prochain président de la République et les futurs députés qui, probablement dès le débat sur le budget 2003, devront prendre des décisions pour la poursuite ou non du nucléaire.

La question de savoir comment monter d'un cran se pose. Certains avancent l'idée d'un jeûne. L'occasion de lancer un débat sur ce mode d'action.

Michel Bernard ■

(1) Voir *La guerre civilisée,* Gene Sharp, éd. Presses universitaires de Grenoble, 1995.
(2) Avec un procès intenté par EDF, à propos des lignes à haute tension. Le Réseau a été condamné pour avoir écrit qu'en laissant des maisons se construire sous les lignes, EDF était sciemment criminel. EDF a gagné sur le mot *sciemment* et n'a pas contesté le mot *criminel* !
(3) Publicités sur le chauffage électrique, sur l'effet de serre et même un rapport officiel sur le coût économique de la sortie du nucléaire pour faire croire que cela coûte trop cher.

Jeûne

Grève de la faim et démocratie

En 1981, de nombreuses grèves de la faim se déroulent en France ou à l'étranger avec des résultats fort différents soulevant de nombreuses questions. Jean-Marie Muller publiait alors ce texte dans le numéro d'automne 1981 d'*Alternatives non-violentes*. Il est encore aujourd'hui plein d'enseignements pour ceux qui réfléchissent à ce mode d'action.

«Le recours à la grève de la faim, écrit l'éditorialiste du *Monde* daté du 5 mai 1981, est une arme déjà ancienne, en particulier en Irlande. Mais ce moyen d'action connaît actuellement un net regain en Europe après avoir été remis en honneur en Inde par Gandhi et ses amis». En effet les grèves de la faim, et tout particulièrement les grèves de la faim illimitées, se multiplient. Pourtant les réserves, les réticences, les désaccords et même les désaveux demeurent extrêmement répandus devant ce moyen d'action. La grève de la faim reste pour beaucoup un moyen suspect et équivoque. Parmi les objections avancées, celle qui revient peut-être le plus souvent est d'affirmer que la grève de la faim n'est pas un moyen d'action «démocratique». Notre propos ne veut pas être d'infirmer totalement ce jugement. Nous pensons, au contraire, qu'il comprend une part de vérité et qu'il caractérise la nature particulière de la grève de la faim comme moyen de lutte. Pour autant, nous ne pensons pas que tous les arguments avancés soient justes et, surtout, il ne nous semble pas que ceux-là même qui s'inscrivent dans la réalité des faits, constituent une objection qui serait de nature à disqualifier ce moyen d'action. Tentons de démêler cet écheveau.

Une action fortement personnalisée

Prenons tout d'abord l'hypothèse d'une grève de la faim illimitée (1) entreprise par une ou un nombre restreint de personnes. Il est sûr que l'action est alors très fortement personnalisée. Le ou les noms des grévistes ainsi que leurs visages seront un des éléments essentiel de l'information qui fera connaître l'action auprès de l'opinion publique. Soulignons d'emblée que cette forte personnalisation ne nous semble nullement jeter le discrédit sur l'action. Qu'une ou quelques personnes décident de s'engager dans une action où elles prennent des risques importants pour dénoncer ou combatte une injustice dont elles ont une conscience toute particulière alors que la majorité silencieuse, ne saurait passer pour un fait regrettable. Ce qui est regrettable c'est précisément que les autres restent complices.

Dans la mesure où la grève de la faim est une action fortement personnalisée, la personnalité du ou des grévistes entre pour une part essentielle dans la crédibilité, et donc dans l'efficacité de l'action. Les grévistes se font les porte-parole à la fois de ceux qui sont victimes de l'injustice et de ceux qui luttent contre elle. Il importe donc qu'ils soient reconnus par les uns et par les autres. Si ce n'est pas le cas, l'action risque d'être d'emblée vouée à l'échec.

La décision d'entreprendre une grève de la faim se fonde sur l'analyse selon laquelle toutes les interventions faites jusqu'à présent s'avèrent insuffisantes pour y apporter une solution (...) Elle veut produire une accélération du temps.

Cependant la grève de la faim opère une rupture avec l'action menée au jour le jour par les organisations qui s'efforcent, par les moyens qui leur sont propres, de lutter contre l'injustice mise en cause. La décision d'entreprendre une grève de la faim se fonde précisément sur l'analyse selon laquelle toutes les interventions faites jusqu'à présent dans le cadre traditionnel des organisations qui se préoccupent du problème s'avèrent insuffisantes pour y apporter une solution. Dans un premier temps, cela n'est pas pour plaire aux dites organisations qui auront l'impression de se trouver en quelque sorte dépossédées de leur propre action. Et cela leur laissera un arrière-goût de frustration. C'est la raison pour laquelle, s'ils sont consultés avant le début de la grève de la faim, les dirigeants des organisations s'efforceront de faire valoir plutôt les raisons qui tendent à montrer que pareille action est inopportune. Il faudra généralement qu'elles soient placées devant le fait accompli pour qu'elles acceptent d'être solidaires, sans qu'elles le soient toujours d'une manière très active.

Briser «le cours normal des choses»

La grève de la faim veut dramatiser la situation en déclarant l'état d'urgence. Elle veut produire une accélération du temps : en ne voulant plus tolérer l'intolérable, en refusant d'entendre encore les arguments des personnes raisonnables qui font l'éloge de la patience et de la prudence, en exigeant que la solution qui s'impose soit mise en œuvre sans plus tarder, le ou les grévistes brisent «le cours normal des choses» et prennent en quelque sorte à contre-pied ceux qui s'en accommodent et acceptent finalement de le suivre. Les grévistes affirment qu'ils n'ont plus le temps, ils refusent de se donner du temps. Ils ne veulent plus attendre parce qu'ils ont conscience que ceux qui sont victimes de l'injustice qu'ils dénoncent ne peuvent plus attendre. Ils font le pari qui est aussi le risque — et un risque mortel — de conjuguer la volonté de justice au présent et non plus au futur seulement.

(1) Dans le cas d'un jeûne pour la sortie du nucléaire, nous avons fait une distinction avec la grève de la faim dans la mesure où il s'agit avant tout d'interpeller et où le chantage «à la mort» n'est pas mis en avant, mais est seulement une conséquence possible. Cette distinction entre jeûne et grève de la faim est apparue postérieurement à ce texte.

Die-in (simulation de mort) contre l'arme nucléaire, pendant le jeûne pour la vie en 1983.



DR



Certes, les censeurs ne manqueront pas qui accuseront cette ou ces personnes de se donner en spectacle et de chercher leur propre publicité ; de profiter en quelque sorte de la cause qu'ils prétendent servir. Mais il s'agit là d'un procès d'intention qui se retourne en réalité contre ceux qui l'instruisent. Il entre effectivement une part de spectacle dans toute action publique et cela est encore accentué dans le cas d'une grève de la faim. Celui qui entreprend une action devient tout naturellement un «acteur» dans tous les sens du terme et donc un «personnage» ; il doit assumer en toute lucidité les différents aspects de son «rôle». Pour attirer l'attention de l'opinion publique, il doit évidemment attirer d'abord l'attention des média et «faire parler de lui». C'est dans la logique même de son action.

Mais, précisément, le fait même qu'une grève de la faim ne peut atteindre son objectif que dans la mesure où elle se «popularise», c'est-à-dire où elle devient populaire, ce fait-là est de nature à garantir l'authenticité de la démarche. Car, il ne suffit pas de décider de refuser de s'alimenter pour convaincre de la justesse d'une cause, il faut d'abord que cette cause soit juste et que celui qui la défend soit qualifié pour le faire. Là, sont, en fin de compte, les critères décisifs en fonction desquels la grève de la faim sera perçue et appréciée. Contrairement à ce qu'on entend dire souvent, une grève de la faim ne peut pas se réduire à un simple chantage à la mort. Par lui-même, ce chantage serait inopérant.

Un objectif clair, précis, limité et possible

Précisons qu'en relation avec ces critères fondamentaux, un troisième critère intervient : le choix de l'objectif assigné à la grève de la faim. Celui-ci doit être clair, précis, limité et possible, compte tenu des délais inhérents au moyen d'action choisi. «Soyez réalistes, demandez l'impossible» pouvait-on lire sur les murs de Paris en mai 1968... La formule est certainement admirable, elle ne saurait cependant servir de fondement à l'élaboration d'une stratégie politique qui ne peut avoir d'autre visée que de réaliser le possible. Si la grève de la faim répond à ces trois critères, au niveau de la cause, de l'objectif et des personnalités des grévistes, elle peut prétendre non seulement interpeller mais mobiliser une large minorité de l'opinion publique.

Car c'est la réaction de l'opinion publique qui prépare la réussite ou l'échec d'une grève de la faim. Et, en cela, on peut dire qu'elle est une action démocratique. La véritable contrainte qu'elle peut exercer pour obliger l'adversaire à céder n'est pas une pression morale sur celui-ci qui serait de nature à lui faire prendre conscience de l'injustice dont il est responsable. L'expérience nous a suffisamment montré que les tenants du pouvoir, surtout lorsqu'il s'agit du pouvoir d'Etat, se font une obligation d'être parfaitement insensibles à ce genre de pression. En revanche, un pouvoir, quel qu'il soit, ne peut rester indifférent à la pression d'une part importante et significative de l'opinion publique. L'épreuve de force ne se joue donc pas tant entre les grévistes et les tenants du pouvoir adverse qu'entre celui-ci et l'opinion publique mobilisée par la grève de la faim. Il n'est donc possible d'entreprendre une telle action que si l'on peut être assuré, avant même de l'avoir commencée, que des relais militants se mettront très vite en place afin de faire le travail d'information et d'explication auprès des différentes populations susceptibles d'être sensibilisées au problème posé. Les affiches, les tracts, les textes de pétition, les documents et tout le matériel nécessaire à ce travail de popularisation devront être préparés par les grévistes eux-mêmes et le comité de coordination de l'action. Des grèves de la faim limitées pourront être organisées à chaque niveau local et toutes les initiatives d'actions directes non-violentes (défilés, marches, rassemblements silencieux, sit-in, théâtre-tract, enchaînements, etc.) seront les bienvenues pour amplifier et intensifier le mouvement de solidarité. Dans le même temps, le comité de coordination devra protéger les grévistes des tentatives de récupération qui ne manqueront pas d'apparaître, surtout si la grève devient populaire. Certains tenteront de projeter leur propre idéologie dans l'action et de la faire prévaloir. Cela mérite beaucoup de vigilance. Les contacts avec les journalistes qui, pour l'essentiel, devront être pris par les grévistes eux-mêmes, joueront un rôle déterminant car la crédibilité même de la grève de la faim dépendra, pour une large part, de la manière dont elle sera couverte par les média. L'intervention de personnalités et d'organisations affirmant leur solidarité avec l'action entreprise sera également un élément important pour donner à la grève l'audience dont elle a besoin pour être opérationnelle.

Il ne suffit pas de décider de refuser de s'alimenter pour convaincre de la justesse d'une cause, il faut d'abord que cette cause soit juste et que celui qui la défend soit qualifié pour le faire.

Entassement des déchets nucléaires, manifestation du 20 octobre 2001 à Nantes.



Réseau Sortir du nucléaire

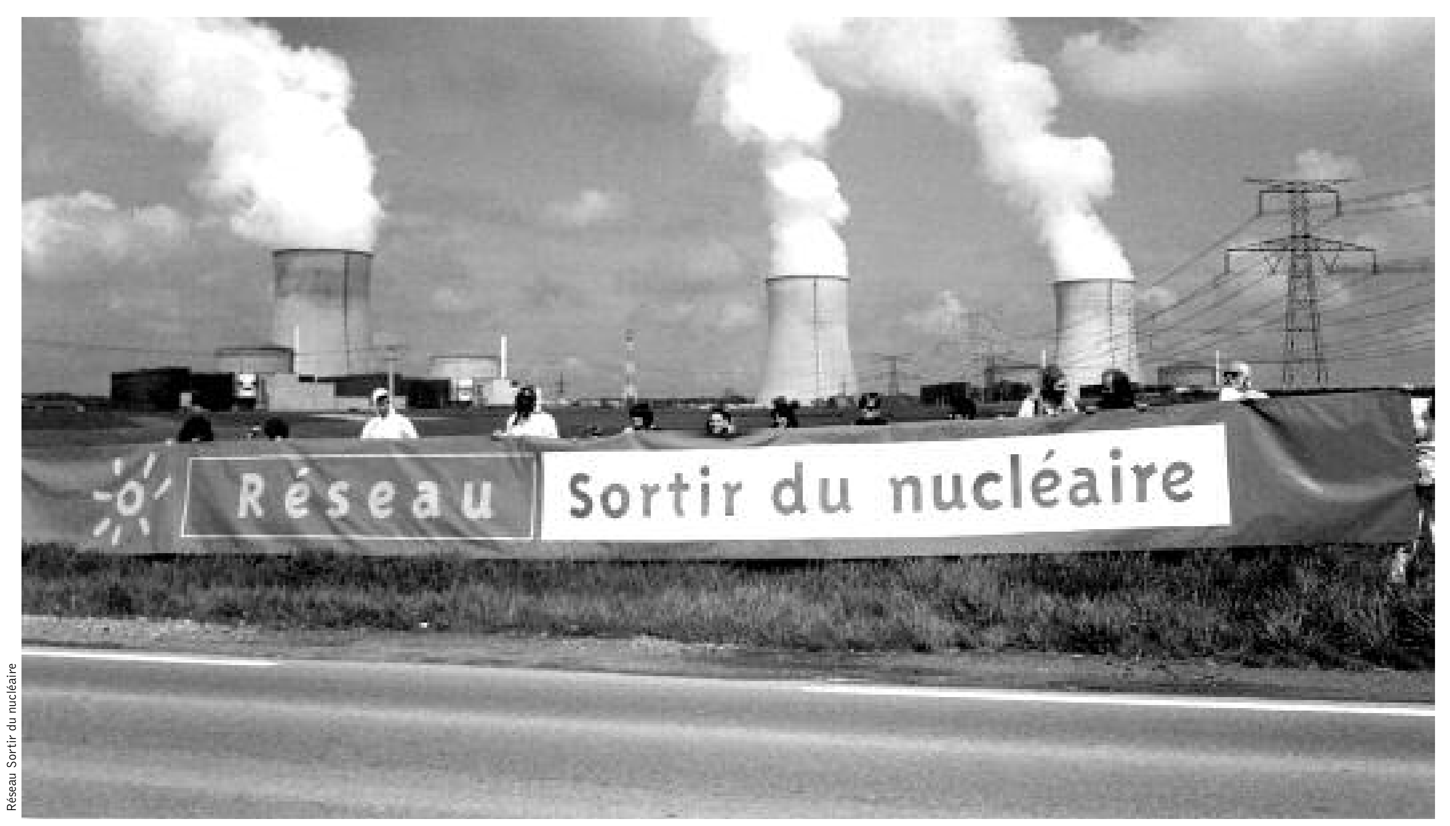
La pédagogie de la non-violence

La grève de la faim a la réputation — qui n'est pas forcément bonne — d'être un moyen d'action non-violent. Pourtant, des militants qui n'ont nullement opté pour la non-violence peuvent choisir, à tel ou tel moment de leur lutte — notamment lorsqu'ils sont incarcérés — de recourir à ce moyen tactique tout en maintenant leur action dans le cadre d'une stratégie de la violence. Nous n'entendons pas ici entrer dans le débat violence/non-violence. Notons seulement qu'il nous semble qu'une grève de la faim ne peut prétendre à toute son efficacité que si elle se situe dans un environnement stratégique non-violent. Nous pensons que l'efficacité d'un tel moyen d'action est directement liée à la pédagogie propre à la non-violence. Dès lors, tout acte de violence qui précède, accompagne ou menace de suivre une grève de la faim, enlève à celle-ci une large part de son efficacité potentielle.

C'est précisément, selon nous, l'analyse qu'il convient de faire pour expliquer l'échec des grèves de la faim des prisonniers irlandais. Si, en fin de compte, le gouvernement britannique peut se montrer aussi cyniquement intransigeant face aux revendications pourtant légitimes des grévistes de la faim irlandais, c'est parce que l'opinion publique anglaise s'affirme solidaire du gouvernement et non point des grévistes de la faim dont, par ailleurs, elle désapprouve le choix de la violence comme moyen privilégié de leur lutte. Cette explication est sans doute partielle, elle ne nous semble pas fausse pour autant.

Le pouvoir de décision n'appartient pas qu'aux grévistes

Mais si la grève de la faim a besoin pour réussir du concours actif du plus grand nombre, il est trop clair que la décision de la poursuivre ou de l'interrompre n'appartient en définitive qu'à celui ou à ceux qui ont pris la décision de la commencer. Et cela parce qu'ils sont seuls à assumer les risques inhé-



Réseau Sortir du nucléaire

Manifestation devant la centrale de Cattenom (Moselle).

rents à la nature même de l'action. Il n'est pas concevable que cette décision soit prise par un vote démocratique au cours d'une assemblée générale de tous les militants qui organisent le soutien de la grève de la faim. Certes, il existe en quelque sorte un contrat moral, un contrat de confiance entre le ou les grévistes et ceux qui se sont engagés à leur suite pour assumer l'intendance et la promotion publique de l'action. Mais ce contrat ne reconnaît point aux militants le pouvoir de décider de l'avenir de la grève elle-même.

Il y a en réalité un certain paradoxe dans le fait que les militants sont des acteurs à part entière de l'action et que cependant ils ne peuvent participer au pouvoir de la décision dont dépend directement et entièrement la poursuite ou l'arrêt de cette action. Il importe que les militants aient conscience de ce paradoxe et qu'ils soient en mesure de l'assumer tout au cours de l'action, et tout particulièrement au moment où la décision sera prise de mettre un terme à la grève de la faim.

Le ou les grévistes pourront choisir un «comité de négociation» auquel ils confieront la mission de prendre contact avec la partie adverse et de leur proposer les termes d'un accord éventuel sur la base duquel l'action pourra être interrompue ou seulement suspendue. Ce comité ne sera pas responsable devant l'ensemble des militants qui soutiennent l'action, mais seulement devant le ou les grévistes eux-mêmes. Tant que ceux-ci seront en mesure d'apprécier eux-mêmes les termes de l'accord survenu, c'est eux seuls qui prendront la décision d'interrompre ou non la grève. Ce n'est qu'à partir du moment où leur état de faiblesse ne leur laissera pas suffisamment de lucidité pour apprécier la situation que la mission de confiance que les négociateurs ont reçue les habilitera à prendre toutes leurs responsabilités en assurant les grévistes qu'ils ont atteint leur objectif et qu'il convient donc qu'ils mettent un terme à leur grève.

Des pressions contradictoires

Pour autant, il n'est pas concevable non plus que ceux qui ont décidé de s'engager dans l'action de soutien n'aient pas leur propre idée sur la décision qu'il convient de prendre lorsque la question se pose de mettre ou non un terme à la grève de la faim. En réalité, les grévistes subiront des pressions extrêmement diverses. Il se trouvera toujours des amis aussi bien intentionnés les uns que les autres pour leur donner des conseils diamétralement opposés. Les uns leur assureront très vite que le but qu'ils s'étaient assigné est déjà atteint dans la mesure où l'opinion publique se trouve interpellée et que les responsables sont précisément en face de leurs responsabilités. En fonction de quoi, ces mêmes amis les supplieront d'arrêter leur grève et de ne pas compromettre gravement leur santé alors que celle-ci leur sera nécessaire pour poursuivre la lutte par «d'autres moyens»... Il ne sera pas rare que ces amis aient beaucoup plus le souci de mettre un terme à la grève de la faim elle-même que de mettre un terme à l'injustice contre laquelle la grève de la faim a été entreprise. Leurs sentiments d'amitié à l'égard des grévistes ne sauraient généralement être mis en cause, mais il reste que ceux-ci, en la circonstance, n'ont nullement besoin de ce genre de démonstrations d'amitié.

C'est la réaction de l'opinion publique qui prépare la réussite ou l'échec d'une grève de la faim.

Les autres, alors même que l'on peut estimer que les négociations avec la partie adverse évoluent dans un sens favorable, n'auront de cesse de mettre en garde les grévistes contre la tentation d'accepter un compromis qui ne serait concédé que pour briser la dynamique de l'action et qui, en fin de compte, n'apporterait aucune véritable solution au problème posé. Toute action militante fait surgir des vocations de révolutionnaires purs et durs qui viennent camper sur une position maximaliste à partir de laquelle toute négociation est vouée à l'échec puisqu'il faudrait en quelque sorte négocier la fin du capitalisme... Au demeurant ces pressions et ces conseils contradictoires seront de plus en plus insupportables aux grévistes et finiront par entretenir un climat extrêmement pénible. Il faudra très vite les protéger contre ces amis encombrants. D'ailleurs, au fur et à mesure qu'ils s'affaibliront, ils ne seront plus à même de mener de longues discussions. Même si cela accentue encore le caractère antidémocratique de l'action, il sera nécessaire, lorsqu'ils entreront dans leur quatrième semaine de grève de la faim, que les «visites» soient de plus en plus limitées. Il ne s'agit pas qu'ils deviennent des reclus mais il importe qu'ils ménagent leurs forces.

Une question de discernement politique

Le refus des deux attitudes extrêmes que nous venons de préciser ne rend pas pour autant la tâche aisée : pour déterminer l'instant où l'on pourra raisonnablement estimer que l'objectif est effectivement atteint. Il importe de ne pas suspendre l'action devant une concession de l'adversaire qui ne satisfait nullement les exigences mises en avant par les grévistes. Le principe voudrait que la grève de la faim ne soit arrêtée qu'à partir du moment où l'objectif préalablement fixé est atteint à 100 %. Cependant, il n'est guère possible d'en faire une règle absolue dans la pratique. Tout devient ici une question de discernement politique et aucune recette ne saurait être donnée qui dicte la marche à suivre. Il sera extrêmement difficile que la décision prise par les grévistes et les négociateurs fasse l'unanimité parmi les militants. Certains d'entre eux pourront la contester vivement et se sentiront frustrés de voir interrompre l'action dans laquelle ils s'étaient investis tout entiers. Ils pourront le manifester plus ou moins bruyamment. Cette frustration — et le mécontentement qu'elle peut entraîner — s'explique d'autant mieux que généralement la grève s'arrêtera au moment où le mouvement de solidarité aura pris sa plus grande ampleur. Des initiatives avaient été envisagées qui devront être suspendues, du moins dans leur forme prévue. De nombreux militants auront l'impression que l'on casse une machine qui commençait seulement à fonctionner à plein rendement et que, le cas échéant, il serait extrêmement difficile de relancer. Ce sentiment de malaise sera d'autant plus grand que l'accord intervenu ne satisfait pas immédiatement la totalité des exigences préalablement formulées, même s'il permet d'envisager qu'elles le soient à moyen terme. Il reviendra aux négociateurs la tâche difficile de rendre compte des raisons qui ont justifié l'accord et l'arrêt de la grève de la faim.

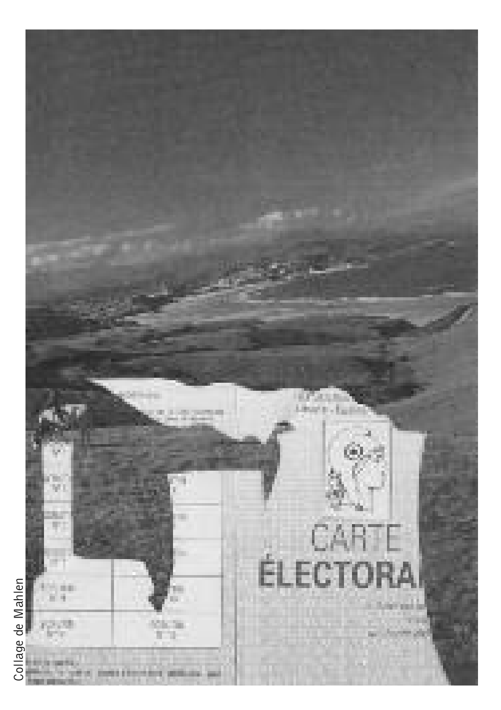
> *«Si nous recourons aux armes ultimes de la non-violence, c'est toujours pour interrompre un processus de mort»*

Pourtant celui-ci ne doit pas signifier l'arrêt de l'action. Il est essentiel que la mobilisation ne retombe pas aussitôt, même si elle doit s'exprimer de manière différente. Il est sûr cependant que la dédramatisation qui suivra immédiatement l'annonce de l'arrêt de la grève de la faim fera perdre aux militants une grande part de leur motivation. Mais il importe de veiller à ce que l'accord intervenu soit respecté dans les faits et cela exige qu'une pression soit maintenue. Il appartient au comité de coordination d'assumer les suites à donner à l'action. S'il advenait que la partie adverse ne respecte pas ses engagements, alors la question se poserait de reprendre éventuellement la grève de la faim. D'autres militants pourraient alors se joindre aux premiers grévistes et lui donner ainsi une dimension plus collective. Cette amplification de l'action serait vraisemblablement nécessaire pour lui donner l'intensité exigée par la situation.

Une action collective

Une autre grève de la faim illimitée peut être envisagée : il ne s'agit plus d'une décision d'une ou plusieurs personnes seulement, mais d'une décision et d'une action collectives. On retrouve alors le schéma d'une grève ouvrière : la décision repose sur un consensus — lequel, bien sûr, n'est jamais total car toute grève connaît ses «jaunes» — entre ceux qui sont directement victimes d'une situation d'injustice caractérisée. Ce fut notamment le cas en novembre 1961 lorsque près de quatre mille détenus algériens ont décidé d'observer dans les prisons françaises, une grève de la faim illimitée afin d'obtenir le statut de prisonnier politique. Ben Bella participait à cette action, mais il n'était que l'un des quatre mille. De même, ce fut plus de mille cinq cents ouvriers agricoles andalous qui observèrent en 1981 une grève de la faim pour protester contre la situation de misère à laquelle ils se trouvaient réduits. Cette forme d'action est préférable, mais elle exige des conditions qui ne se trouvent réalisées que rarement. Elle implique notamment une grande cohérence aussi bien psychologique que politique entre les membres du groupe. Il est clair que le plus grand nombre des objections généralement mises en avant contre la grève de la faim tombent d'elles-mêmes. Ici, toutes les exigences de la démocratie se trouvent satisfaites.

Si Valéry Giscard d'Estaing avait été réélu le 10 mai 1981, les paysans du Larzac n'auraient été en mesure de conclure à leur avantage l'épreuve de force qui les opposait depuis plus de dix ans à l'armée et à l'Etat que par une action offensive extrêmement «dure» qui soit de nature à mobiliser l'opinion publique et à contraindre le gouvernement à céder. Pour résister aux offensives et aux avancées de leurs adversaires, les paysans n'auraient pas pu se contenter d'actions ponctuelles de popularisation comme leurs différentes marches sur Paris (celles-ci avaient été de grands succès tactiques mais ne leur avaient pas permis d'obtenir des gains stratégiques décisifs). Nous pensons que l'action qui aurait correspondu aux exigences de la situation aurait été précisément une grève de la faim illimitée du plus grand nombre de paysannes et de paysans accompagnés par quelques-uns de leurs amis. Etant donné le capital de sympathie et le réseau de solidarité que les paysans avaient su créer en France et à l'étranger, les risques d'une telle action pouvaient être pris raisonnablement. Mais les événements en ont décidé autrement et nul ne peut le regretter.



Collage de Mahlen

Un acte d'espérance

Si elle doit rester un moyen exceptionnel, si elle exige des conditions particulières pour être effectivement opérationnelles, la grève de la faim n'est certainement pas «le plus désespéré et le plus désespérant des combats» comme croit pouvoir l'affirmer *Le Monde* dans son éditorial du 5 mai 1981. Marco Panella (2), en annonçant le 2 septembre 1981 sa grève de la faim illimitée pour que cesse l'extermination de millions d'êtres humains affamés affirmait : *«Notre spiritualité est celle des militants de la vie, de l'existence. S'il en faut, notre ascèse est dans la parole, dans la rigueur de la fantaisie et de l'espoir qui l'animent. Si nous recourons aux armes ultimes de la non-violence, c'est toujours pour interrompre un processus de mort et le reconvertir en son contraire»*. La grève de la faim doit donc être, et elle peut être, un acte d'espérance contre précisément toutes les raisons que ce monde insensé nous donne de désespérer. Une espérance dont le risque est à la mesure même du désespoir qui risque de nous emporter tous si nous avons le courage d'être lucides et de devenir conscients.

Jean-Marie Muller ■
Alternatives non-violente, automne 1981.

(2) Marco Panella était alors un député radical italien. Sa campagne demandait que les Etats respectent leur engagement d'apporter 0,7 % de leur PNB à l'aide aux pays les plus défavorisés. Vingt ans après, seuls les Pays-Bas tiennent cet engagement, mais la grève de la faim a eu des retombées positives comme la création en France du groupe *Survie* qui anime la revue *Billets d'Afrique* ou publie des livres sur la Françafrique comme *Noir Silence*.

Un moyen pour sortir du nucléaire ?



La relance du nucléaire, enjeu dès le budget français de 2003, place le réseau Sortir du nucléaire devant le choix d'une action plus offensive. Depuis sa création en 1997, des personnes de ce réseau envisagent de mettre en place un jeûne d'interpellation à durée indéterminée sur le thème de la sortie du nucléaire. Voici quelques éléments de réflexions...



Dominique Léonard

Action devant l'Assemblée nationale

Un jeûne à durée indéterminée (1) est une forme d'action militante particulièrement forte. Pour qu'il réussisse, il faut disposer, comme le rappelle Jean-Marie Muller dans les pages précédentes, de nombreux atouts : un moment particulier du calendrier qui se prête à cette action, des personnes motivées que le public peut percevoir comme ayant le droit de faire ce genre de démarche, et enfin un objectif clair, précis et possible, tenable dans le temps limité qu'impose un jeûne. Sommes-nous dans un tel scénario ?

Une opinion favorable à la sortie du nucléaire

Depuis 1982, aucun chantier de réacteur nucléaire n'a plus commencé en France. Le dernier a été celui de Civaux 2, près de Poitiers, mis en fonctionnement seulement en 1996. L'arrêt de la construction de nouveaux réacteurs n'est pas à mettre directement sur le compte des antinucléaires. Il s'agit plus d'une mauvaise gestion des ingénieurs d'EDF qui n'ont pas pensé un seul instant que la demande en électricité pourrait se stabiliser, ce qui est presque le cas depuis le milieu des années 80.

Les antinucléaires ont quand même eu un rôle indirect. Par leur information permanente en direction du public, par leurs manifestations, par les procès, par les présences à tous les niveaux de décision, ils ont obligé le lobby nucléaire à proposer des réacteurs toujours plus «sûrs» ce qui a comme conséquence un coût de plus en plus élevé, rendant les alternatives économiquement plus crédibles. Les antinucléaires en faisant la promotion de la maîtrise de l'énergie ont sans doute aussi contribué à la stabilisation de la demande d'électricité.

De fait, de par le surdimensionnement du parc nucléaire prévu par EDF (qui visait au départ 200 réacteurs en l'an 2000), les constructions se sont arrêtées par manque de débouchés pour l'électricité produite.

Le risque d'un Tchernobyl en France

Les réacteurs les plus vieux (Fessenheim) fonctionnent depuis plus de 20 ans. Plus un réacteur vieillit et plus le risque d'accident augmente du fait de la «fatigue» des matériaux. Plus aucun responsable ne nie la possibilité d'un accident grave dans l'un des réacteurs actuels.

L'accident de Tchernobyl en 1986 a montré que cela était possible et que les conséquences se mesurent à des milliers de kilomètres (cancers de la thyroïde dans l'Est de la France).

La question des déchets et la recherche incessante d'un lieu de stockage depuis le début des années 80 a aussi discrédité le discours des pronucléaires.

Enfin, l'apparition d'alternatives énergétiques fiables partout dans les autres pays européens, tout cela a contribué au développement d'une opinion favorable à la sortie du nucléaire.

Cette opinion plutôt antinucléaire doit toutefois être nuancée. D'une part, elle ne traduit que peu son opposition par des actes politiques, d'autre part, elle reste extrêmement partagée sur la poursuite de l'utilisation des réacteurs nucléaires existants (environ 40 % pour, 40 % contre), très majoritairement contre la construction de nouveaux réacteurs (50 % contre, 20 % pour), à fond pour la réorientation des budgets de recherche en faveur des énergies renouvelables (90 % pour, 4 % contre !).

Un objectif clair, précis et possible, tenable dans le temps limité qu'impose un jeûne serait d'obtenir l'engagement d'une majorité de députés à voter une réorientation des budgets de recherche en faveur des énergies renouvelables.

---

(1) La différence entre jeûne à durée indéterminée et grève de la faim est avant tout dans la volonté qui anime les personnes qui le font. Dans une grève de la faim, il y a un côté désespéré comme dans le cas d'un prisonnier. Dans un jeûne, il s'agit d'un fort engagement militant. L'objectif du jeûne n'est pas de mettre en péril la vie de quelqu'un ni de gagner à tout prix, mais d'interpeller le maximum de personnes sur ce qui menace la vie ; ici le nucléaire.


Réseau Sortir du nucléaire

Manifestation du 20 octobre 2001.

Quel rapport de force ?

Entre 1997 et 2001, les Verts allemands ont réussi à faire adopter par le gouvernement de gauche un processus progressif de sortie du nucléaire. Même si le résultat n'est pas vraiment satisfaisant (arrêt des réacteurs quand ils atteignent 32 ans, arrêt du retraitement en 2005), cet accord montre qu'un rapport de force peut permettre des négociations politiques. Il faut noter que si la droite allemande proteste, les exploitants des centrales nucléaires ont approuvé ces accords. La Belgique, avec l'entrée des Verts au gouvernement, s'est également engagée dans un processus de sortie du nucléaire début 2002. Ce processus est déjà en place aux Pays-Bas, en Espagne et en Suède, sept autres pays européens n'ayant pas de réacteurs nucléaires. En France, pourtant, nous n'en sommes pas là.

Il existe un fort lobby nucléaire, présent dans les ministères, quel que soient les gouvernements qui se succèdent. Ce lobby se partage principalement en trois : AREVA, le CEA et EDF.

AREVA représente la composante industrielle. Pour cette société née principalement de la fusion de la Cogéma et de Framatome, il s'agit de trouver de nouveaux marchés pour placer sa production de réacteurs et son savoir-faire dans le conditionnement des déchets (usine de La Hague). Devant le manque de commandes actuelles, AREVA a un besoin vital d'aides sous la forme d'une nouvelle génération de réacteurs.

Pour le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, il s'agit de pouvoir conserver sa casquette civile qui lui permet de bénéficier de fonds civils pour la recherche, alors que cette structure est essentiellement militaire.

Quant à EDF, il s'agit surtout de conserver sa place de grande entreprise au niveau national, mais aussi dans le monde. EDF est, des trois, la moins pronucléaire. Ainsi EDF se plaint de payer à la Cogéma des sommes énormes pour le «retraitement» et l'usage du MOX. EDF ne souhaite pas construire actuellement de nouveaux réacteurs mais prolonger la vie des réacteurs existants.

Du fait de la situation politique (forte opposition des populations depuis l'accident de Tchernobyl, en 1986, présence des Verts au gouvernement de 1997 à aujourd'hui), le lobby a repoussé les décisions concernant de nouvelles centrales nucléaires... à 2003. En espérant une meilleure situation (marginalisation des antinucléaires et/ou retour de la droite au pouvoir).

Le lobby a repoussé les décisions concernant de nouvelles centrales nucléaires à… 2003.

Alors qu'officiellement, tout est gelé dans le domaine du nucléaire dit «civil», AREVA et le CEA continuent à faire le forcing, en particulier au sein des grands partis, pour relancer le programme nucléaire dès 2003. Ils avancent pour cela l'impossibilité de produire de l'électricité autrement. L'Allemagne pense différemment et vient d'accorder des permis de construire pour des centrales offshore en éolien pour un total de 10 000 MW en 2002 soit l'équivalent de 20 % du parc nucléaire français !

Le lobby essaie de faire avancer le dossier de l'EPR, réacteur qui n'a plus rien d'européen. Les élus Verts ont heureusement réussi à bloquer les décisions politiques jusqu'à maintenant. Le lobby a tout fait, fin 2001 et début 2002, pour empêcher les Verts français de renégocier avec le PS les mêmes accords qu'en 1997. Le PS, qui avait repoussé les décisions après 2002, ne veut plus promettre quoi que ce soit dans le domaine. Le PC réclame la relance du projet de nouveau réacteur EPR, de concert avec le RPR.

Au moment où ces lignes sont écrites, nous ne connaissons pas encore la composition de la future assemblée nationale... mais nous pouvons prédire qu'il y aura encore une très forte proportion de pro-nucléaires (ou de députés qui suivront les consignes de leurs partis), seuls les Verts maintenant une position en faveur d'une sortie (lente) du nucléaire, mais au moins sans nouvelle construction.

Le bon moment : un gros budget caché dans le budget 2003 ?

Début 2002, les débats budgétaires ont intégré pour celui de 2003, un plan pluriannuel d'investissement dans le domaine de l'énergie. Le document présente pendant plusieurs dizaines de pages les potentialités des énergies renouvelables avant de conclure que cela ne suffira pas et donc de prévoir un budget qui accorde quelques dizaines de millions d'euros pour les énergies renouvelables et quelques trois milliards d'euros (20 milliards de francs) pour la mise en place d'un premier prototype EPR. Cela correspond sensiblement au coût de construction de Superphénix, cela fait aussi 10 % du budget de l'Education nationale. Il n'y a pas d'argent pour certains, mais pour d'autres, cela ne pose pas de problème : le budget du CNRS, 40 % de la recherche française, 37 000 salariés, n'a qu'un budget annuel de 2,4 milliards d'euros !

La découverte de ce budget caché dans les méandres de la recherche devrait permettre d'anticiper sur une éventuelle adoption de cette somme. Dès le printemps 2002, le Réseau Sortie du nucléaire a mis en place une campagne de cartes postales qui insiste en premier point sur la réorientation du «budget de recherche et d'investissement» dans le domaine de l'énergie, de quoi amener élus et futurs élus à se pencher sur ce curieux cadeau de 3 milliards au lobby nucléaire.

Certains pensent que le moment particulier pour une action forte doit être lié à ce vote... mais d'autres pensent que, si cela révélera au grand jour les buts poursuivis, ce budget ne sera pas forcément concrétisé parce qu'il est voté (2).

Comment faire monter la pression

Le *réseau Sortir du nucléaire* n'a cessé de croître depuis 1997 pour coordonner aujourd'hui plus de 610 associations sur le territoire, bénéficier de dons de plus de 10 000 personnes, et d'un fichier de sympathisants de

(2) Pour rappel, dans les années 70, il a été voté la construction de 8 surgénérateurs. Les terrains ont été achetés à Sennecey-le-Grand (71), Marcoule (30), et vers Port-la-Nouvelle (11), les plans ont été faits jusqu'au quatrième surgénérateur, seul le premier a été construit... mais 10 milliards d'euros ont été dépensés en vain.

plus de 30 000 personnes. Ses campagnes de cartes postales, ses publications, l'organisation de cinq manifestations simultanées le 20 octobre 2001, ont contribué à remettre le sujet du nucléaire dans l'actualité.

Toutefois, aucune de ces campagnes n'a, pour le moment, entraîné un début de négociation avec le gouvernement ou avec les partis politiques. Le 20 octobre 2001, il y avait plus de 20 000 personnes dans les rues, mais cela reste insuffisant. Si nous avions été plusieurs centaines de milliers de personnes, le débat serait aujourd'hui à la une de l'actualité. D'autant plus que les attentats du 11 septembre ont montré qu'une action terroriste pouvait provoquer un grave accident dans une centrale nucléaire ou au centre Cogéma de La Hague.

Même en supposant que soient diffusées plusieurs centaines de milliers de cartes postales, il n'y aura pas d'inflexion dans la politique nucléaire. Il faut donc augmenter la pression par d'autres moyens.

Le réseau a sans doute atteint un seuil limite pour ce qui est des actions entièrement coordonnées de manière centrale. Il n'est en effet pas possible de multiplier les actions et les campagnes sans réfléchir à une décentralisation des actions.

Une forme de décentralisation possible serait, comme cela se fait dans le mouvement antinucléaire allemand, de pousser à la création de groupes autonomes, qui se concertent au sein du Réseau, et qui, après accord stratégique, mènent chacun des campagnes avec leurs propres moyens.

L'annonce d'un investissement de 3 milliards d'euros dans la recherche pour un nouveau réacteur alors que 9 Français sur 10 se prononcent pour une réorientation de la recherche pourrait être l'occasion de lancer un appel à la constitution d'un groupe *Chercheurs pour la sortie du nucléaire*. L'incapacité des secours en cas d'accident, dénoncé ouvertement par certains pompiers pourrait être l'occasion de mettre en place un groupe *Secouristes pour la sortie du nucléaire*. Il peut en être de même pour des *Artistes pour la sortie du nucléaire,* etc.

Un autre moyen de faire monter la pression serait d'accompagner les campagnes actuelles d'actions longues. Celles-ci peuvent être par exemple une occupation symbolique sur ou devant un site, devant un lieu de pouvoir (l'Assemblée nationale), ou encore une marche comme en 2001 le Mouvement vers Bure...

Du haut d'une grue

Quand on parle «jeûne», les militants répondent souvent par «risques», «sacrifices» ou image morbide. Ces mêmes militants sont pourtant les mêmes à s'enthousiasmer lorsqu'avec quelques autres nous grimpons tout en haut des grues ou des tours de refroidissement. Cet enthousiasme pour des actions spectaculaires va peut-être me permettre de préciser les différences qui existent entre une grève de la faim et un jeûne à durée indéterminé.

La **GRÈVE DE LA FAIM** pourrait s'illustrer par une personne énervée qui, souvent sans préparation, monte sur un coup de tête sur la flèche d'une grue et menace de sauter dans le vide. Elle menace et menace encore, et non seulement elle sautera peut-être si on ne l'entend pas, mais elle risque de chuter par simple énervement ou inattention. Elle joue avec la mort.

Le **JEÛNE À DURÉE INDÉTERMINÉ** est au contraire une action soigneusement préparée. Nous avons bien repéré où était la grue, comment on pouvait s'y installer. Nous avons averti médias et autorités de l'occupation de cette grue. Nous y sommes montés calmement et prudemment. Nous avons emmenés des baudriers et des cordes de rappels pour nous prévenir d'une chute possible. Malgré toutes ces précautions, un accident reste bien sûr toujours possible. Nous resterons sur la grue aussi longtemps que nous le pourrons. Nous ne négocierons pas directement avec ceux d'en bas : n'étant pas isolés, nous bénéficierons du relais à terre de nombreux militants. Lorsque nous sentirons que nos forces nous quittent et que nous pouvons tomber, nous redescendrons de la grue. Nous sommes des amoureux de la vie.

Michel Bernard ■

Donner du sens à un jeûne

La question d'un jeûne de quelques militants déterminés se situe dans cette démarche : il permettrait de démultiplier les actions et



Michel Bernard

23 avril 2002 : Jeûneurs en gare de Valogne contrôlés par la gendarmerie...


Michel Bernard

...avant le passage d'un train de déchets allemands : deux wagons sont remplis de gardes mobiles.



Michel Bernard

24 avril 2002 : Présence des jeûneurs sur le marché de Cherbourg,



Michel Bernard

... alors qu'à côté manifestent un millier de sous-traitants de l'usine Cogéma qui demandent plus de travail.

Jeûne



donc d'intéresser de nouveaux publics. Comme les marches et les camps, ce type d'action sur la durée peut provoquer une importante campagne médiatique.

Un premier atelier sur la question du jeûne avait été organisé en juillet 1997 lors du jeûne-anniversaire de la mort de Vital Michalon, devant Superphénix, jeûne de 48 h. Depuis, la question a été débattue de nombreuses fois jusqu'à la mise en place d'un groupe de jeûneurs qui, initialement, proposaient de lancer un jeûne pendant les campagnes présidentielles et législatives de 2002. Huit jeûneurs étaient prêts à se lancer.

L'assemblée générale du Réseau, au printemps, s'est prononcée, à une courte majorité, contre un jeûne à cette date pour différentes raisons dont les plus pertinentes sont le manque de préparation, le risque de ne pas pouvoir passer dans les médias à cette période, enfin d'avoir un objectif plus clair pour être mieux identifiable par le public. L'assemblée générale s'est, par contre, prononcée clairement en faveur d'un groupe de travail pour préparer un tel jeûne à une date qui semblera plus opportune.

Pour la semaine d'action du Réseau Sortir du nucléaire, du 22 au 26 avril 2002, une action proposée était la tenue d'un jeûne de durée limitée (5 jours) devant des sites nucléaires, afin que des personnes puissent «tester» ce mode d'action et approfondir leurs réflexions sur la possibilité d'effectuer un jeûne plus important. L'appel a été entendu puisqu'à côté d'une soixantaine d'initiatives diverses dans toute la France, douze personnes ont jeûné devant l'usine Cogéma de La Hague (Manche), douze autres devant le chantier du futur centre d'enfouissement des déchets à Bure (Meuse), d'autres enfin à Vesoul (Haute-Saône). L'initiative a eu un écho à l'étranger également : il y a eu sept jeûneurs devant le centre de stockage des déchets de Gorleben (Allemagne), trois devant la centrale de Dungeness (au sud-est de l'Angleterre), et dix près de Parme, en Reggio Emilia. Au total, ce sont donc une cinquantaine de personnes qui ont testé ce mode d'action. Le bilan est mitigé : certaines personnes se sont rendues compte que si ce mode d'action avait de la force (elle a permis par exemple le dialogue avec les syndicalistes à La Hague), elles ne pourraient pas s'engager dans un jeûne long pour des raisons physiques.

Quand et comment faire un jeûne ?

Le Réseau, par son action, a réussi à amener le débat sur la question de la sortie du nucléaire. Pour rester sur une position offensive, il faut que ce soit le Réseau qui choisisse la période et le thème du jeûne. Il n'est donc pas forcément nécessaire de le lier avec le vote de l'assemblée nationale (position défensive), mais peut-être plus favorable de le maintenir autour d'une date symbolique (anniversaire de Tchernobyl). Le choix «offensif» peut permettre d'élargir l'action d'une question spécialisée à la sortie du nucléaire plus générale. Cela reste un vrai débat.

Dans l'hypothèse où l'écho dans les groupes de base ou dans des groupes «professionnels» comme présentés ci-dessus serait bon, il est envisagé de faire des journées à thèmes où des personnes de ces groupes viendraient tour à tour jeûner pendant 24 h sur place. Il en est de même avec des personnalités.

Le choix d'un jeûne nécessite toute une stratégie de communication, un calendrier précis pour faire «prendre la sauce» dans un délai raisonnable afin de limiter la durée du jeûne. Par exemple, il serait bon de faire une rencontre systématique avec tous les députés, avant tout début de jeûne, pour avoir déjà tous les contacts nécessaires.

Il existe enfin une charte des jeûneurs en voie d'élaboration qui précise les conditions du jeûne, et en particulier l'entière liberté pour chacun-e de s'arrêter quand elle le juge nécessaire. Il s'agit d'interpeller sur une question précise, avec le maximum de force et non pas de mettre en danger la vie de personnes (3).

Le Réseau après une telle action

Une des questions principales pour choisir un mode d'action plutôt qu'un autre serait d'estimer son impact non pas seulement sur le court terme, mais en terme de stratégie sur le long terme : en clair, comment passer d'un objectif «bref» à un objectif «long» qui est invariablement l'arrêt du nucléaire.



Concernant un jeûne, même si les résultats ne sont pas fantastiques (il serait fort étonnant que le prochain gouvernement décide tout de suite une nouvelle politique énergétique), le débat provoqué rendra impossible pour AREVA et consorts le lancement en catimini de nouvelles initiatives en faveur du nucléaire. Les futurs députés auront été suffisamment interrogés pour que l'avenir du nucléaire soit un objet de débat.

On peut penser également que cela amènera de nouvelles personnes à s'investir dans la question antinucléaire. Si jeûne il doit y avoir, il doit permettre de donner un grand coup d'accélérateur.

Michel Bernard, André Larivière ■

(3) Des livres existent sur les jeûnes médicaux qui montrent qu'une personne en bonne santé, qui jeûne dans de bonnes conditions, vit d'abord une période «morose» de mise en œuvre de 3 à 6 jours, puis une période où elle se sent bien, pouvant dépasser le 30 jours, enfin une période dangereuse où elle se consomme de l'intérieur. C'est cette période dangereuse que l'on cherchera au maximum à éviter.



Michel Bernard

26 avril 2002 : Journée anniversaire de Tchernobyl, 5e jour de jeûne. Les jeûneurs viennent manifester devant l'usine Cogéma...

Certains jeûnes de Gandhi sont célèbres. Plus près de nous, il faut citer celui de Louis Lecoin qui, en 1962, en pleine guerre d'Algérie, a obtenu la création du statut d'objecteur de conscience. Voici une présentation de deux jeûnes plus récents qui peuvent aider à réfléchir sur le sujet.



Jeûne contre la double peine (mars-avril 1981)

En 1981, à Lyon, trois jeûneurs (des trois principales religions) ont obtenu la promesse de Mitterrand de supprimer la double peine (ce qui fut fait fin 1981 mais rétabli par Pasqua en 1986).

Ce jeûne bénéficiait du soutien de la Cimade, un réseau œcuménique très présent sur la question des immigrés. Cette association est l'une des rares au niveau national à pouvoir intervenir dans les zones de rétention des aéroports, pour rencontrer les personnes en difficulté que les autorités soit ne veulent pas laisser entrer sur le territoire, soit qu'ils veulent expulser.

Le jeûne a été longuement préparé à l'avance. Un comité de soutien de personnalités était prêt avant le début du jeûne, et des fonds avaient été collectés également à l'avance.

Le jeûne a commencé une quarantaine de jours avant le premier tour. Des contacts avaient été pris bien avant le jeûne avec les états-majors des différents partis politiques pour leur annoncer la revendication du jeûne. Cette revendication était très ciblée : l'abandon de la double peine pour les immigrés qui lorsqu'ils sont condamnés pour un délit ont deux peines : une peine d'emprisonnement puis une expulsion du territoire.

Dès le début du jeûne, plusieurs dizaines de comités de soutien étaient en place un peu partout en France.

Du fait de l'engagement religieux (un curé, un pasteur, un musulman), l'église a relayé l'action et les campagnes de pression. Chaque groupe local était invité à faire des actions symboliques sur le sujet pour interpeller les autorités.

Des publicités ont été publiées pour marquer les 10, 20 et 30e jours du jeûne, dans *Le Monde*. Ces publicités ont marqué les esprits de ceux qui ne s'intéressaient alors pas à cette question, au départ jugée mineure dans le cadre d'une campagne présidentielle.

Assez rapidement, des représentants des partis politiques sont venus apporter d'abord des soutiens individuels, puis pour négocier. Finalement après 30 jours, Mitterrand, candidat alors d'opposition, en personne, a promis l'abolition de la loi, ce qui a provoqué l'arrêt du jeûne.

Ce jeûne a été un succès pour les raisons suivantes :

■ un choix des jeûneurs symboliquement fort,
n un réseau de soutien fort bien constitué, efficace dès le début de l'action,
■ une revendication finement ciblée,
■ une bonne communication,
■ de bonnes ressources financières.

Malgré ce succès et la mobilisation des Beurs au début des années 80, le retour de la droite au pouvoir en 1986 a provoqué le rétablissement de la double-peine... que la gauche au pouvoir à partir de 1988 n'a pas cru bon de supprimer à nouveau. La campagne sur ce sujet se poursuit actuellement avec la campagne *une peine.point barre* dont nous avons diffusé la carte postale dans notre numéro de janvier 2002.



Michel Bernard

... provoquant l'arrivée d'une délégation de syndicalistes CGT et CFDT. Le début de la discussion est difficile, les syndicalistes traitant les jeûneurs de tous les noms. Puis devant l'attitude de dialogue des jeûneurs, il devient possible de discuter et une bonne heure plus tard, les syndicalistes partent en serrant la main des jeûneurs.

Jeûne pour la vie (6 août au 15 septembre 1983)

Ce jeûne pensé d'abord au niveau international arrivait en pleine course aux armements, alors que les USA et l'URSS envisageaient le déploiement de nouveaux missiles en Europe. L'objectif du jeûne était de demander aux gouvernements un geste significatif en faveur du «gel de l'armement nucléaire».

Il y avait des jeûneurs aux USA (dont André Larivière), en France (dont Solange Fernex, Michel Nodet) et en Allemagne.

La date du début du jeûne avait été symboliquement choisie : la date anniversaire de la destruction d'Hiroshima par une bombe atomique. L'annonce de ce jeûne s'est faite un an avant son commencement.

En France, il a été perçu au départ comme décalé car si en Allemagne et aux USA existait un fort mouvement pacifiste, en France, du fait que nous n'étions pas dans l'OTAN, il y avait une assez faible conscience de l'enjeu que représentaient ces missiles de part et d'autre.

Pour de multiples raisons, des divergences sont apparues et des mouvements comme le MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, par exemple n'ont pas soutenu le mouvement. Le MAN estimait que les conditions pour réussir un jeûne n'étaient pas atteintes, en particulier un trop grand écart entre la possible dynamique militante sur le sujet et un objectif trop ambitieux. Le mouvement de l'Arche a laissé libre ses membres d'aider le mouvement mais n'a pas participé en tant que tel. Le PSU à l'époque a totalement refusé de soutenir. Les Verts n'existaient pas encore. Silence, tout jeune à cette époque, avait fortement soutenu.

Malgré cela, environ une soixantaine de groupes de soutien étaient en place au début du jeûne. Deux réunions préparatoires avaient permis de donner des consignes précises sur ce que devaient et ne devaient pas faire les groupes de soutien.

Dans les faits, le jeûne a duré 41 jours. A cette date, le jeûne a été arrêté sans pratiquement obtenir apparemment quoi que ce soit.

Les comités de soutien ont réussi à donner un côté positif à l'action en multipliant les actions médiatiques. De nombreux jeûnes tournants ont été mis en place, complétés par des journées symboliques, des actions de désobéissance civile (plus de 350 arrestations à Paris après une action place de l'Etoile).

Si ce jeûne n'a pas été un succès vis-à-vis de l'objectif annoncé, on peut quand même retenir que :

■ Il a été à l'origine de la mise en place de la Maison de vigilance de Taverny où, chaque année depuis, un jeûne du 6 au 9 août est organisé.
■ Il a été l'occasion pour de très nombreuses personnes de se former à l'action non-violente et de s'engager ensuite dans des associations locales,
■ Indirectement, il a probablement été dans le sens de l'histoire puisque, un an après, jour pour jour (le 6 août 1984), l'URSS annonçait un premier moratoire sur ses essais nucléaires.

Nouvelles normes

Un rapport de l'OMS, Organisation mondiale de la santé, tirant le bilan de l'accident de Tchernobyl et de nombreux autres incidents dans les réacteurs nucléaires, suggère que l'on diminue de 100 à 10 mSv la dose maximale en-dessous de laquelle on estime qu'il n'y a pas de conséquences secondaires d'une irradiation. Le même rapport suggère d'élargir de 10 km à 500 km les limites des plans d'urgence autour des installations nucléaires. Pour la France, cela signifie concrètement que nous serions tous dans le périmètre de plusieurs centrales nucléaires. *(APRII-Rad, avril 2002)*

INDE

Mortalité infantile

Dans la région de Tilaiyatar, près de Jadugoda, dans l'Etat du Jharkhan, plus de 16 % des enfants meurent dès leur première année et 80 % des habitants présentent des maladies liées aux radiations. C'est dans cette région que le gouvernement indien exploite les mines d'uranium destiné aux centrales nucléaires et à la bombe atomique. *(Tam-Tam, janvier 2002)*

JAPON

Monju veut redémarrer



DR

Surgénérateur de Monju (Japon)

Le surgénérateur de Monju au Japon, trois fois plus petit que Superphénix, a été victime d'un grave feu de sodium en 1995. Depuis il est à l'arrêt. Toutefois, les propriétaires du réacteur, après avoir fait les réparations, ont demandé en décembre 2000 une autorisation de redémarrage. Sans succès pour le moment, le gouvernement actuel préférant miser sur le développement du combustible MOX (mélange oxyde d'uranium et de plutonium) plutôt que de continuer dans la voie de la surgénération. *(Energie et sécurité, printemps 2002)*

BIRMANIE

Réacteur nucléaire

La dictature au pouvoir en Birmanie est en négociation avec la Russie pour lui acheter un petit réacteur nucléaire, «pacifique» bien sûr. L'opposition birmane dénonce l'incompétence notoire des militaires et les risques que cela ferait courir dans cette région de l'Asie. L'AIEA et les USA se sont déclarés inquiets. *(Réseau Sortir du nucléaire, janvier 2001)*

GÉORGIE

Accident d'irradiation

Trois habitants d'un petit village géorgien ont été gravement irradiés en décembre 2001 en manipulant deux cylindres d'une dizaine de centimètres de hauteur. Il s'agirait de sources de strontium 90 de forte intensité dont rien n'explique la présence en ce lieu (trafic ?). Une étude clinique des trois Géorgiens, effectuée juste après leur accident, révélait de nombreuses brûlures et des signes d'une irradiation globale, les doses ayant été évaluées de l'ordre de 2 à 3 grays. Sans traitement, la probabilité de mortalité est de 50 % en un à deux mois. *(Réseau Sortir du nucléaire, janvier 2001)*

Tchernobyl

■ **Victimes : qui veut des millions ?** Une étude de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, organisme français, recense au moins 1800 cas de cancers de la thyroïde en Ukraine, Biélorussie et Russie chez des personnes ayant moins de 18 ans au moment de l'accident, alors que la normale sur la zone étudiée aurait dû être de quelques dizaines de cas. L'étude a été réalisée en 1998 et elle conclut que ce nombre est aujourd'hui vraisemblablement dépassé. Les experts rappellent que 6,9 millions de personnes vivent dans une zone où la contamination dépasse 37 000 becquerels par m2 et sont donc potentiellement exposées à développer des maladies radio-induites. L'IRSN demande également que les moyens soient mis en place pour retrouver les 600 000 personnes qui ont travaillé pendant des mois à étouffer le sinistre en 1986 et qui sont sans doute fortement malades. Sans sortir des trois pays les plus proches, on en est donc à 7,5 millions de victimes à long terme.

■ **Parrainage d'enfants.** 170 enfants vivent dans le village de Valavsk, à 80 km de Tchernobyl. Le professeur Bandazhevsky a montré qu'ils souffraient de l'accumulation de césium. Moins de 15 % des enfants présentent des électrocardiogrammes normaux. Afin de les aider à éliminer les produits radioactifs, il faut au minimum leur donner de la pectine qui entraîne le césium à l'extérieur. Au mieux, il faudrait pouvoir faire déménager ces familles... mais cette solution de bon sens se heurtent aux affirmations des autorités qui veulent faire croire que Tchernobyl est une affaire terminée. Le professeur Bandazhevsky est en prison pour avoir affirmé le contraire. La CRII-Rad collecte des fonds pour aider ces enfants. L'argent sera fourni à l'institut indépendant Belrad qui, soumis aux pressions des autorités, a pu se replier dans un monastère orthodoxe. Il faut 70 euros pour une cure de pectine, laquelle doit être renouvelée deux à trois fois par an pour chaque enfant. Vous pouvez avoir un dossier de parrainage d'un enfant auprès de la *CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*

■ **Appareils de détection illégaux.** De nombreuses associations ont offert des appareils de mesure aux associations locales pour mesurer les taux de radioactivité. Le gouverne-

DR

Panneau annonçant l'entrée de la zone interdite à Tchernobyl.

EDF comme Enron ?

En vue de la gestion future des déchets radioactifs et du démantèlement des réacteurs, la loi oblige les exploitants européens à faire des provisions financières. Mais alors que dans d'autres pays, l'argent est bloqué dans des organismes indépendants, en France, EDF peut utiliser cet argent pour faire des placements financiers. C'est ce qui lui permet de régulièrement prendre des parts dans des entreprises privées à l'étranger alors qu'en France elle conserve le statut d'entreprise publique. Or c'est par ce genre de pratique qu'Enron, le géant américain de l'énergie, a perdu énormément d'argent sans que cela se voit au niveau de sa comptabilité générale. Rien n'indique donc que, le moment venu, quand EDF devra payer pour les déchets et le démantèlement, l'argent soit disponible. Greenpeace a demandé aux instances européennes d'harmoniser le fonctionnement de ces provisions afin qu'EDF soit sur un pied d'égalité avec les autres industriels de l'énergie. *Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*

Réacteurs dans l'illégalité

Actuellement, tous les réacteurs français sont dans l'illégalité. Aucun ne satisfait en effet aux normes de sûreté. Beaucoup présentent des défauts dans l'étanchéité des bâtiments, d'autres sont en zone inondable, d'autres enfin en zone séismiques (vallées du Rhône, du Rhin). La France a signé une convention Ospar qui interdit les rejets radioactifs en mer, ce qui rend illégal le fonctionnement non seulement de l'usine de La Hague, mais également celui des réacteurs de Gravelines, de Penly, de Paluel et de Flamenville...

Autre source d'illégalité : un décret pris en 1987, peu après l'accident de Tchernobyl, prévoit que soit tenue publique la liste des volontaires qui interviendraient sur un site nucléaire en cas d'accident grave. Jamais ces listes n'ont été publiées et pour cause : il a fallu 600 000 personnes pour stopper l'accident de Tchernobyl, on imagine mal que l'on puisse trouver un tel nombre de suicidaires en France.

Si par hasard, un jour, un écologiste avait une fonction de ministre de l'environnement, à partir de ces sources d'illégalités, il aurait la possibilité de faire stopper tous les réacteurs. Mais un écologiste au gouvernement, il ne faut pas rêver.

Succès de SUD-Energie

Le syndicat SUD est né d'une scission de la CFDT. Après bien des difficultés pour se faire reconnaître, un syndicat



ment biélorusse a vivement réagi : plutôt que de lutter contre la radioactivité, les appareils sont confisqués ! *(APRII-Rad, avril 2002)*

■ **Chirac, Madelin, Carignon et Pasqua inculpés ?** Ils étaient respectivement premier ministre, ministre de l'industrie, de l'environnement et de l'intérieur au moment de l'accident de Tchernobyl. Certains documents saisis dans le cadre de l'enquête sur les cancers de la thyroïde montrent que lors d'une réunion de crise au ministère de l'intérieur, le 16 mai 1986, ces quatre personnes ont délibérément décidé de mentir sur les dangers du nuage radioactif : *«nous avons des chiffres qui ne peuvent pas être diffusés»* car cette information *«aurait alors pour nos installations nucléaires des conséquences beaucoup plus directes et qu'il convient donc de prévenir»*.

SUD-Energie a vu le jour au sein d'EDF. Pour la première fois, il a pu se présenter aux élections professionnelles au sein de la direction de la recherche et du développement (2700 salariés sur 117 000). Le syndicat SUD a officiellement pris parti pour la sortie du nucléaire. Résultat au sein des chercheurs de l'établissement : 23,8 % des voix soit la deuxième place derrière la CGT (29,9%), mais devant la CFDT (21,7%) et FO (4,3%). Comme quoi, même au sein d'EDF l'opposition au nucléaire est perceptible.

BRENNILIS

Le petit réacteur qui n'en finit pas

Brennilis est l'un des tout premiers réacteurs nucléaires mis en route en France en 1967. Il ne faisait que 73 MW (contre 1300 MW pour les plus récents). Il a été arrêté en 1985. Depuis EDF cherche comment le déconstruire en récupérant au passage la radioactivité. Après douze ans laissée au repos, la centrale commence à être démontée en 1997. Depuis, une centaine d'ouvriers ont gratté le béton pour enlever le maximum de radioactivité... Les déchets actuels sont conditionnés sur place et emmenés ensuite à Soulaines (Aube). A la fin, il restera le cœur du bâtiment, hautement radioactif, de 70 tonnes, qui devra être stocké sur un lieu à définir. Si tout va bien, le chantier devrait durer jusqu'en 2018. L'opération devrait coûter au moins 300 millions d'euros.

DORDOGNE

Nuit contre l'enfouissement

La troisième nuit contre l'enfouissement se tiendra le 29 juin aux abords des grottes de Lascaux (même lieu que le départ du mouvement vers Bure de l'année dernière). *Association Vites, Lavergne, 46190 Sousceyrac.*

FINISTÈRE

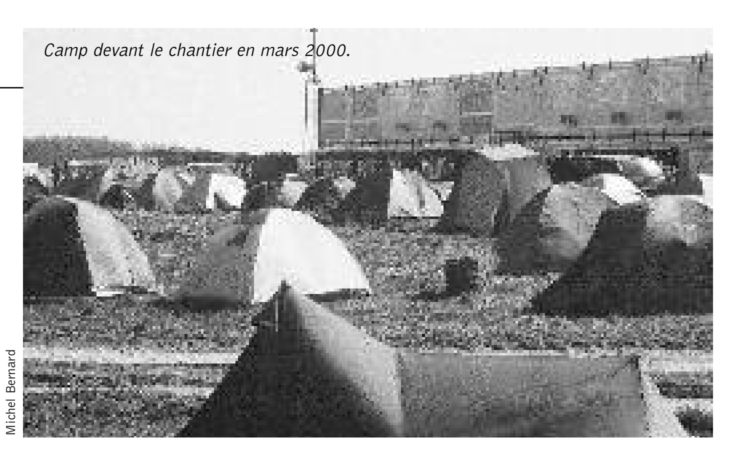
Manifestation à l'Ile-Longue

Une manifestation contre le nucléaire civil et militaire est organisé le 30 juin face à l'Ile-Longue, à Brest. *Collectif antinucléaire, Kerret, 29690 Locmaria-Berrien, tél : 02 98 99 79 65.*

TOULON

Pollution militaire

Il a fallu une demande de construction d'une conduite d'évacuation des arsenaux de Toulon pour que les élus locaux apprennent que l'entretien des sous-marins nucléaires dans la baie de Toulon se fait avec des rejets d'effluents liquides radioactifs directement dans la mer. Sous la pression des associations et des élus, le préfet du Var vient d'annoncer la mise en place d'une commission locale d'information et des mesures préventives. Le quotidien *Var-Matin* a essayé de vérifier les dires du préfet : un tour dans les pharmacies de Toulon a mis en évidence que les pharmaciens ne savaient absolument pas où se procurer de simples pastilles d'iode.



Camp devant le chantier en mars 2000.

Michel Bernard

BURE

Camp d'été

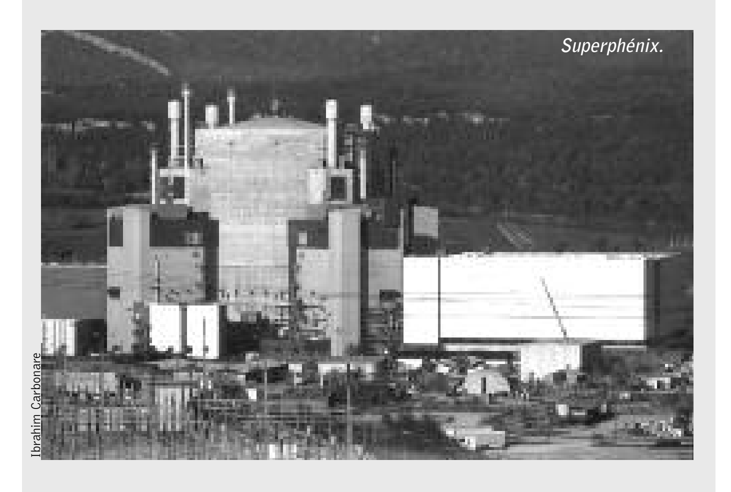
Ce sera du 13 au 21 juillet, devant l'entrée du chantier, pour la troisième année consécutive. Pour ceux et celles qui ne peuvent venir qu'un jour, une action forte sera faite le samedi 20 juillet. Pour ceux qui veulent aider à mettre en place le camp, il est possible de venir sur place dès le 10 juillet. Une marche de Soulaines (centre de déchets faiblement radioactifs) à Bure est organisée du 10 au 13 juillet.

- Meuse : *CDR, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.*
- Haute-Marne : *CEDRA, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41.*
- Vosges : *CENDR, 24, grande rue, 88630 Moncel-Vair, tél : 03 29 06 91 38.*
- Meurthe-et-Moselle : *CACENDR, tél : 03 83 30 72 24.*

SUPERPHÉNIX

Lent démantèlement

La décision d'arrêt de Superphénix a été prise en juin 1997. Cinq ans plus tard, le démantèlement est bien réel, mais comme rien n'avait été prévu pour démonter ce réacteur, tout doit faire l'objet d'études longues et tout avance très lentement. Ainsi, le cœur du réacteur comptait 650 barres de combustibles plutonium. Début avril, la direction estimait pouvoir finir de les sortir du cœur avant fin 2002. Le 10 avril, un assemblage (740 kg) s'est décroché, tombant de cinq mètres, se brisant et contaminant le sol. Nouveau retard prévisible. Concernant la partie non-nucléaire, le démontage avance plus vite : de nombreuses pièces sont emmenées lorsqu'elles peuvent servir sur d'autres sites ; les lignes de 400 000 volts qui devaient permettre la sortie du courant ont été démontées et seule reste une ligne moyenne tension qui continue à fournir le courant sur le chantier, mais aussi pour chauffer le sodium dans lequel baigne le cœur. En 5 ans, la direction indique que sont sortis du site 628 tonnes de déchets industriels banals, 438 tonnes de déchets spéciaux (huiles, métaux...) et 5 m3 de déchets nucléaires. Du fait du peu de fonctionnement du réacteur, la radioactivité est limitée en dehors du cœur. Restent deux gros problèmes : le plutonium est pour le moment stocké sur place en piscine ce qui en fait une cible terroriste extrêmement dangereuse ; le retraitement du sodium n'est toujours pas entamé et prendra de très nombreuses années. La direction de la centrale dément tout projet de réutilisation du site par EDF et annonce qu'elle a pour objectif de rendre l'espace dans son état d'origine d'ici une vingtaine d'années. Nous pourrons alors y organiser un pique-nique géant pour fêter... les 40 ans de Silence !



Superphénix.

Ibrahim Carbonare



Energie

Recul relatif des renouvelables

Même si les éoliennes et les capteurs solaires sont de plus en plus nombreux, on constate qu'au niveau européen la part des énergies renouvelables est passée de 14,8 % de la production d'électricité en 1999 à 13,5 % en 2000. La baisse provient de la production hydraulique limitée par une baisse générale des précipitations, mais également de la hausse de la consommation (+3,4 %). *(Asder, janvier 2002)*

Vive le gaspillage !

En 2001, la consommation d'électricité en France a progressé de 2,7 % soit la quatrième plus forte progression en quinze ans. La production électrique a elle augmenté de 1,9 %, la différence correspond aux ventes de courant à l'étranger. Comme trop souvent, EDF l'emporte sur l'ADEME, l'agence pour la maîtrise de l'énergie.

ADEME Formations professionnelles

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, organise des formations professionnelles sur les énergies renouvelables : photovoltaïque (17 au 21 juin ou 23 au 27 septembre), grand éolien (3 au 7 juin ou 30 septembre au 4 octobre), électrification éolienne des sites isolés (9 au 13 septembre). *ADEME, Thérèse Giordano, 27, rue Louis-Vicat, 75737 Paris cedex 15, tél : 01 47 65 22 15.*

Solaire

■ **France : retard pour le photovoltaïque.** En 2000, on comptait 2 MW de photopiles installées en France soit 50 fois moins qu'en Allemagne (106 MW) et cent fois moins qu'au Japon (200 MW), mais l'écart devrait se creuser puisque les prévisions pour 2005 sont de seulement 4 pour la France, 500 pour l'Allemagne (125 fois plus) et 4800 pour le Japon (1200 fois plus !). *(AJENA, avril 2002)*

■ **Bruxelles : construction de capteurs solaires.** Les Ateliers de la rue Voot, à Bruxelles, proposent du 1er au 6 juillet, une formation théorique en énergie solaire, la construction de capteurs en caisson, initiation à la soudure au cuivre, montage d'un chauffe-eau solaire, système de régulation, visite d'installations. *Ateliers de la rue Voot, tél : 02 762 48 93.*

FRANCHE-COMTÉ

Visites d'installations

L'AJENA, Association jurassienne pour la diffusion des énergies alternatives, propose tout un programme de visites d'installations : **eau chaude solaire** collective ou individuelle, de planchers solaires directs dans le Jura (samedi 15 juin), le Doubs (samedi 18 août), le Jura (samedi 14 septembre), dans le Territoire de Belfort (5 octobre), en Haute-Saône (16 novembre), **micro-centrales électriques** en Haute-Saône (samedi 22 juin), dans le Jura (samedi 21 septembre), en Lorraine (12 octobre), dans le Doubs (23 novembre), **électricité solaire** dans le Jura et le Doubs (25 mai), la Haute-Saône et le Doubs (6 juillet), le Jura (20 juillet), **chauffage automatique au bois** dans le Doubs (26 octobre), le Territoire de Belfort (8 novembre), la Haute-Saône (30 novembre), le Jura (14 décembre). *AJENA, 28, boulevard Gambetta, BP 149, 39004 Lons-le-Saunier cedex, tél : 03 84 47 81 10.*

MULHOUSE

Congrès sur la micro-hydraulique


DR

Petit barrage au fil de l'eau.

Hydroenergia 2002 se tiendra du 3 au 6 juillet à la Société industrielle de Mulhouse. Il rassemblera les acteurs majeurs de la petite hydroélectricité du monde entier. Les experts discuteront des aspects institutionnels et financiers, des aspects techniques, des innovations, des problèmes liés à l'environnement. D'un côté, l'industrie de la petite hydraulique fait face à des défis importants telle que la nécessité de surmonter les contraintes environnementales de plus en plus marquées dans les pays industrialisés. De l'autre côté, les opportunités croissent pour l'expansion de la petite hydroélectricité dans les pays en voie de développement : de nouveaux mécanismes politiques naissent des engagements pris à Kyoto qui ouvrent la voie à des solutions innovatrices. *Société hydrotechnique de France, 25, rue des Favorites, 75015 Paris, tél : 01 42 50 91 03.*

Sortir du pétrole

■ **Epuisement des réserves**. Le rapport annuel de World Oil Supply, un organisme proche des firmes pétrolières, indique qu'actuellement nous trouvons chaque année 7 millions de barils supplémentaires, alors que nous en consommons 23 millions. Le déséquilibre va produire à coup sûr une hausse des prix, mais également aussi un effondrement de l'offre. Le rapport estime que ce déséquilibre mondial aura des conséquences économiques dès 2005. Il prédit également que l'on ne pourra plus produire que la moitié du pétrole que l'on produit aujourd'hui vers 2025.

■ **Plus de supertankers.** Autre signe de la fin du pétrole : il n'y a actuellement plus aucune commande de nouveaux pétroliers pour transporter le pétrole par la mer, les compagnies estimant qu'elles ne vont pas en avoir besoin. Elles préfèrent investir massivement dans les énergies renouvelables.


Pétrolier

Port de Marseille

■ **Chine : forte demande.** Jusqu'au milieu des années 90, la Chine était autosuffisante pour le pétrole, mais ses réserves (1,7 % des stocks mondiaux) sont maintenant devenues insuffisantes. En 2001, elle a importé 60 millions de tonne, elle prévoit d'en importer 100 en 2005, 130 en 2010. Pour limiter le coût de ses importations, le gouvernement chinois a adopté la même méthode que les pays capitalistes : prendre des actions dans les compagnies pétrolières étrangères. *(Libération, 22 avril 2004)*

■ **Venezuela : tentative de coup d'Etat.** Le président Hugo Chavez, très à gauche, a été victime d'une tentative de coup d'Etat le 11 avril. Le coup d'Etat fait suite à une grève menée par le patronat du pays. Soutenu par la population, Chavez a repris sa place après seulement 48 heures et quand même plus de 40 morts. La vraie question était la gestion des réserves de pétrole. Le pays, quatrième exportateur mondial, tire 50 % de ses ressources du pétrole. Chavez ne veut pas épuiser le filon trop vite alors que le patronat y voit la possibilité de gagner de l'argent rapidement.

MAYENNE

Groupement d'achats

Après une campagne d'informations, le CIVAM, Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture en milieu rural, de Mayenne, a convaincu 33 paysans d'installer des capteurs solaires thermiques pour assurer une partie de leur eau chaude sanitaire. Ce groupement d'achat a ensuite fait une demande globale de subvention auprès de l'ADEME le 26 mars dernier et un contrat a été passé avec la firme Giordano pour les installations des capteurs. *CIVAM, tél : 02 43 49 10 02.*

ALLIER

L'énergie un bien précieux

L'APROMER, Association pour la promotion des énergies renouvelables, organise les 1er, 2 et 3 juin, à la salle des fêtes du Mayet-de-Montagne, une manifestation de sensibilisation aux économies d'énergies intitulée «L'énergie : un bien précieux» avec présentation de l'exposition *La Maison des négawatts* qui explique comment diminuer de moitié sa consommation d'énergie à la maison, une présentation des maisons solaires du département, une présentation de matériel (plancher solaire, chauffe-eau solaire, photopile, éolienne). Le 1er juin à 20h30, une conférence-débat est organisée sur le même sujet. Enfin les 5, 8 et 9 juin, des visites sont organisées sur des chantiers en cours. *APROMER, Canivet, 03250 Le Mayet-de-Montagne, tél : 04 70 59 76 59.*



Simple logique

Si des Etats comme l'Irak sont accusés d'être terroristes parce qu'ils essaient de se procurer des armes atomiques, comment doit-on appeler les Etats qui ont déjà ces armes ?

Essais nucléaires aux USA : 17 000 morts

L'institut de recherche pour l'énergie et l'environnement a mené une vaste enquête pour retrouver les victimes potentielles des essais nucléaires qui se sont déroulés dans le désert du Nevada entre 1951 et 2000. L'étude s'appuie sur les chiffres donnés par l'Institut national des cancers (NCI). Environ 80 000 personnes ont été exposées à des doses de radiations telles qu'elles ont contracté une maladie radio-induite. Environ 50 000 ont souffert de problèmes de thyroïde et 2500 en sont mortes. Environ 1000 ont eu une leucémie et 550 en sont mortes. Environ 22 000 ont développé d'autres maladies radio-induites suite à des expositions externes et 11 000 en sont mortes. Enfin, 6000 ont absorbé des quantités significatives de radioactivité qui ont provoqué d'autres cancers et 3000 en sont mortes. Soit un total d'environ 17 000 morts. *(Wise, mars 2002)*



US Défense

Essai nucléaire dans le Nevada (USA).

BELGIQUE
Fonds fiscal pour la paix

Il existe une loi de 1964 qui, en Belgique, reconnaît la liberté de conscience à tous les Belges. Au nom de cette loi, Jef Tavernier, député Agalev (Verts flamands) a déposé en ce début d'année un projet de loi «visant à reconnaître les objections de conscience à l'égard de l'affectation d'une partie de ses impôts à des fins militaires et créant un Fonds fiscal pour la paix». Le projet de loi propose que le Fonds fiscal serve à financer des études sur la reconversion des usines d'armement, la formation de la population à la résistance civile non-violente, la formation d'équipes de médiation spécialisées dans la résolution non-militaire des conflits, etc. Plusieurs autres députés ont soutenu l'initiative et le texte devrait être débattu en octobre ou novembre dans le cadre d'un débat plus général sur la modification du système des contributions. *(Imagine, avril 2002)*

Mieux vaut en RIRe

Le RIRe reste la principale publication des réfractaires à la militarisation de la société (avec l'Union pacifiste). La revue, qui a sept ans maintenant, souhaite tisser des partenariats avec des personnes, des collectifs d'origines différentes, pour élargir le plus largement possible la problématique de la militarisation des esprits. Elle cherche également des personnes pouvant aider à la recherche d'informations, à la diffusion, à l'animation de relais locaux. *RIRe, BP 2402, 13215 Marseille cedex 02.*

MAN Forum d'été

Le Mouvement pour une alternative non-violente organise du 28 juillet au 2 août, à Rollancourt, dans le sud du Nord-Pas-de-Calais, un forum d'été autour du thème «vers une culture de non-violence : comment passons-nous à l'action ?» avec quatre sous-thèmes : protester, s'interposer, reconstruire, prévenir. *MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25.*

ITALIE
Guerre sur le net

Le groupe Pugwash italien organise du 3 au 13 août, à Trente, une université d'été (en anglais) sur le thème : «guerre cybernétique, modifications réelles des stratégies militaires et mythes virtuels». Programme : *Prof. Carlo Schaerf, department of Physics, University of Rome, «Tor Vergata», via della Ricerca scientifica, 1, I-00133 Rome, Italie, isodarco@roma2.infn.it.*

BRETAGNE
Spectacle et non-violence

L'association ARP, pour une culture de non-violence, organise du 10 au 14 octobre une tournée en Bretagne pour son spectacle de sensibilisation à la gestion non-violente des conflits, avec des clowns. Ce spectacle est destiné au 6 à 10 ans. Les écoles, centres sociaux et de loisirs et autres établissements qui souhaiteraient proposer ce spectacle à leurs enfants à cette période peuvent prendre contact avec *ARP, Claudine Aillaud, Lux, 09000 Serres-sur-Arget, tél : 05 61 65 28 76.*

MEUSE
Contre l'extension d'un camp militaire

La restructuration de l'armée a libéré de nombreux terrains militaires... mais pas toujours, la réunion de plusieurs corps d'armée à Verdun a provoqué la venue d'un régiment de chars. Celui-ci, pour pouvoir effectuer des manœuvres veut étendre le terrain militaire de la Chaume : 650 hectares dont 450 cultivables sont menacés d'expulsion sur les communes de Sivry-la-Perche et Fromeréville-les-Vallons. Une déclaration d'utilité publique a été signée le 13 mars 2002, malgré 2000 oppositions pendant l'enquête publique. Le voisinage se pose des questions sur les raisons réelles de ce projet : les chars disposent déjà dans le département voisin, dans la Marne, d'un terrain d'entraînement de 42 000 hectares beaucoup plus vaste. 32 des 37 propriétaires concernés ont signé un appel public refusant de vendre leurs terres, ceci avec le soutien des trois principaux syndicats agricoles. Le 28 avril, 80 tracteurs ont manifesté symboliquement sur le site pour s'opposer à la venu de 80 chars Leclerc. Ils ont reçu le soutien des paysans du Larzac. *Confédération paysanne, 22, rue des Minimes, 55100 Verdun, tél : 03 29 86 10 50.*

PARIS
Fermons Eurosatory



Eurosatory est un salon de l'armement réservé aux professionnels de la guerre qui viennent vendre et acheter chars, missiles, etc. Ce supermarché de la mort a lieu à tous les deux ans. Cette année il se tiendra à Villepinte (près de Paris), et ne cesse de croître, attirant les représentants de nombre de gouvernements. En effet, malgré le code de conduite européen, la France exporte et/ou établit une coopération militaire avec plus de 50 pays ne respectant pas les droits de l'homme : Turquie, Pakistan, Inde, Russie... sont présents au salon. Où seront les prochaines guerres ? Il n'y a qu'à regarder la nationalité des visiteurs/acheteurs pour le deviner. En 2001, pour le salon du Bourget, des militants s'étaient enchaînés à un hélicoptère d'EADS, géant européen du commerce de la mort.

Parce que la France organise ce salon, parce qu'elle est le troisième producteur d'armes mondial, parce que les guerres dans les Balkans, au Timor, en Tchétchénie ou au Kurdistan, en Afghanistan, entre autres, sont là pour nous rappeler que les armes sont utilisées, parce que nous nous opposons à toutes les ventes d'armes, le *collectif Fermons Eurosatory* manifestera de nouveau devant le salon Eurosatory 2002 à Villepinte et Paris du 15 au 18 juin 2002.

Le collectif Fermons Eurosatory organise différentes manifestations pendant le salon de l'armement. Le samedi 15 juin, à 18h, un débat sera animé par la revue *RIRe* à la Flèche d'Or, 102, rue de Bagnolet, 75012 Paris (M° A.-Dumas). Un concert de soutien au collectif aura lieu le lundi 17 juin à 20 h30 également à la Flèche d'Or. Différents forums se tiendront, toujours à Paris, le dimanche 16 juin. Le lundi 17 juin, un rassemblement est organisé à partir de 9 h devant l'entrée du salon à Villepinte sous forme d'une manifestation bruyante et festive. A 17 h, les pétitions seront remises à un représentant du ministère de la Défense demandant la fermeture du salon. Le mardi 18 juin, un appel est lancé pour des actions directes non-violentes.

■ *RIRe, BP 2402, 13215 Marseille cedex, tél : 04 91 90 25 04.*
■ *COT, BP 229, 81006 Albi cedex, tél : 05 63 38 39 55.*
■ *UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13.*
ou voir le site *www.fermons-eurosatory.com.*

Accès aux documents administratifs

La loi du 17 juillet 1978 accorde à tout citoyen le libre accès aux documents administratifs. Si une administration est réticente, il faut alors saisir la CADA, commission d'accès aux documents administratifs (66, rue Bellechasse, 75007 Paris) qui intervient et généralement récupère le document demandé. Mais cette commission, au fur et à mesure que se développe sa notoriété, se trouve de plus en plus débordée. Pour pallier cela, la loi du 12 avril 2000 sur les *«droits des citoyens dans leurs rapports à l'administration» glisse dans son article 7 que ne sont pas communicables «les documents préparatoires à une décision administrative tant qu'elle est en cours d'élaboration»* (...) *«l'administration sollicitée n'est pas tenue de donner suite aux demandes abusives, en particulier par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique»*. Concrètement, il s'avère que les administrations peuvent classer n'importe quel document comme étant préparatoire à une décision future. La demande chaque année des emplacements de champs d'OGM devenant systématique, l'administration ne serait donc pas tenue d'y répondre. Les premiers conflits ont éclaté... d'autant plus que ce texte est en totale contradiction avec la directive 313 de 1990 de l'Union européenne. L'administration gagne ainsi du temps puisqu'il faut maintenant attaquer la CADA au tribunal administratif pour obtenir gain de cause (laissant le temps aux OGM de pousser en paix) *(Nature & Progrès, mars 2002)*

Elections

■ **Grandes fortunes.** Quatre des seize candidats aux élections présidentielles paient l'impôt sur la fortune : Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac, Corinne Lepage et Jean-Pierre Chevènement.

■ **Le Pen : électeurs honteux.** Les instituts de sondage ont indiqué leurs difficultés à créditer correctement Le Pen. Dans les sondages, seuls 7 % des électeurs affirment voter pour lui. Jusqu'à maintenant les instituts avaient adopté la multiplication par deux pour corriger le «vote honteux» : cela n'a pas suffit puisque ce sont 10 % qui se sont ajoutés à ce chiffre. Un «vote honteux» qui devrait d'ailleurs permettre de distinguer les vrais fascistes (les 7 %) de ceux qui votent par dépit.

■ **Le Pen comme Hitler ?** Certains font des comparaisons entre les deux.



Il y a des ressemblances : instabilité économique, peur de l'avenir, fort charisme... Mais les différences sont nombreuses. Nous n'observons aujourd'hui aucun rassemblement paramilitaire comme dans les années 30. Il n'y a pas non plus de «nuit de cristal», de milices privées sans contrôle de la police, il n'y a pas 5 millions de chômeurs sans aucune ressource, l'inflation est maîtrisée... Le Pen a également un handicap : l'histoire est là pour rappeler l'échec du fascisme.

■ **La peur des vieux.** Une France qui vieillit c'est une France de plus en plus conservatrice. Au premier tour, Chirac fait 31 % chez les plus de 65 ans, Le Pen 19 %. Il y avait pourtant le choix avec d'autres «vieux» puisque Besancenot était le seul de moins de 50 ans !

■ **La colère des jeunes.** 40 % des 18 à 25 ans ne sont pas allé voter, ce qui peut se comprendre quand on se rappelle l'absence presque totale de débat politique sur les questions de société avant le premier tour. Les manifestations des lycéens permettront sûrement l'émergence d'une nouvelle génération de militants. Il s'y pose la question de ce qu'est la démocratie : dans l'urne ou dans la rue ? On pourrait leur conseiller de rajouter aussi : dans la vie de tous les jours.

■ **La faute à qui ?** Le Pen a progressé de 200 000 voix depuis 1995. Jospin a reculé de plus de 2 487 000 voix. C'est surtout l'effondrement et la dispersion de la gauche qui a provoqué le deuxième tour Le Pen-Chirac et non la montée de l'extrême-droite.



■ **PS : faire le ménage ?** La *Gauche socialiste*, le courant le plus à gauche du PS, a publié un appel entre les deux tours de l'élection présidentielle accusant nettement les Dominique Strauss-Khan, Laurent Fabius, Christian Pierret et autres libéraux de la droite du parti d'avoir complètement détourné le PS de ces buts originaux : la lutte en faveur des plus déshérités. Il était temps de s'en souvenir.

■ **Votants exprimés et population totale.** Alors que la population française dépasse les 60 millions d'habitants, seuls 40,5 millions sont inscrits pour voter. Sont exclus : les moins de 18 ans, les immigrés, les condamnés judiciaires, ceux qui ne se sont pas inscrits sur les listes. Seuls 29,2 millions sont allés voter. Un million a choisi le vote nul ou blanc, ce qui ne laisse plus que 28,2 millions d'exprimés soit 47 % de la population. Il faut donc diviser les scores officiels de moitié pour avoir les résultats dans la population.

■ **Chirac élu par moins de 10 % de la population.** Chirac annoncé à 19,41 % des voix soit 5,6 millions de voix n'a en fait été choisi au premier tour que par 9,3 % de la population !

■ **Votez escroc pas facho ?** Slogan dangereux car pour le moment, Jacques Chirac, mis en cause dans de nombreuses affaires, n'a jamais été condamné, ce qui n'est pas le cas de Jean-Marie Le Pen, de nombreuses

Israël-Palest

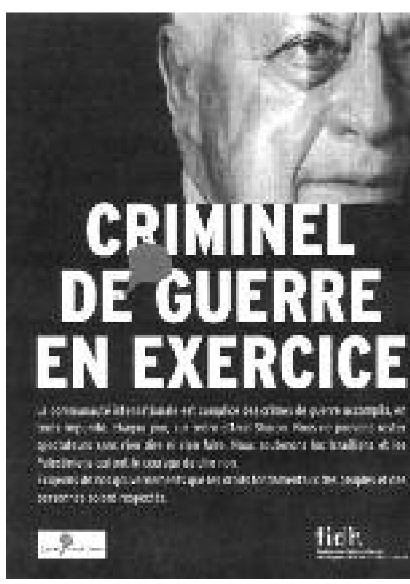
■ **Nombre de victimes.** En 18 mois, la deuxième intifada a fait plus de victimes que pendant les six ans de la première intifada (1427 morts dont 1258 Palestiniens). Au 11 avril, le sinistre bilan est de 1818 morts (dont 1394 Palestiniens et 424 Israéliens). Le nombre de blessés se compte en dizaines de milliers.

■ **Palestiniennes emprisonnées.** Les organisations de défense des droits humains ont lancé un appel concernant 14 femmes palestiniennes emprisonnées à la prison de Neve Tirza. Alors que jusque là, leurs conditions d'internement étaient relativement correctes, tout a changé depuis qu'une femme a fait un attentat-suicide. Les brimades se sont multipliées, les droits de visite ont été limités, les récréations suspendues, et même des gaz lacrymogènes tirés dans les bâtiments alors qu'il y avait des protestations. *(Agir ensemble pour les droits de l'homme, mars 2002)*

■ **Les affaires continuent.** En 2001, les exportations israéliennes vers les pays arabes ont augmenté de 8 %. L'importation des produits arabes a augmenté de 3 %. Si les exportations sont en baisse en Egypte et au Liban, elles se portent à merveille vers la Jordanie (+70%), le Qatar (+28%), l'Arabie Saoudite (+28%), le Maroc (+18%), et surtout le Koweit (+1000%). *(Courrier international, 14 mars 2002)*

■ **Refus d'obéissance.** Environ un millier d'Israéliens refusent actuellement de servir dans les territoires occupés. 750 personnes ont revendiqué leur insoumission publiquement. Mi-avril, 37 insoumis étaient prison ainsi qu'une soixantaine de militaires pour désobéissance. Un appel de cent étudiants a été publié annonçant leur refus de porter les armes. Trois des initiateurs de l'appel sont en prison. Le mouvement de désobéissance n'a jamais été aussi fort qu'actuellement. Il n'y avait eu que quelques dizaines de refus de soldats lors de la première intifada (1987-1993). Il semble que par ailleurs, il y ait aussi une importante vague de départ des jeunes à l'étranger pour échapper au service militaire.

■ **Répression des pacifistes.** Certaines voitures palestiniennes peuvent rester plusieurs jours bloquées à des barrages israéliens. Pour protester contre ces atteintes aux civils, environ 2000 manifestants pacifistes israéliens, juifs et arabes, ont voulu débloquer un barrage entre Jérusalem et Ramallah le 3 avril. La répression des militaires a été sévère : lacrymogènes et grenades assourdissantes.



■ **Criminel de guerre.** La ligue des droits de l'homme est née en France il y un peu plus d'un siècle pour défendre Dreyfus contre une vague d'antisémitisme. L'association, avec sa branche internationale, a décidé de frapper fort en publiant l'affiche ci-dessus : la photo de Sharon, du sang et le texte «criminel de guerre en exercice».

■ **Mission civile de paix indésirable.** Une cinquantaine de militants français qui voulaient profiter de

ine

leurs vacances de Pâques pour mener une mission civile de paix en Israël et en Palestine, ont été interpellés à leur descente d'avion à Tel-Aviv et obligés de force à remonter dans le même avion pour Paris. C'est la première fois qu'Israël utilise ces moyens contre des observateurs étrangers. Il faut dire que la mission précédente (la 9e depuis un an) avait eu la bonne (ou mauvaise) idée de se trouver dans les locaux d'Arafat lorsque celui-ci a été encerclé par l'armée israélienne.

■ **USA : manif pro-Palestinienne.** Le 20 avril dernier, 75 000 personnes à Washington et 35 000 à San Francisco ont manifesté contre la politique de Sharon et la complicité de Bush. C'est la plus grosse manifestation de solidarité avec les Palestiniens dans ce pays.

■ **Agressions de politiques.** A son retour de Ramallah où il s'est retrouvé pendant quelques jours enfermé au côté d'Arafat, José Bové s'est fait agresser le 7 avril dans l'aéroport d'Orly par des militants extrémistes juifs. Même mésaventure pour Noël Mamère alors qu'il circulait à vélo, le 14 avril, dans Paris avec des élus Verts de la mairie. L'organisation sioniste du Bétar serait responsable de ces agressions.

■ **Multiplication des manifestations en Europe.** 10 000 personnes ont manifesté le 23 mars à Paris, 7000 à Lyon le 30 mars, 25 000 à Paris le 6 avril, 5000 à Berlin le 7 avril... Ces manifestations demandaient que cessent les violences, que l'ONU envoie une force d'interposition, que soit reconnu par les deux parties le droit de l'autre à vivre en paix. Après la multiplication des attentats contre des synagogues, des manifestations ont également eu lieu qui, de la lutte contre l'antisémitisme, sont devenues rapidement des manifs en faveur d'Israël : le 7 avril, il y avait 100 000 personnes à Paris, 8000 à Lyon, 5000 à Marseille et à Toulouse, 3000 à Strasbourg, 2000 à Bordeaux...

fois condamné pour son racisme, sa violence, ses insultes...

■ **Peur du nucléaire ?** La cartographie du vote Le Pen est bizzarement en étroite relation avec le nuage de Tchernobyl. Les campagnes menées pour dénoncer les mensonges de l'époque sur le passage du nuage ont-elles influencés le vote ? C'est pour le moins troublant. Les deux seuls départements du sud-ouest où Le Pen est arrivé en tête au premier tour sont les deux où l'association des malades de la thyroïde est très active.



■ **Sortir du nucléaire.** Deux candidats sur les seize avait pris position pour la sortie du nucléaire : clairement pour Besancenot, plus mollement pour Mamère. Le total des deux représente 9,5 % des voix exprimées, 2,7 millions de voix. Reste à les convaincre qu'ils soient là pour la prochaine manifestation sur le sujet.



■ **Sortir du nucléaire chez les jeunes.** Certaines associations se plaignent du vieillissement de leurs militants. Pour la lutte antinucléaire, le renouveau semble être là : chez les moins de 25 ans, Besancenot (13,9%) et Mamère (12,5 %) cumulent un quart des voix exprimées.

■ **Jeunes : duel Chirac-Besancenot.** Si seuls les 18-25 ans avaient voté, le deuxième tour aurait été différent : Chirac (15,7%) aurait été opposé à Olivier Besancenot (13,9 %) ! Les suivants étant Lionel Jospin (12,6 %) et Noël Mamère (12,5 %) devant Le Pen (12 %).

MARSEILLE

Foire aux livres anarchistes

Le CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, publie chaque année une bibliographie anarchiste. Il envisage d'organiser une rencontre d'auteurs pendant un week-end en mai 2003. Editeurs, auteurs, revues devraient pouvoir échanger entre eux et avec le public. Des expositions d'arts et de documents anciens sont également prévues. Le CIRA cherche des partenaires pour donner plus d'ampleur à l'événement. *CIRA, BP 40, 13382 Marseille cédex 13, tél : 04 91 56 24 17.*

Du côté des Verts

■ **Verts allemands : fin de la non-violence.** Fin mars, les Verts allemands ont adopté une motion déposée par Joshka Fischer qui affirme que «la violence ne doit pas remplacer la politique, mais nous savons aussi que le recours à la force légitimée par l'Etat de droit et le droit international ne peut pas toujours être écarté». A leur création, il y a moins de vingt ans, les Grünen demandaient l'abolition de l'armée allemande et la dissolution de l'OTAN.

■ **Défense nationale : glissements progressifs.** Les Verts français se prononcent pour le moment pour une réorganisation de l'armée en la fondant dans une force d'interposition européenne devant faciliter un désarmement. Ils se prononcent seulement pour «un moratoire sur le développement des armes nucléaires» contrairement à leurs positions antérieures qui furent «un moratoire sur les armes nucléaires» et encore plus en arrière, à leur fondation, «le désarmement nucléaire unilatéral».

■ **Sous-marin rose.** La lecture du livre «Mes vertes années» de Noël Mamère permet de renforcer ce que nous affirmions dans notre article de décembre 2001. Pour être élu maire de Bègles : *«j'avais obtenu le soutien d'un allié de poids : Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux. L'ancien premier ministre du général de Gaulle m'avait aidé en suscitant le retrait d'une des deux listes de droite au second tour. Il permit ainsi un report des voix issues de la droite. En signe de reconnaissance, je n'ai eu aucun scrupule à voter pour lui à la présidence de l'agglomération de Bordeaux (...) Fallait-il rappeler que j'avais déjà voté pour lui au premier tour de l'élection présidentielle de 74»* [p.138]. Mamère qui se prétend écologiste depuis toujours n'a donc pas voté pour René Dumont dont il se prétend aujourd'hui l'héritier. A propos de la liste Tapie sur laquelle il a été élu député européen : *«Cette plate-forme n'était pas tombée du ciel, elle avait été minutieusement peaufinée à l'Elysée»* [p.162]. Le sous-marin rose est en place. Puis arrive Génération écologie dont il affirme *«J'étais au courant de ce projet, l'idée venait de François Mitterrand lui-même»* [p.150]. Dès le départ, il sait que le projet mitterrandien est conçu pour gêner la présence d'une écologie indépendante du PS, les Verts menés par Waechter à l'époque, font 10 % aux élections. *«Le PS prenait l'eau, il fallait impérativement trouver une parade pour empêcher la droite de revenir aux affaires. En excellent joueur d'échec, Mitterrand avait besoin d'une force qui pourrait s'allier au PS le moment venu. Il avait parfaitement compris quels avantages il pourrait tirer d'un regroupement des écologistes dans un pôle non socialiste au sein de la gauche présidentielle»* [p.151]. Comme Lalonde s'avère vite incontrôlable, le fidèle soldat de Jospin aux présidentielles de 1995, va accepter sa nouvelle mission : essayer de s'imposer comme le leader des Verts. Malgré l'épisode Lipietz, il y parvient, ce qui lui a permis d'affirmer dès sa candidature qu'il ne faisait pas spécialement campagne pour les Verts, mais pour aider Jospin à être président de la République. Ceci se confirme quand on voit les 500 signatures du candidat : au delà des 200 signatures d'élus Verts, on trouve de nombreux élus du Parti socialiste.

■ **Dérive libérale (1).** Interrogé par la revue *Capital*, Noël Mamère a indiqué détenir un patrimoine immobilier de 534 000 euros (trois appartements) et avoir 150 000 euros de placements boursiers dont des actions de TotalFinaElf !

■ **Dérive libérale (2).** Dans une interview à *Libération* du 23 février 2002, où il dit des choses intéressantes, Guy Hascoët, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire fait quand même de curieux dérapages : «il faut s'allier au monde des affaires» ou encore «les courbes d'évolution du développement durable sont exponentielles». Autant dire que la croissance se porte bien avec une couche de peinture verte !

■ **Croissance durable.** Le mouvement écologique s'est développé à partir des années 60 autour de la remise en cause de la croissance infinie sur une planète finie. Alors que le thème de la décroissance a toujours été une originalité du mouvement dans son analyse des questions sociales, les Verts dans la profession de foi de Noël Mamère, totalement pollués par leurs fréquentations de la «gauche plurielle», ont osé écrire qu'ils sont pour la «croissance durable» !

■ **La barre des 5 %.** Une des raisons avancées de la tête du parti pour imposer Mamère à la place de Lipietz choisi par la base, était que ce dernier n'avait pas décollé dans les sondages. Au départ, Mamère était à 9 % dans les sondages et son directeur de campagne, Jean-Luc Benhammias annonçait même comme objectif «un score à deux chiffres»... mais ensuite, la tendance a été à la baisse et Mamère reste tout juste au-dessus des 5 % : 5,31 %. C'est toutefois le meilleur score écologiste à une élection présidentielle, et ceux d'autant plus qu'il y avait pour le première fois une deuxième candidate écologiste. C'est la première fois que les Verts doublent à ce niveau le PC, ce qui leur permet de se revendiquer comme la deuxième composante de la gauche plurielle. Cela a permis d'écarter la menace de Corine Lepage (1,88 % des voix) mais pas celle du jeune Besancenot (LCR) qui avec 4,27 % des voix a beaucoup plus parlé d'écologie que le candidat des Verts ! A noter que Mamère cartonne dans les professions «intellectuelles» où il frôle les 10 %.

De la pauvreté

Ceci est un extrait du livre «Essai critique sur le concept de développement» d'Anne-Marie Chartier qui explique comment la révolution industrielle a provoqué le passage de la pauvreté à la misère.

L'idée centrale de Marx et des saint-simoniens du 19e siècle, dont les prémisses se trouvent dans la philosophie de Hume au 18e siècle était que l'industrialisation, par la mécanisation, fournit la solution technique à la résolution du problème de la pénurie. Elle devait, pour Marx, engendrer sous certains conditions, l'abondance. D'un point de vue très général, Polanyi (1940) explique à l'inverse que la pénurie, comme phénomène social, est née avec le capitalisme. De nombreux auteurs comme Sahlins (1972), puis Girard, Dumouchel et Dupuy (1979), ont repris cette affirmation dans le domaine de l'anthropologie.

Pour ces derniers, il convient de distinguer la misère de la pauvreté. Dans les sociétés primitives, la misère n'existait pas parce que la solidarité permettait de partager entre tous la nourriture existante, même en très petite quantité. C'est dans les campagnes, avec la fin des «champs ouverts» (ou «communaux», ndlr) et le passage à la propriété privée des terres, avec la naissance des classes riches, que les exclus et les miséreux ont fait leur apparition, c'est-à-dire au moment où l'homme a perdu le lien vital à la terre. La suppression des champs ouverts a préfiguré l'instauration de la libre concurrence qui séparera les hommes du lien direct à la production. En Angleterre, la mécanisation de la production, permise par la libre concurrence, fit suite aux enclosures qui avaient déjà jeté des milliers de pauvres sur les routes. Seul désormais le salaire donna droit à l'accès à la consommation. Le chômage exclut ce droit. Ce mouvement se généralisa par la suite à toute l'Europe. L'économie politique appela «progrès» cet exode continu des populations, défini comme un mouvement naturel de la civilisation, des campagnes vers les villes.



DR

La même situation se retrouve aujourd'hui dans les pays du tiers-monde quand les chômeurs ou les paysans sans terre deviennent les habitants des bidonvilles. Comparer actuellement une production céréalière avec le nombre d'habitants, dans un pays du tiers-monde, n'a pas grand sens. Pourtant on vante les bienfaits de la révolution verte qui aurait rendu l'Inde autosuffisante dans la décennie soixante. Celle-ci n'a pourtant qu'à fournir du riz à bas prix aux salariés des villes en vue de préserver les bas salaires et une paix sociale relative. Mais dans le même temps, elle a exclu des paysans pauvres de la terre tandis que le sous-emploi se généralisait dans les villes. Une production céréalière ne peut donc se confronter qu'avec une demande solvable. Il en va de même pour une production manufacturée.



Surproduction et misère

L'industrialisation, par la production en grande série d'objets standardisés, semblait pouvoir résoudre abstraitement l'insuffisance de biens existants. Les économistes et les politiques du 19e siècle confondirent un aspect de la production technique des biens avec la question de l'accès à la production. Surproduction et misère se côtoyèrent.

Cette erreur est d'autant plus étonnante que la mécanisation de la production n'est pour rien dans la fin des disettes alimentaires au début du 19e siècle. Celles-ci disparurent avec la généralisation de la production et de la consommation de la pomme de terre et l'adoption de nouveaux assolements fertilisants, sans lien avec la révolution industrielle, mais étant pour partie le résultat de la fin des rapports féodaux.

En revanche, la pénétration progressive de l'industrialisation dans les méthodes de production agricole, vers la fin du 19e siècle, acheva le processus de séparation des hommes avec la production agricole. La «terre nourricière» devint un «objet» de production et *«non plus le lieu des hommes, le lieu des ancêtres, la nature et la vie où tous avaient*



DR

Usine américaine en 1927.

une place» (Dumouchel et Dupuy, 1979). L'accumulation du capital fit irruption dans l'agriculture, et en substituant le principe de *productivité* (quantité produite brute sans considération du travail, de la détérioration des sols, des apports) au principe de *rendement* (quantité produite par unité de travail ou/et d'apports, ndlr), elle détruisit la société paysanne et parfois l'agriculture. En effet, l'accumulation impose cette substitution. Cette question est sans doute l'une des plus graves et des plus mal traitées par les intellectuels de la société capitaliste.

Dans le système d'entreprise, la distinction entre rendement et productivité n'a pas lieu d'être. La productivité physique égale le rendement. Dans l'agriculture, le rendement à l'hectare n'a rien à voir avec la productivité physique de l'ouvrier agricole ou du paysan à l'heure. Le rendement peut être bas avec une bonne productivité, par exemple dans les immensités américaines, canadiennes, australiennes, lorsqu'un ouvrier travaille avec une machine agricole en culture extensive. A l'inverse, un rendement peut être élevé avec une productivité basse, parce que beaucoup de travail est exigé pour obtenir ce rendement. C'est parfois ce qui se passe en culture intensive. Ceci explique pourquoi le rendement agricole est supérieur en Europe qu'aux Etats-Unis dans le domaine des céréales, alors qu'à l'inverse la productivité est meilleure sur le sol américain. Cela explique également pourquoi les Etats-Unis, qui ont le même rendement dans la production de riz

à la misère



qu'au Japon, offrent un prix cinq fois moins élevé parce que la productivité du paysan japonais sur les terrasses irriguées est faible par rapport à l'entreprise agricole américaine qui travaille dans le delta du Missouri. C'est en effet la productivité et les rendements d'échelle qui font chuter le coût de production et améliorent la compétitivité.

Cela explique aussi pourquoi dans les anciennes sociétés, encore libres de la colonisation, en Asie, en Irak, en Egypte, dans certaines contrées d'Afrique, et encore plus loin dans l'histoire des pays aztèque, maya et incas d'Amérique latine, on trouve des documents qui attestent de bons rendements agricoles, de greniers pleins, avec une population rurale très dense, donc une productivité basse.

Polanyi (1944, 1957) conteste l'existence de grandes pénuries agricoles dans ces sociétés. Il ne fait pas de doute cependant que les disettes alimentaires existaient périodiquement en Europe depuis quelques siècles. On peut attribuer cela d'une part au système féodal qui faisait obstacle à tout progrès dans de nouveaux assolements collectifs, en assujettissant la paysannerie à des impôts exorbitants. D'autre part, l'Europe ne disposait, jusqu'à la fin du 17e siècle, ni de la pomme de terre, ni du maïs, ni du sarrasin, ni du riz, ni de la luzerne... Avec l'industrialisation, dans les espaces de culture intensive traditionnelle, le rendement fut soumis à la productivité par l'utilisation massive d'engrais chimiques déversés par des machines. La productivité devint le moteur de la rentabilité, et l'on imagine alors, pour accroître cette dernière, de séparer l'élevage de la culture et du maraîchage, jusqu'à faire des usines d'élevage.

Révolution industrielle contre révolution agronomique

L'ignorance et le mépris entourent généralement les révolutions agricoles strictement agronomiques. On veut bien citer celle qui toucha la Hollande et la Grande-Bretagne dès le 17e siècle, avec des méthodes d'agriculture venues du Moyen-Orient par l'intermédiaire des Arabes (notamment les assolements avec la luzerne permettant de supprimer la jachère ou les polders irakiens), mais on ignore toutes celles qui l'ont précédée en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique Latine précolombienne, qui témoignent que les révolutions agricoles agronomiques ont été historiquement indépendantes de l'industrie et n'ont jamais eu pour but l'accumulation du capital.

Dans certains pays, elles sont très anciennes, dans d'autres, elles se sont produites en même temps que la révolution industrielle. Ce type de révolution, qui met fin pour un temps aux pénuries alimentaires, exige du travail. Elle est contraire à l'un des principes de l'industrie qui impose, à l'inverse, l'économie du travail par marchandise produite. On peut comprendre ainsi pourquoi les seules révolutions agricoles offertes aux pays du tiers-monde ont été soumises au principe industriel, avec l'application du machinisme, l'emploi des engrais industriels, l'utilisation de l'eau en abondance dans des pays pourtant touchés par la sécheresse, l'usage de semences à haut rendement mais fragiles, l'organisation de grands espaces agricoles, l'essor de l'élevage industriel, etc. Or ce type de révolution exclut les paysans de la terre, il demande des mises de fond très importantes, il s'oppose à l'autosuffisance alimentaire et il ne crée pas de demande solvable. De toute évidence, ce sont les révolutions ou les rénovations agricoles de type agronomique du 19e siècle et d'avant, sans gros apport de capital, avec beaucoup de travail, qui intéressent le tiers-monde, comme elles intéressent les paysanneries européennes aussi. Mais cette solution a été accusée de «faire tourner la roue de l'histoire à l'envers» et de préconiser l'archaïsme contre la modernité.

L'industrialisation a supprimé la relation entre la production, le travail et la vie des hommes..

Si l'on fait la synthèse de tout ce qui a été écrit sur ce thème, la substitution du principe de productivité au principe fondamental de rendement a participé à l'effondrement de l'agriculture paysanne et des sociétés rurales, elle a souvent détruit la terre comme richesse naturelle, entraîné d'importantes érosions, provoqué l'exode rural et le chômage, gaspillé des engrais naturels, pollué la nature, fait disparaître de nombreuses espèces animales et fourragères, amplifié les catastrophes naturelles, produit des espèces animales fragilisées par l'industrialisation et nocives à l'alimentation humaine et appauvri la recherche purement agronomique. Enfin, elle a déstabilisé socialement les sociétés et elle a interdit pratiquement dans les pays du tiers-monde l'autosuffisance alimentaire. En définitive, elle a créé la pénurie.

L'industrialisation a innové dans une abondance inaccessible à la grande majorité. Elle a fait naître le mythe selon lequel la quantité de biens matériels possédés résout tous les problèmes humains ; elle a engendré une nouvelle violence par la recherche effrénée de l'intérêt individuel contre toute solidarité ; elle a séparé le travail de la vie. *«Dans une économie de subsistance, le travail n'est pas autre chose que la vie elle-même, et la vie n'est pas le moyen d'autre chose mais la fin vers laquelle tendent tous les moyens»* (Dumouchel et Dupuy, 1979, p.246).

Autrement dit, la vie n'est plus l'objectif prioritaire de l'industrialisation.

En conclusion, l'engouement pour l'industrialisation a reposé sur l'illusion que celle-ci était la meilleure méthode pour produire un surplus physique. Non seulement cela n'est pas vérifié, mais il s'agit probablement d'une tragique erreur. L'industrialisation, en introduisant l'accumulation dans la production, a seulement permis une plus intense extraction de la valeur, précisément en supprimant la relation entre la production, le travail et la vie des hommes. Il est possible qu'il s'agisse de l'une des plus profondes atteintes à l'être.

Anne-Marie Chartier ■

«Essai critique sur le concept de développement»
Presses universitaires de Grenoble, 1996.

Bibliographie

■ P. Dumoucel et J.-P. Dupuy, *L'enfer des choses : R. Girard et la logique de l'économie,* Le Seuil, 1979.

■ Karl Polanyi, *La grande transformation,* Gallimard, 1944, réédition 1983.

■ Karl Polanyi, «Aristote découvre l'économie», *Les systèmes économiques de l'histoire et la théorie,* Larousse université, 1957, réédition 1975.

■ K. Polanyi, communication au colloque La liberta en una societa complessa, repris dans Modernité de Karl Polanyi, *Cahier de l'AEF,* 1955.

■ M. Sahlins, *Age de pierre, âge d'abondance,* Gallimard, 1972.



Environnement

Eau

■ **Europe des fleuves et rivières**. SOS Loire-vivante diffuse un poster (98 x 59 cm) qui présente l'Europe sous une forme plus originale que nos frontières habituelles : il s'agit des bassins des rivières et des fleuves. Une autre façon de voir le monde (12 euros + 3 euros de port). *SOS Loire-vivante, 8, rue Crozatier, 43000 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 05 57 88.*

■ **Pyrénées-Atlantiques : barrage d'Eslourenties.** Il existe déjà 22 barrages de stockage de l'eau pour l'irrigation des maïs intensifs du Sud-Ouest de la France. Cela ne suffit pas semble-t-il et depuis juillet 2001, des travaux ont commencé pour barrer le Gabas, une rivière qui descend des Pyrénées, au niveau d'Eslourenties. Neuf autres barrages sont encore en projet. 58,4 millions de m3 d'eau sont déjà stockés, le seul barrage d'Eslourenties pourrait contenir 28,4 millions de m3 supplémentaires. Ces barrages sont en contradiction avec la directive cadre sur l'eau de l'Union européenne qui prévoit d'ici 2015 de retrouver un «bon état écologique des rivières». Quant à l'agriculture du maïs en monocultures intensives, elle gaspille l'eau et empoisonne les eaux souterraines. L'alternative est dans une diversification des cultures et l'arrêt de l'irrigation. Ce projet de barrage remonte à 1974 et avait été abandonné une première fois en 1976. Pour financer la lutte contre ce barrage et les neuf autres à venir, il est possible d'envoyer un don à *Gabas Nature et Patrimoine, rue du Pic-du-Midi, 64420 Esloutenties, tél : 05 59 04 13 11.*

Forêts anciennes

Le 9 avril, une vingtaine de militants de Greenpeace se sont retrouvés devant Matignon pour dénoncer le manque de mesures prises par la France pour protéger les dernières forêts anciennes de la planète. Une énorme bille de bois tropical était alors sciée par deux militants l'un portant le masque de Jospin, l'autre de Chirac. Les militants ont été dégagés rapidement par la police.



Greenpeace

Greenpeace devant Matignon.

Transports

■ **Voitures propres ?** L'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, a publié fin mars un classement des véhicules commercialisés selon leurs émissions de gaz à effet de serre. L'agence gouvernementale souligne que, depuis quelques années, les progrès des diesel ont été spectaculaires et que ce sont maintenant eux qui consomment le moins de carburant et qui émettent le moins de gaz. La voiture la moins sale est la *Wolkswagen Lupo 3L TDI* qui ne consomme que 3 litres de fuel au 100 km et qui émet 81 g de CO2 au kilomètre. Elle est suivie par la *Smart CDI* (2 places seulement, 3,4 l et 90 g/km), puis par la *Peugeot 206 1.4HDI* et la *Renault Clio 1.5 dCi*. Aucune voiture à essence, à part la Smart, ne descend en dessous des 5 litres et en dessous des 120 g/km. L'ADEME souligne que les voitures les plus gourmandes, les voitures de sport, consomment jusqu'à 40 litres aux cent. Le recours au 4x4 multiplie la consommation au moins par deux. L'entretien correct d'un véhicule peut économiser jusqu'à 25 % des émissions de gaz, une conduite nerveuse peut augmenter la consommation de 50 %, la climatisation augmente la consommation de 16 % pour l'essence, de 20 % pour le diesel. Les voitures électriques restent marginales : ils ne s'en vend que quelques milliers dans toute l'Europe chaque année. La première voiture mixte avec pile à combustible pourrait arriver dès 2003. La pile à combustible se rechargerait principalement lors des freinages. Actuellement, les meilleurs véhicules mixtes de ce genre, testés au Japon et aux USA, consomment moins de 2,5 litres aux cent kilomètres. Rappelons qu'en dessous de 300 m, le piéton est le plus rapide, en-dessous de 3 km, c'est le vélo, et ensuite les transports en commun.

■ **Nîmes : réduire la voiture.** Actuellement le taux d'occupation des voitures est en moyenne de 1,3 personne mais seulement de 1,1 pour les trajets domicile-travail. Pour les trajets de moins de 2 km, la voiture est utilisée par 35 % des salariés, entre 2 et 5 km, cela monte à 72 %. Nîmes compte 9040 emplois salariés. La municipalité vient d'opter pour un plan de mobilité dont l'objectif est de faire passer l'usage de la voiture sur le trajet domicile-travail de 77 à 47 %. Pour cela, elle espère maintenir les trajets à pieds (13 %), développer le vélo et les motos (de 6 à 15 %), développer les transports publics (de 3 à 17 %), développer le train (de 1 à 7 %) et favoriser l'apparition du co-voiturage (1%). *(Environnement-magazine, avril 2002)*

INDE

Vivisection interdite

Maneka Gandhi, ministre du gouvernement indien, militante pour les droits des animaux, a obtenu, fin 2001, l'interdiction de la dissection des animaux en milieu scolaire. *(Alliance végétarienne, hiver 2001)*



DR

Expérimentation animale Résultats non scientifiques

Une équipe de chercheurs américains vient de publier dans le *New scientist* une étude qui démontre l'ineptie des résultats de la plupart des études réalisées sur les animaux de laboratoire. En effet, l'étude montre qu'en modifiant légèrement les conditions environnementales des animaux étudiés pour la même expérience, les résultats peuvent être totalement différents. Pour comparer deux échantillons d'animaux, il faudrait qu'ils soient rigoureusement identiques : des clones, ayant vécu exactement la même chose dans leur vie, dans les mêmes conditions, soignés de la même façon par les mêmes laborantins, au même moment, dans les mêmes conditions de lumière, de chaleur, etc. Conditions absolument impossibles à réaliser. La conclusion de l'étude est simple : comparer les résultats d'expériences est absolument impossible. Reste maintenant à ce que les expérimentateurs sur animaux acceptent ces conclusions, ce qui est une affaire... *(Courrier international, 28 mars 2002)*

LANDES

Bilan des phares allumés

En juin 1999, une opération pilote est lancée dans les Landes : l'obligation pour les voitures de rouler phares allumés. En 2000, il y a bien une baisse de 2,4 % des accidents, mais c'est aussi la tendance nationale et d'autres départements font beaucoup mieux. En 2001, le nombre d'accidents est revenu au niveau de 1999. Le bilan est d'autant plus nul que de 50 % au départ, seuls 10 % des automobilistes continuent à rouler phares allumés. Malgré la preuve de son inefficacité, cette démarche s'est conclue le 11 juillet 2001 par l'annonce des constructeurs de lier l'allumage automatique des phares à la mise en route du moteur. Conséquence : cela augmente la consommation d'essence et ne rend pas plus fiable celui qui roule trop vite ou alcoolisé. L'UFC Que Choisir de Mont-de-Marsan estimant que les phares allumés ont plus d'inconvénients que d'avantages a lancé une pétition contre cette mesure.



DR

Chasse

■ **La moitié des accidents le dimanche**. Un collectif de cent associations avait demandé au moment où se discutait la nouvelle loi sur la chasse, l'interdiction de celle-ci le dimanche. 150 000 personnes avaient alors signé une pétition. Un sondage indiquait que 58 % des Français étaient d'accord. Rien n'y a fait. Depuis, un comptage précis des accidents de chasse a été fait pendant la saison qui s'achève en ce printemps : plus de la moitié des accidents mortels ont lieu le dimanche. *ASPAS, BP 505, 26401 Crest cedex, tél : 04 75 25 10 00.*

■ **Col de l'Escrinet : indemnités.** La FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, et le CORA, Centre ornithologique Rhône-Alpes, sont propriétaires d'un tiers des terrains situés au col de l'Escrinet, dans l'Ardèche. Or chaque année, les chasseurs envahissent ces terrains pour la chasse illégale de la palombe sans que les services de l'Etat ne fassent respecter le domaine privé protégé. Les deux associations ont porté plainte contre l'Etat pour «carence grave». Dans son jugement, rendu le 10 octobre 2001, le tribunal leur a donné raison, condamnant l'Etat à leur verser 6000 euros. C'est la première fois que l'Etat est condamné pour une telle carence. *(Epines drômoises, janvier 2002)*

■ **Refuge naturel contre chasseurs.** Il est maintenant possible de soustraire ses terrains aux activités des chasseurs en créant un refuge naturel. Pour cela l'ASPAS, Association pour la protection des animaux sauvages, vous propose une convention qui vous permet de le faire de manière simple. *ASPAS, BP 505, 26401 Crest cedex, tél : 04 75 25 10 00.*

UFC, BP 186, Maison René-Lucbernet, 40004 Mont-de-Marsan cedex, tél : 05 58 05 92 88.

BRETAGNE

Opération Nénuphar

L'eau servie au robinet par les compagnies d'eau n'étant pas potable (excédent de nitrates), un collectif d'associations a lancé un mouvement de retenus de 20 euros par facture d'eau correspondant sensiblement à la taxe moyenne pour «lutte contre la pollution». L'argent équivalent est placé sur un compte bloqué. Plus d'une centaine de personnes ont retenu cette somme en 2001. Pour le moment, aucune coupure d'eau n'a eu lieu mais il faut s'attendre à devoir écrire à sa compagnie pour se justifier. Une procédure précise à suivre évite les problèmes. Il faut pour cela prendre contact avec *Opération Nénuphar, 22710 Penvenan, tél : 02 96 92 79 50.*

NORD

Métaleurop s'engage

une usine pour traiter les minéraux de zinc voit le jour en 1894 à Auby. En 1920, cette usine prend le nom de Pennaroya et devient la première productrice de plomb et de zinc en France. En 1982, un agriculteur s'étonne du peu de rendement de ses cultures, fait faire des analyses et trouve une importante pollution au plomb et au cadmium. La pollution est alors révélée : les sols sont contaminés dans un large rayon et 60 000 personnes sont concernées. En 1987, l'usine est condamnée à payer l'arrêt des activités de l'agriculteur, jugement confirmé en appel en 1991. A cette date, l'usine change de nom pour devenir Metaleurop. Des études menées dans les années 80 confirment la pollution des sols à grande échelle et en 1986, l'installation d'agriculteurs dans la région est interdite. Les associations dont l'EDA, Environnement et développement alternatif, demandent la fin de la pollution et surtout la dépollution des sols. Métaleurop ne trouve rien de mieux que d'attaquer la présidente de l'association en diffamation. Le 21 juin 2000, Métaleurop perd son procès. La direction de l'usine change alors de stratégie de communication et accepte finalement de négocier avec les associations et la préfecture. Le 22 janvier dernier, elle a signé une convention pour la dépollution où elle s'engage à financer des travaux à hauteur de 610 000 euros. *EDA, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.*

ALSACE

Sorties nature

Découverte de la réserve naturelle du delta de la Sauer (1er juin), reptiles dans une colline calcaire (2 juin), castor et courlis à vélo (2 juin), la haie (2 juin), réhabilitons les insectes (8 juin), l'hêtre vivant (9 juin), à bicyclette dans le parc rhénan Pamina (22 juin), le Ballon d'Alsace (23 juin), initiation au dessin botanique (23 juin), les chauves-souris (28 juin), le chamois (29 juin), les libellules (30 juin). Programme complet : *Alsace-Nature, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

Déchets

■ **USA : matériel électronique.** L'Etat du Massachussetts est le premier Etat des USA à interdire la mise en décharges ou en incinérateurs de matériel électronique. Le composant principal d'une télévision ou d'un écran d'ordinateur est la cathode qui est recouverte de 3 kg de plomb pour diminuer les ondes électro-magnétiques, les circuits imprimés sont riches en métaux lourds toxiques comme le cadmium et le mercure. Des unités de collecte ont été mises en place pour assurer un recyclage de ces matériaux. Cette collecte sélective représente 7500 tonnes annuelles actuellement et il est prévu 300 000 tonnes d'ici 2005. *(Correspondance Francis Desmoulin)*

■ **Décharges.** En 1992, le ministère de l'environnement prévoit la fermeture progressive des décharges avant 2002. Nous y sommes et un bilan de l'ADEME, agence de la maîtrise de l'énergie et de l'environnement, estime qu'il en reste 12000 dont environ 3000 sont contrôlées par des municipalités, la plus grande étant celle d'Entressen, qui s'alourdit de 1200 tonnes par jour en provenance de Marseille.

Si nombre de décharges ont été fermées pendant ces dix ans, c'est le plus souvent au profit des incinérateurs, une fausse solution puisque d'une part, l'incinérateur ne fait que séparer les ordures en trois phases, gazeuse, liquide et solide (les mâchefers), mais, de plus, produit par combustion des molécules toxiques comme les dioxines.

La loi de 1992 prévoyait que pour chaque département soit mis en place un plan d'élimination des déchets qui donne la priorité à la réutilisation et au recyclage. Il existe bien maintenant des déchetteries et une filière industrielle du recyclage, mais ces collectes sélectives n'ont au mieux fait que compenser l'augmentation rapide de la quantité des déchets.

En dix ans, aucun plan gouvernemental pour la réduction des déchets à la source n'a été mis en place. C'est pourtant la seule solution réelle à cette question.

■ **Incinérateurs hors-la-loi.** Selon l'inventaire 2001 dressé en novembre dernier par le ministère de l'environnement, sur 95 incinérateurs de capacité inférieure à 6 tonnes par heure, seuls 35 sont conformes aux normes, 4 font l'objet d'une mise en conformité, 54 sont en infraction. Entre 1998 et 2001, 95 autres petits incinérateurs ont été fermés par décision administrative. Le ministère annonce la fermeture d'une dizaine d'autres en 2002. Pour les gros incinérateurs, la plupart sont aux normes à l'exception de ceux de Maubeuge et du Havre.

■ **Et les vieux incinérateurs ?** Les incinérateurs d'ordures ménagères mis actuellement soit aux normes soit à l'arrêt sont de construction récente, mais déjà obsolète par rapport aux nouvelles normes qui ont sous-estimé, entre autres, la pollution par la dioxine. *Ecologie Sociale* a lancé un appel pour savoir ce qu'il en était des alentours des incinérateurs plus anciens, arrêtés lors de l'arrivée de ces nouveaux incinérateurs. L'association demande une mesure des sols autour de ces sites pour connaître le niveau d'intoxication par les dioxines. *(Politis, 25 avril 2002)*

■ **Bouffez de la dioxine, c'est pas dangereux !** Le CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets lance une campagne de cartes postales adressées à l'AFSSA, Agence française de sécurité sanitaire des aliments, pour dénoncer les trucages des chiffres des rapports de cette agence qui se débrouille toujours pour arriver en-dessous des limites tolérées. La carte postale demande d'appliquer les modes de calcul de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, ce qui aurait pour conséquence que dans les entourages des incinérateurs, la contamination dépasserait alors largement les seuils autorisés. Cartes à demander (10 exemplaires contre deux timbres à 0,53 euro) au *CNIID, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*



■ **Nord : nouvel incinérateur dangereux !** En 1998, des mesures faites dans le lait de 16 exploitations dépassaient les 5 picogrammes de dioxines autorisées. Trois anciens incinérateurs étaient alors fermés alors que se mettait en route un nouvel incinérateur dernier cri, avec des températures plus hautes qui normalement évitent la formation de dioxines. Pas de chance : début 2002, des taux de 5,9 et 10 picogrammes ont été trouvés dans deux fermes proches du nouvel incinérateur. Il semble bien que cette nouvelle génération soit aussi néfaste que la précédente. *Dominique Willemyns-Lefèvre, association CLAIRE, tél : 03 20 94 37 85.*

■ **Bretagne : Air et nuages.** un nouveau collectif d'associations vient de voir le jour pour s'opposer à l'apparition de nouveaux incinérateurs en Bretagne. Non seulement les incinérateurs sont présentés comme la solution pour les déchets ménagers, mais en plus, en Bretagne, ils sont utilisés d'une part pour brûler les farines animales (5 incinérateurs prévus en centre-Bretagne, 200 000 tonnes par an) et pour détruire les fientes de poules (6 incinérateurs prévus, 60 000 tonnes par an). Rappelons que l'incinération sépare simplement les déchets : officiellement on avance la baisse du volume solide (à un tiers) en oubliant que l'on relâche les deux autres tiers dans la nature sous forme de gaz ou de liquides. Le collectif dénonce ces rejets qui empoisonneront l'environnement et les populations autour des incinérateurs et demande que l'on cherche des moyens pour éviter de produire les déchets, ce qui suppose pour la Bretagne déjà d'arrêter la concentration des élevages hors-sol. *Air et Nuages de Bretagne, Kersaoz, 22110 Mellionnec.*

Inégalités mondiales

Les USA, l'Europe et le Japon représentent 776 millions de personnes soit 12 % de la population mondiale. Pourtant, ils cumulent 38 % du PIB mondial pour les USA, 35,3 % pour l'Europe, 18,1 % pour le Japon, soit au total 92 % des échanges commerciaux mondiaux ! *(Alternatives économiques, janvier 2002)*

Le tour du monde d'un jean

Un journaliste britannique a enquêté pour connaître l'origine du pantalon qu'il venait d'acheter. Celui-ci avait été cousu en Tunisie à partir de tissu provenant d'Italie, les fils étant produit en Irlande du Nord. Il était assoupli par de la pierre ponce turque, coloré en Espagne avec de l'indigo allemand. Le coton du tissu provenait du Bénin pour l'essentiel à l'exception des poches dont le coton provient du Pakistan. Les fils synthétiques proviennent du Japon où ils sont fabriqués à partir d'un pétrole qui provient de plusieurs pays indéterminés. La bande polyester qui tient la fermeture éclair est fabriquée par une société japonaise implantée en France. La fermeture éclair et les boutons sont en deux matériaux : du cuivre venant de Namibie et du zinc venant d'Australie. Le journaliste a estimé que son pantalon avait nécessité au bas mot environ 65 000 kilomètres de transport. Après tous ces détours, il sort de Tunisie au prix d'environ 50 FF et est revendu entre 300 et 500 FF. *(Courrier international, 2 août 2001)*

HAÏTI

Cointreau se retire

DR

Plusieurs campagnes de lettres, en France avec *Réseau-Solidarité*, ont été lancées pour inciter la firme *Cointreau* à prendre ses responsabilités dans les conflits sociaux qui agitent les plantations d'oranges amères à Haïti. Début février, pour couper court à la campagne, la marque de liqueur a annoncé qu'elle cessait ses approvisionnements en Haïti, laissant exploiteurs et exploités à leurs propres affaires. Sur place, cela a provoqué a un arrêt de la cueillette même s'il existe quelques autres clients. *Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.*

SIERRA LEONE

Pays ruiné

Le coût annuel de l'aide humanitaire apportée à ce pays se monte à 672 millions de dollars... soit 20 fois le budget de l'Etat ! La guerre civile est alimentée depuis dix ans par les grosses multinationales qui cherchent à contrôler les ressources du sous-sol (diamants entre autres).

MAROC

Odeur de pétrole

En décembre 2001, le gouvernement marocain a signé un contrat avec TotalFinaElf et le pétrolier américain Kee McGee pour une exploration pétrolière au large du Sahara occidental, lequel, ex-colonie espagnole, revendique son indépendance. Les Sahraouis ont contesté cet accord devant l'ONU, mais les Nations-Unies n'ont que faiblement réagi. *(Billet d'Afrique, mars 2002)*

MAURITANIE

Liberté pour les chamelles

Cette association agit depuis 1983 en Mauritanie pour favoriser la survie des familles nomades autour de petits troupeaux et contre les marchands qui concentrent d'importants troupeaux de chamelles gardés par des esclaves. L'association mène également des soins de santé (dents, yeux, hygiène, prévention) et fait la promotion du jardinage à base de compost, arrosage contrôlés, etc. Plutôt que des dons, l'association cherche des personnes pouvant payer leur voyage pour venir agir au sein des communautés locales. *Liberté pour les chamelles, L'Esclop, 69170 Saint-Clément, tél : 04 74 05 11 12.*

CAMEROUN

Plaintes pour les forêts anciennes

Aidés par les Amis de la Terre internationaux qui a mis en évidence les pillages illégaux de forêts tropicales, sept agriculteurs camerounais ont porté plainte, le 22 mars, au Cameroun et en France, contre la firme Rougier et sa succursale camerounaise SFID. Cette plainte vise l'ouverture de pistes d'accès à la forêt au sud du Cameroun, dans une région où la SFID ne possède pas de permis d'exploitation. Ces pistes ont été faites en passant sur les terrains de ces agriculteurs sans leur consentement. La France va-t-elle prendre des mesures contre les pilleurs de bois ? *Amis de la Terre, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 18 94* ou *Sherpa, 156, rue de Rivoli, 75001 Paris, tél : 01 42 60 32 60.*



DR

Pourghère, une plante pleine de ressources

Depuis très longtemps, le pourghère (*jatropha Curcas*), un arbre, est planté dans les pays sud-sahéliens pour ses nombreuses qualités. Il donne des graines riches en huile (30 %) qui depuis fort longtemps est un composant du savon de Marseille. Pendant la deuxième guerre mondiale, cette huile va être utilisée dans les moteurs diesel comme substitut au pétrole. Quelque peu oublié ensuite, elle fait de nouveau l'objet de nombreuses études depuis 1970 et connaît un renouveau important au Mali. Depuis 1992, entre 4000 et 5000 km de haies de pourghère sont plantés chaque année. Cela a permis en 1997 d'atteindre 40 % de substitution des produits pétroliers dans les moteurs diesel du pays. Les haies permettent de stabiliser les sols, d'éviter le surpâturage des troupeaux divaguant, ralentissent l'érosion par le vent, permettent une meilleure pénétration des eaux de ruissellement. Le résidu, après récupération de l'huile, constitue un produit compostable qui donne un bon engrais. Outre le savon local, l'huile est aussi utilisée dans les lampes à pétrole : outre la lumière, l'odeur éloigne les insectes. L'arbre dont la durée de vie est de l'ordre de cinquante ans est une plante rustique peu exigeante. Le Togo semble vouloir à son tour se lancer dans sa plantation en grand nombre. *(L'Acacia, juin 2001)*

Commerce équitable : au tour d'Intermarché



Après Carrefour (voir n°283), c'est Intermarché qui a lancé son propre logo «commerce équitable». Monoprix a par contre renouvelé son accord avec Max Havelaar.

BRETAGNE

Bars équitables

Les sociétés coopératives Kan ar Bed et Tri Martolod, deux brasseries artisanales, ont lancé un label Solidarbar. Pour en bénéficier les bars doivent pouvoir servir au public un minimum de cinq produits issus du commerce équitable choisi parmi les alcools, les boissons chaudes ou non alcoolisées. Une initiative originale mais insuffisante : si on l'appliquait aux épiceries, les grandes surfaces auraient plus de chance d'avoir le label que les agriculteurs bios du marché local ! *Kan Ar Bed, 16, rue de Paris, 29600 Morlaix, tél : 02 98 62 07 73.*

POITIERS

Développement, pédagogie et inégalités sociales

L'association Orcades organise un séminaire d'été, du 27 au 30 août, sur le thème «intégrer le développement durable dans les démarches pédagogiques, à travers la thématique des inégalités sociales». Ce séminaire s'adresse aux enseignants, aides-éducateurs, responsables associatifs impliqués dans l'éducation au développement en milieu scolaire. *Orcades, 6 bis, rue Albin-Haller, zone République II, 86000 Poitiers, tél : 05 49 41 49 11.*



EUROPE

Femmes et sciences


DR

Un important rapport sur la dimension du genre dans les politiques scientifiques de l'Union européenne a été publié avec une multitude de données sur les inégalités dans ce domaine et des recommandations pour que cela cesse.

Alors que les femmes sont majoritaires dans l'obtention d'un diplôme de fin de secondaire (baccalauréat en France), et qu'elles représentent encore près de la moitié des effectifs en premier cycle d'enseignement supérieur, elles disparaissent progressivement au fur et à mesure que l'on s'élève dans les diplômes universitaires puis dans l'enseignement supérieur pour ne plus représenter qu'une infime partie des professeurs de plus haut niveau.

Plusieurs causes sont relevées : tout d'abord un système de jury qui à partir du doctorat entretient le statu quo, les hommes de ces jurys étant plus méfiants devant une candidature féminine, d'autre part, le milieu professionnel ne tient pas compte de la vie personnelle (naissance des enfants) ce qui pénalise les femmes. Le phénomène est encore accentué par le paternalisme, les réseaux d'anciens élèves, les profils de postes profilés qui court-circuitent les procédures d'embauches traditionnelles.

Concernant les professeurs de rangs A (niveau le plus élevé à l'université), le pays le moins sexiste est... la Turquie (21,5 % de femmes), devant la Finlande (18,4), le Portugal (17), la France (13,8), l'Espagne (13,2), la Norvège (11,7)... Vers la fin, on trouve l'Allemagne (5,9), la Suisse (5,7). La Belgique se distingue par la différence entre la région française (7,0) et la région flamande (5,1), cette région étant à l'avant-dernière place devant... les Pays-Bas (5,0).

Une solution serait de systématiquement produire des statistiques faisant ressortir le genre et d'imposer des quotas croissants, le rapport propose 30 % dès maintenant, 40 % à partir de 2005 pour tous les concours.

Ce rapport peut être téléchargé sur internet : *www.cordis.lu/improving* ou être commandé sur papier auprès de *Philippe Busquin, commissaire à la Recherche, DG Recherche, direction F, Commission européenne, rue de la Loi 200, SDME3/82, B-1049 Bruxelles, fax : (32) 2 299 37 46, impoving@cec.eu.int.*

USA

Régression

Alors que la différence de salaire entre hommes et femmes continue à diminuer dans les professions publiques, dans le secteur privé, moins réglementé, la différence s'agrandit depuis le milieu des années 90. Ainsi, dans la communication, une femme cadre gagnait 86 cents pour un dollar pour son confrère masculin, en 1995, elle n'en gagne plus aujourd'hui que 73. Dans l'industrie des loisirs, on est passé de 83 à 62. Les femmes n'occupent que 3 % des postes de direction dans la communication, et moins de 1 % dans les médias et les loisirs. Alors que 40 % des cadres masculins n'ont pas d'enfants, elles sont 60 % des cadres féminins. Avoir un poste de dirigeant exige donc un sacrifice plus important pour les femmes que pour les hommes. Une étude sur la télévision, montre que seuls 11 % des épisodes des 40 principaux feuilletons sont réalisés par des femmes. *(Courrier international, 28 mars 2002)*

Travail invisible des femmes

Une étude publiée par la FAO, service des Nations-Unis pour la nourriture et l'agriculture, montre l'importance du travail invisible des femmes (éducation, santé, entretien de la maison, jardin, services, aide au travail du mari...). Si l'on se contente de comptabiliser le travail qui se fait avec de l'argent, les femmes ne représentent en République dominicaine que 21 % de l'activité économique. Si l'on y inclut le travail non salarié, les femmes représentent alors 84 % de l'activité. En Inde, cela donne respectivement 27 % et 60 %, au Bangladesh 10 % et 63 %. Si dans les pays occidentaux, le travail monétarisé est majoritaire, ce n'est pas le cas dans le sud où l'essentiel relève de l'économie dite «informelle». Selon le mouvement féministe WIDE, en 1997, au niveau mondial, le travail invisible représentait un tiers de l'économie totale, ce travail invisible étant très majoritairement fait par les femmes. Que ce soit dans les pays du Nord ou du Sud, lorsque l'on intègre économie monétarisée et économie informelle, les femmes sont toujours majoritaires au niveau de l'activité totale.

Harcèlement universitaire

Plusieurs cas de harcèlement moral et sexuel ont été révélés ces derniers temps dans les universités parisiennes et lyonnaises. Françoise Bloch, sociologue sur les rapports sociaux de sexe à Paris VII-Jussieu explique le phénomène : lors des premières années d'université, les étudiants sont protégés par leur nombre et leur relatif anonymat, mais lorsqu'ils ou elles atteignent le niveau DEA ou thèse, ils se retrouvent en tête à tête avec un directeur d'études et c'est là que le harcèlement est le plus fréquent, dans un contexte de forte compétition. Les femmes y sont majoritairement exposées, mais elles ne sont pas les seules. Réagir est très difficile, car c'est souvent perdre tout espoir de finir ses études correctement. La solution ne peut être que collective et c'est pourquoi un collectif national vient de se mettre en place pour en parler : Clasches qui bénéficie du relais local du Mouvement français du planning familial, et des infirmières universitaires.

Harcèlement et faute grave

Le 5 mars 2002, la Cour de Cassation a estimé que si une personne est condamnée pour harcèlement sexuel dans une entreprise, cela constitue une faute grave qui entraîne automatiquement son licenciement. Reste le problème du harcèlement par un chef d'entreprise, lequel n'est pas salarié.

LYON

La Meute

La Meute est une association créée nationalement par Florence Montreynaud, écrivaine, ex-fondatrice des Chiennes de garde, pour mener des actions contre la publicité sexiste. Un publicité peut être considérée comme sexiste lorsqu'elle utilise la sexualité, la nudité ou la violence hors de propos, lorsqu'elle pervertit les rapports fondamentaux de l'individu avec son corps et avec celui d'autrui, lorsqu'elle nous accoutume à la pornographie, lorsqu'elle banalise et renforce la violence machiste de la société... Un groupe relais vient de se constituer à Lyon : *La Meute, Patricia Pacitti, 36, chemin de la Vernique, 69160 Tassin-la-Demi-Lune, lameute.lyon@free.fr.*

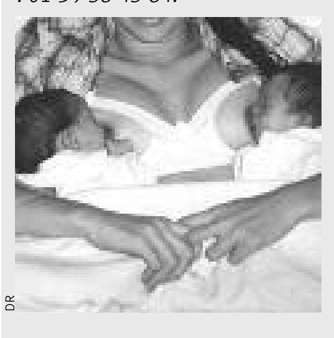
Hôpitaux amis des bébés

En 1992, l'OMS fait passer une directive qui interdit la promotion du lait en poudre dans les maternités. Ceci est l'aboutissement d'un long travail des associations contre la présence des multinationales qui essaient de vendre même aux plus jeunes des consommateurs. Le texte de l'OMS rappelle que le lait maternel est toujours préférable à celui d'origine industrielle.

En parallèle, avec l'UNESCO, l'ONU lance une opération «hôpitaux amis des bébés» qui décerne un label aux maternités dont plus de 75 % des femmes décident d'allaiter.

Dix ans après, le bilan est le suivant : plus de 1500 hôpitaux dans le monde bénéficient de ce label. Mais c'est principalement dans les pays du Sud que l'opération est un succès : on dépasse 90 % d'hôpitaux labellisés en Namibie, Côte-d'Ivoire, Erythrée, Iran, Oman, Tunisie, Syrie, Comores... pays où l'argument financier joue contre les multinationales. Dans les pays dits «développés», un seul pays a aussi un taux supérieur à 90 % : la Suède qui a mené une véritable politique en faveur de l'allaitement maternel. Dans les autres pays européens, les résultats sont très faibles. La France est totalement sous la coupe des grandes firmes puisqu'un seul établissement a bénéficié du label : la maternité de la Ferté, à Lons-le-Saunier, dans le Jura... et encore parce que l'Unesco a accordé une dérogation en 2000 : le taux étant seulement de 65 %.

La résistance à la marchandisation du monde pourrait aussi s'étendre à nos maternités. Pour en savoir plus : *Leche League international, BP 18, 78120 L'Etang-la-Ville, tél : 01 39 58 45 84.*


DR


DR
The Farm d'Alexis Rockman, 2000.

Vivre dans une ferme

Il paraît évident que vivre à la campagne met à l'abri d'un certain nombre de problèmes de santé liés à la pollution de l'air pollué des villes. Une étude vient de montrer qu'il y a toutefois de fortes disparités entre ceux qui vivent à la campagne et ceux qui vivent dans une ferme, avec des animaux. Une étude portant sur 2618 enfants de 6 à 13 ans, a montré que ceux qui vivent dans une ferme, au contact d'une étable et d'un poulailler, particulièrement dans leur plus jeune âge, bénéficient d'un meilleur système immunitaire. Ils ne présentent qu'1 % d'asthme contre 11 % pour les autres, 3 % de rhume des foins contre 13 %, etc. L'étude ne fait que des hypothèses, mais la proximité d'animaux semble permettre un enrichissement bactérien et d'endotoxines régulant mieux le système immunitaire. *(Le quotidien du médecin, 8 octobre 2001)*

New-York face à l'amiante

L'effondrement des tours du World Trade Center et des immeubles voisins a libéré dans l'air 5000 tonnes d'amiante sous forme d'une poussière pulvérulente. Si dans les premiers jours, les ouvriers ont travaillé comme ils ont pu, ils sont maintenant obligés de travailler avec des masques de protection. Les syndicats ont obtenu la mise en place d'un suivi médical. Des affiches ont été placardées tout autour du périmètre de sécurité. L'air mesuré à la limite de ce périmètre indique toujours la présence moyenne de 70 particules au millimètre carré, les curieux en prennent donc plein les poumons. *(Viva, février 2002)*


DR
Un chantier dangereux.

Tabac dans les lycées

La loi Evin interdit de fumer dans les établissements scolaires depuis 1992. Dix ans après, une enquête montre que cela n'est pas respecté dans 65 % des lycées publics et 37 % des lycées privés. La principale cause de la non-application de la loi vient du refus de l'appliquer des enseignants qui sont les premiers fumeurs. *(Soleil Vert, mars 2002)*

Vache folle

■ **Abattage sélectif.** Sur 500 cas de vaches folles détectés depuis le début de l'épidémie, 274 ont été diagnostiqués en 2001 (plus de 50 %) dont 75 à la suite de contrôles aléatoires sur deux millions d'animaux de plus de 24 mois... soit un taux d'infection de 0,04 %. Ce faible taux a conduit le gouvernement à accepter la revendication des syndicats agricoles : dorénavant, il n'y aura plus d'abattage systématique des troupeaux où une vache est atteinte. *(Soleil Vert, mars 2002)*

■ **Les muscles aussi ?** Un scientifique américain a mesuré, par expérimentation sur des souris, le passage du prion suspecté d'être à l'origine de la maladie de la «vache folle» de la colonne vertébrale aux muscles. Si cela se confirme, cela entraînerait logiquement que toute viande est potentiellement dangereuse.

■ **Brebis folle ?** En principe la tremblante du mouton est une maladie différente de celle de la «vache folle». Mais ayant les mêmes symptômes, elle pourrait masquer une contamination par le prion chez le mouton, d'où les mesures d'abattage engagés contre les troupeaux ayant la tremblante. De même que pour le «bœuf» qui devient «vache folle», parions que le mouton va devenir «brebis folle», sexisme oblige.

■ **Recueil de données.** une compilation de données sur les OGM est disponible contre seulement une enveloppe timbrée à 1,22 euro à envoyer à *GEYSER, 34270 Claret, tél : 04 67 02 82 09.*

■ **USA : McDo contre les OGM.** Devant la montée de l'opposition dans le pays, plusieurs chaînes de fast-food, dont McDo se sont engagées aux Etats-Unis à garantir une nourriture sans OGM. On revalorise la malbouffe comme on peut. *(Correspondance Francis Desmoulin)*

■ **Argentine : nourrir le monde ?** Après les Etats-Unis qui cultivent les deux tiers des OGM dans le monde, le deuxième pays à les accepter est l'Argentine (23 % de la production mondiale en 2000). Quand on voit ce qui se passe dans ce pays actuellement avec les pillages de nourriture, on peut douter que les OGM aident à nourrir le monde !

■ **Café transgénique.** Les cerises de café ne mûrissant pas toutes en même temps, il faut traditionnellement passer plusieurs fois sur la même parcelle pour les récolter à la bonne maturité. La société *International Coffee Technologies Inc* travaille sur la mise au point de plants de café transgéniques qui empêchent la maturation du fruit jusqu'à l'arrivée d'un signal chimique (comme par exemple la pulvérisation d'éthylène par hélicoptère). De cette façon, toute la récolte peut être effectuée en même temps, donc avec une machine, ce qui diminuerait d'autant le prix de la récolte. Les ouvriers agricoles seront au chômage et des millions de petits producteurs, qui n'auront évidemment pas d'hélicoptère, devront vendre leurs parcelles aux plus gros propriétaires pour une bouchée de pain. Quant au consommateur, on ne lui demande pas son avis.

■ **Indépendance de la recherche.** En 1998, le professeur britannique Arpad Pusztai met en évidence que les pommes de terre transgéniques provoquent des modifications métaboliques chez les rats. Son annonce est vivement contestée par des responsables de son employeur, le Rewett institute, et il est poussé à prendre sa retraite. Pourtant, en 1999, vingt scientifiques de quatorze pays, publient ensemble un article où ils disent qu'ils ont refait les expériences de Pusztai et qu'ils arrivent aux mêmes conclusions. On a appris depuis que l'Institute Rewett a reçu la même année une subvention de 140 000 livres (200 000 euros) de la part de Monsanto. *(Vandana Shiva, Le Terrorisme alimentaire)*

■ **La France résiste.** Alors que l'on comptait 855 hectares cultivés en OGM en 1999, on n'en comptait plus que 42 hectares en 2000 et 34 hectares en 2001. Le nombre de parcelles d'expérimentation gérées par des laboratoires est lui passé de 1100 en 1998 à 366 en 1999, 218 en 2000 et 141 en 2001. Il y en aura encore moins en 2002, le gouvernement informant qu'il n'avait autorisé aucun nouveau programme de recherche et que seuls des programmes commencés en 2001 se poursuivront. Les actions d'arrachage menées conjointement par les paysans et les écologistes semblent dissuader de plus en plus les agriculteurs d'accepter de telles expériences.

■ **Valence : indemnités outrancières.** Pour 720 pieds de maïs arrachés, la firme Biogemma demande 78 156 euros d'indemnités. En attendant de juger, le tribunal a déjà décidé de demander aux dix inculpés la moitié de cette somme soit 39 078 euros, ce qui place le pied de maïs entre 54 euros et 108 euros. Si les peines de prison peuvent bénéficier de l'amnistie accordée régulièrement aux courtes peines, il n'en sera pas de même pour l'aspect financier. On peut aider en envoyant un chèque à : *Confédération paysanne, 60, avenue Jean-Rabot, 26400 Crest, tél : 04 75 25 21 72.*

Vaccins

■ **Vaccin contre la rougeole et autisme.** Une étude réalisée en Irlande et publiée dans la revue *Molecular pathology* met en évidence le lien possible entre le vaccin de la rougeole et des formes d'autisme et de désordres intestinaux. Le virus de la rougeole a été détecté dans 83 % des enfants autistes contre 7 % des enfants sains. L'étude conclut que l'injection du vaccin ROR (rougeole, oreillons, rubéole) pourrait servir de «détonateur immunologique». *(Intervention du député André Aschiéri, Journal Officiel, 18 février 2002)*

■ **Vaccin ROR et allergies.** Le vaccin ROR (rougeole, oreillons, rubéole) contient des protéines d'œuf. Or certains enfants y sont allergiques, ce qui provoque ensuite des problèmes d'ec-

zémas, d'urticaire... André Aschieri, député vert, a demandé au gouvernement le 8 octobre dernier de prendre des mesures préventives avant d'utiliser le vaccin. *(Journal Officiel, 8 octobre 2001)*

■ **Liens avec la leucémie.** Une étude réalisée à l'université de Berkeley, en Californie, montre un lien entre l'apparition de leucémies chez les jeunes et le développement du vaccin contre l'hépatite B. L'AFFSA, Agence française de surveillance sanitaire, a lancé une enquête pour vérifier si l'on retrouve le même lien en France en analysant systématiquement les cas de leucémies.



DR

Pasteur dans son laboratoire.

Maisons de naissance La peur des sectes

Pour éviter une surmédicalisation des accouchements, les maisons de naissance se sont développées dans plusieurs pays, souvent sous forme associative, afin d'accueillir les femmes et leur famille dans des conditions plus conviviales, avec un encadrement par des sages-femmes. Au printemps 2001, Bernard Kouchner avait donné son feu vert pour étudier la possibilité d'ouvrir ces maisons de naissance en France à titre expérimental. Les élections sont passées et aucun projet concret n'a vu le jour alors qu'au moins dix projets ont été proposés. Il semble que les retards du ministère de la santé soient venus de l'arrivée en son sein d'une délégation de la mission interministériel de lutte contre les sectes qui prétend que ces maisons pourraient être le lieu de recrutement pour les sectes ! Le lobby médical semble bien contrôler la mission anti-sectes ! *(Le Monde, 23 avril 2002)*

BRETAGNE

Nitrates et cancers

Les nitrates sont probablement à l'origine de la hausse des cancers de l'œsophage et de l'estomac que l'on observe plus particulièrement en Bretagne, plus précisément dans le Finistère où ils sont deux fois plus nombreux que la moyenne nationale. C'est le résultat d'une étude épidémiologique sur la question. L'hypothèse des nitrates est avancée à la suite de travaux démontrant que ceux-ci provoquent le même type de cancer chez les rats.

SAVOIE

Calenduline

L'association Calenduline s'est constituée pour faire la promotion des savoirs et traditions sur les plantes médicinales. Elle organise des stages de trois jours cet été pour la découverte des plantes médicinales : du 6 au 8 juillet au gîte des Landagnes, à Ecole-en-Bauges, du 12 au 14 juillet au gîte de Bande à Saint-Pierre-de-Genebroz en Chartreuse : cueillette, marche méditative dans la nature, dégustation de spécialités aux plantes sauvages comestibles. Ces stages sont animées par Annie Dijoud-Richel et Françoise Philidet-Molliex, diplômées de l'école lyonnaise des plantes médicinales. *Calenduline, Anne Dijoud, Bande, 73360 Saint-Pierre-de-Genebroz, tél : 04 79 36 54 98.*

Sang contaminé

En 1986, on découvrait que pour des raisons financières du sang non chauffé avait été utilisé pour des transfusions sanguines alors que l'on savait que le virus du Sida est détruit par la chaleur. Environ 1300 hémophiles et 2480 transfusés ont ainsi été contaminés. Différents recours juridiques ont conduit à un premier procès en 1999 où plusieurs ministres ont été relaxés. Un autre procès où sont inculpés trente conseillers ministériels et médecins devait se tenir par la suite. Fin janvier 2002, la Cour de cassation a exclu de renvoyer le dossier devant le tribunal estimant que l'on ne pouvait pas faire ce procès sans des interrogatoires poussés des personnes mises en examen. De fait, les avocats des victimes estiment que cela repousse la date du procès au moins jusqu'en 2005 ! *(Viva, mars 2002)*

Annonces



plaisir ; je pratique surtout la marche et la course à pieds. Je crois à la richesse des choses simples. Je souhaite trouver une compagne, environ le même âge que moi, pour vivre une vie faite de respect et de complicité, de projets en cohérence avec l'esprit des valeurs universelles. Pour partager les plaisirs simples. Tout en étant un peu solitaire, les relations conviviales entre amis sont pour moi très importantes et privilégiées. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf 284.05.** Femme 47 ans, souhaite créer cercle amical de personnes désirant échanger des recettes de bien-être, partager leur savoir, leurs expériences et leurs idées en matière d'écologie, développement personnel, vie saine autour d'une bonne table ou en crapahutant sur les montagnes de Haute-Savoie, où je vis. Rompre la solitude, réunir des personnes que le mode de vie actuel et le gaspillage des ressources de la planète interpellent, établir une véritable communication entre les êtres, telles sont mes motivations. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Vivre ensemble

■ Jeune de 36 ans, sympa, cherche des personnes de 26 à 38 ans maxi intéressées par projet collectif d'»oasis en tous lieux» sans animaux, basé sur le jardinage bio, permaculture, plantes médicinales, artisanat... Toute proposition bienvenue. *Thierry Cheirezy, Monteil, 30630 Montclus (joindre enveloppe timbrée pour la réponse).*

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Si vous êtes intéressé(e)(s) et désirez participer à l'autoconstruction, un potager, un verger... nous proposons un gîte rudimentaire et une nourriture simple dans site retiré et calme. Installation définitive possible. Merci de téléphoner après 20 h au *04 92 62 88 57.*

■ **Vivre ensemble c'est bien, en harmonie, c'est mieux !** Il n'y a pas harmonie entre deux personnes qui poursuivent des objectifs incompatibles. Supposons par exemple qu'elles aient pour ambition de gagner le plus possible d'argent (ou d'en perdre le moins possible). Supposons que l'une vende quelque chose à l'autre. Lors de la négociation sur le prix, elles tirent chacune dans un sens opposé. Il n'y a pas harmonie, il y a concurrence. Dans la réalité, les personnes ne sont pas forcément d'une telle rapacité. Mais, concrètement, la relation marchande favorise l'avidité plutôt que la fraternité. Et ce, d'autant plus que l'argent est utile pour un grand nombre de choses. Nous sommes conditionnés par notre mode de vie. Envisager le développement de relations harmonieuses dans une telle économie semble peu réaliste...

Pour qu'il y ait harmonie, les personnes doivent poursuivre un objectif commun. Par exemple que tout le monde ait de quoi manger, que les générations futures puissent vivre dans de bonnes conditions, qu'il y ait moins de violences, etc. Grâce à une telle motivation, le travail se ferait correctement (sans effet secondaire), les gens pourraient coopérer plus efficacement, avec plus de confiance, de sincérité, etc. La guerre, la misère et la destruction du milieu naturel perdraient leur cause principale qui est d'ordre économique.

Donc, en même temps que l'on satisferait son désir de relations plus harmonieuses avec ses voisins, on améliorerait la situation planétaire...

Une telle motivation n'est peut-être pas aussi irréaliste qu'elle en a l'air. Elle découle naturellement du sentiment de compassion et du désir d'une vie sensée et cohérente... Elle implique le rejet de toute forme d'appropriation, de tout rapport de force, la souveraineté de l'intérêt général dans ses choix personnels (pas de sacrifice cependant : il est judicieux de prendre en compte ses limites). Pour une amélioration sensible de la situation planétaire, encore faudrait-il que cette disposition se répande ; et pour ce faire qu'elle puisse s'exprimer pleinement dans la vie de tous les jours de ceux qui le souhaitent.

Conjuguée avec un minimum d'intelligence, de maîtrise de soi et d'humilité, elle pourrait rendre viable une vie communautaire démocratique : prises de décision à l'unanimité (respect de la liberté). A plusieurs, on pense à plus de choses, on agit de façon plus éthique...

Dans l'immédiat, rien n'empêche les personnes réellement motivées de former de petites communautés dans cet état d'esprit, susceptibles de croître ou d'essaimer. Cette action présente l'avantage d'être non-violente, constructive et efficace sur le long terme. Ainsi, se mettrait en place une démocratie véritable, une société écologiquement durable et véritablement humaine.

Pour ce faire, il est nécessaire que ces personnes se rencontrent, pour décider ensemble de la meilleure façon de s'organiser. Pour l'instant, je suis seul, d'où cette bouteille à la mer... *Denis Peter, Les Pourcelles, 04190 Les Mées, dpeter@free.fr.*

■ **Aude.** Après une expérience de vie en commun, notre lieu est en mutation. Trois personnes vivent sur place, ouvertes à de nouveaux habitants en recherche d'équilibre entre vie collective et vie privée. Le lieu est calme, à 3 km d'un village avec école et commerces. Nous disposons de 35 ha de terrains non pollués dans un paysage de collines recouvertes d'arbres et de garrigue en majorité, nombreuses plantations de fleurs, d'arbres et d'arbustes d'ornement, aménagement paysagers, étang, terrasses, eau de source, plusieurs utilisations d'énergies renouvelables, maison bioclimatique, terrains constructibles. Canton dans une dynamique de développement local. Deux maisons accolées et des terrains sont à vendre pour des personnes intéressées par une vie écologique en bon voisinage. Possibilités : lieu d'accueil pour petits groupes, gîtes, activités artisanales, artistiques ou agricoles (brebis, chèvres, abeilles, plantes aromatiques, arboriculture, permaculture, potager...). Possibilités de nouvelles constructions. *Geneviève Dassier-Barban, La Plage, 11220 Montlaur, tél : 04 68 24 04 92, wolfgang.barbian@wanadoo.fr.*

■ Vous envisagez de renouer avec la nature pour une vie constructive au service de notre mère Terre. Je vous propose un séjour écologique, découverte de la vie à la ferme, ambiance éco-village. *Tél : 05 61 68 58 87.*

■ **Ecohameau en projet.** Deux familles et plus si personnes intéressées, cherchent grand terrain en partie constructible à 30 km du Mans. Contact : *02 33 32 15 00 (le soir), M. Rocher.*

■ **Pyrénées-Orientales.** Couple + bébé rêvent de créer un éco-camping entre mer et montagne. Ma compagne (41 ans) est gestionnaire dans l'éducation nationale ; j'ai (46 ans) un fort passé de forestier et me spécialise dans le tourisme rural (vert). Cette structure n'existant pas en France à ma connaissance, il est presqu'évident qu'elle sera rentable, mais tout reste à faire. A deux, c'est impossible : trop lourd. Il est donc nécessaire de se réunir en association de partenaires actifs. Notre désir n'est évidemment pas de gagner du pognon mais d'avoir la possibilité de bien vivre en pensant à nos gamins. L'émergence d'un style éco-village ou oasis est envisageable, voire souhaitable. Un mot s'impose quant au désir philosophique ou éthique : tolérance. Toutes les compétences sont les bienvenues : menuisiers, éleveurs, maraîchers, restaurateurs, artisans, architectes, professions médicales, éducateurs, sportifs diplômés d'Etat, animateurs (la première de nos ambitions étant de fournir à la clientèle un accueil résolument tourné vers la nature), maçons... le tout dans l'objectif du tout bio. *Sylvie 06 83 46 76 07, Eric 06 70 99 93 14.*

Recherche

■ Pour réaliser un lieu d'accueil et d'animation au cœur de la forêt de Brocéliande (Bretagne), je cherche d'occasion un chalet démontable de 20 à 100 m2, des panneaux solaires (eau chaude et électricité), éoliennes (eau et électricité), 4 m2 verre double vitrage, porte vitrée, pavés de verre, matériaux pour charpente, serre, véranda, citerne pour la récupération des eaux de pluie... Je vends four à bois SMEGI 1,20 m de diamètre, parisien et pétrin, 4 poutres de chêne de sept mètres de long, moulin artisanal. J'accueille en camping toute personne désirant s'isoler dans la forêt contre un peu de travail pour réaliser ce lieu d'accueil autonome et écologique. *Alexis Robert, tél : 02 97 93 42 92.*

■ Achète garrigue pelée, aride (même accès difficile) au sud du Gard ou à l'est de l'Hérault pour y réaliser un reboisement a priori impossible. 1000 euros/hectare. *Tél : Isabelle ou Renaud 04 66 91 04 27.*

■ Cherche pétrin mécanique (je sais déjà où sont mes bras !) et broyeur de végétaux mécanique ou renseignements pour les fabriquer. *Tél : Isabelle ou Renaud 04 66 91 04 27.*

■ Cherche renseignements précis sur la construction des piscines romaines (composition et proportions de chaque composants). *R. Kraal, 28, rue d'Avéjan, 30100 Alès, tél : 04 66 91 04 27.*

■ **Ouest-Lyonnais.** Familles avec enfants cherchent un lieu pour vivre ensemble avec une certaine indépendance (grande maison, petit immeuble avec plusieurs appartements...) dans l'ouest lyonnais. Etudions toutes propositions. *Tél : 04 78 51 17 79 ou 06 13 58 37 66.*

■ **Yvelines.** Nouvellement arrivée à Vélizy-Villacoublay pour des raisons professionnelles, j'aimerai rencontrer des personnes pour sorties culturelles ou nature. Je suis également à la recherche d'un SEL. *Roselyne, tél : 01 39 46 76 52* après 20 h.

■ **Réf 284.06.** A 44 ans, je me retrouve en invalidité, suite à un problème de santé qui m'a rendu hémiplégique en août 95, mais aujourd'hui, de nouveau debout sur mes jambes, avec seulement un petit manque de sensibilité du côté gauche de mon corps, mais toujours aussi amoureux de jardinage biologique, de la nature, des animaux, de la vie, malgré parfois quelques moments de découragement, j'aimerai trouver dans la région Auvergne une petite maison avec un terrain où je pourrai jardiner et y créer mon petit coin de paradis et sortir de cette situation sociale étriquée, sans avenir ni intérêt. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Emplois

■ **Montauban.** Artisans du Monde cherche un emploi-jeune qui devra assurer des animations en milieu scolaire, développer le réseau d'information et de vente, soutenir l'action des bénévoles, développer des outils de communication. Ce poste requiert le sens de la vie associative, de l'autonomie, de la rigueur et le sens de l'organisation. Formation bac+2 (relations humaines, animation, gestion-commerce), connaissances en informatique indispensables, permis auto, salaire mensuel de 1011 euros, horaires variables. CV + lettre de motivation à *Artisans du Monde, 13, rue d'Auriol, 82000 Montauban.*

Vacances

■ **Estuaire de la Gironde.** Vacances à la ferme bio au pied des falaises et aux portes du marais, pour les amoureux de la nature : camping, gîte, location caravanes, vélos, ânes bâtés... Il y en a pour tous les goûts. *Camping «La Rainette», ferme de la Gravelle, 17120 Mortagne-sur-Gironde, georges.brenner@wanadoo.fr.*

■ **Normandie.** Propose, dans le sud de la région, maison meublée libre pour onze mois de septembre 2002 à juillet 2003, cause année sabatique) pour couple avec enfants ou vie communautaire (4/5 personnes). Deux étages sur rez-de-chaussée, cinq minutes de la ville, cinq minutes de la campagne. Jardin potager et d'agrément. La configuration en retrait de la maison vous ferait croire en pleine campagne alors qu'on est en pleine ville. 50 km de Granville, 60 km de Caen. Possible contact avec SEL local (la maison sert de siège social au SEL du bocage de Vire, de Bio'Chemin et de Fermes bio). *Tél : 02 31 68 62 75.*

■ **Creuse.** A 12 km de La Souterraine, proche Crozant et Fresselines, nous louons au mois, à la quinzaine, à la semaine ou le week-end (sauf juillet et août) une maison typique, confortable, avec cheminée, grand jardin, pour 4 ou 5 personnes dans hameau rythmé par la vie agricole (odeur de vache et chant du coq garantis !). Libre de mai à octobre. *Tél : 05 55 89 24 41.*

■ **Jura sud.** De juin à septembre, loue petite maison dans région des lacs, à la semaine, au mois, à la quinzaine au choix. 250 euros la semaine, dégressif si plus. *Tél : 06 89 16 32 15.*

■ **Queyras.** Loue appartement F3 de juin à octobre à la semaine 200 euros ou au mois 600 euros. *A. de Bellefon, rue du Clos, 05460 Le Roux-d'Abriès, tél : 05 62 95 21 63.*

A vendre

■ Vends couches lavables en coton, taille L. *Isabelle Villemeur, tél : 04 75 36 41 35.*

■ **Midi-Pyrénées.** Ferme à vendre dans le Volvestre, entre le 31 et le 09. Bâtisse ancienne habitable. Site recherché. 15 ha. *Tél : 06 80 12 10 67.*

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.*

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

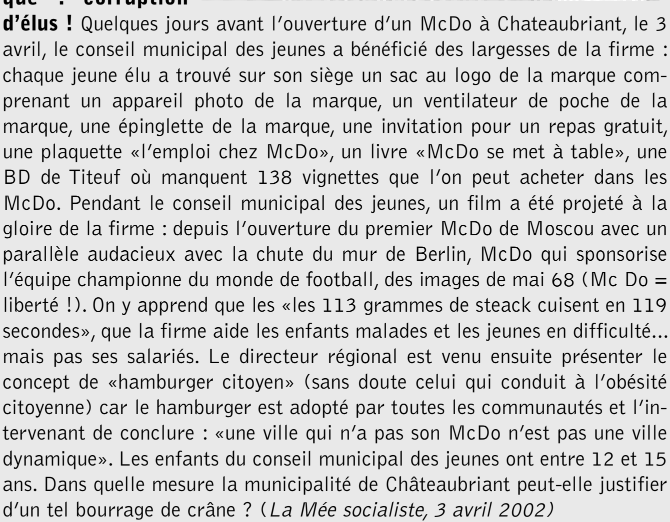
Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*

Sélection : *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*



Mac Crado



Samuel Artez

■ **Amérique : un syndicat !** C'est à Rawdon, au Québec, que pour la première fois, en avril dernier, en Amérique du Nord, les salariés d'un McDo ont pu mettre en place un syndicat dans leur entreprise !



■ **Loire-Atlantique : corruption d'élus !** Quelques jours avant l'ouverture d'un McDo à Chateaubriant, le 3 avril, le conseil municipal des jeunes a bénéficié des largesses de la firme : chaque jeune élu a trouvé sur son siège un sac au logo de la marque comprenant un appareil photo de la marque, un ventilateur de poche de la marque, une épinglette de la marque, une invitation pour un repas gratuit, une plaquette «l'emploi chez McDo», un livre «McDo se met à table», une BD de Titeuf où manquent 138 vignettes que l'on peut acheter dans les McDo. Pendant le conseil municipal des jeunes, un film a été projeté à la gloire de la firme : depuis l'ouverture du premier McDo de Moscou avec un parallèle audacieux avec la chute du mur de Berlin, McDo qui sponsorise l'équipe championne du monde de football, des images de mai 68 (Mc Do = liberté !). On y apprend que les «les 113 grammes de steack cuisent en 119 secondes», que la firme aide les enfants malades et les jeunes en difficulté... mais pas ses salariés. Le directeur régional est venu ensuite présenter le concept de «hamburger citoyen» (sans doute celui qui conduit à l'obésité citoyenne) car le hamburger est adopté par toutes les communautés et l'intervenant de conclure : «une ville qui n'a pas son McDo n'est pas une ville dynamique». Les enfants du conseil municipal des jeunes ont entre 12 et 15 ans. Dans quelle mesure la municipalité de Châteaubriant peut-elle justifier d'un tel bourrage de crâne ? (*La Mée socialiste, 3 avril 2002)*

■ **Nantes : heures supplémentaires.** Employée depuis 1987 au McDo de la place du Commerce de Nantes, la manager Sophia réclame en 1998 une pointeuse pour estimer réellement les heures de travail. Après refus de la direction, le tribunal des prud'hommes a condamné l'employeur à 10460 euros d'amendes dont 7200 pour travail dissimulé et 1800 euros pour payer des heures supplémentaires non payées sur une période de dix mois. (*La Mée socialiste, 3 avril 2002)*

■ **Nancy : le licencié gagne en cassation.** Licencié pour avoir donné deux hamburgers à des clients qu'il connaissait a valu à un employé d'un McDo de Nancy d'être licencié pour «faute grave». Franck Poli avait indiqué que les deux hamburgers n'avaient plus le droit d'être vendu selon les normes de McDo. La Cour de cassation lui a donné raison, estimant qu'il n'y a faute grave lors de vols que lorsqu'un employé le fait de manière importante et/ou répétée, pas s'ils sont de faibles valeurs ou commis par un salarié jusque là irréprochable. Le 21 mars, la Cour de cassation a donc jugé qu'il n'y avait pas là une cause sérieuse de licenciement.

Les gros raflent la mise

■ **Hypermarchés en tête.** Pour la première fois depuis le début de la révolution industrielle, la plus grosse entreprise au monde n'a pas été, en 2001, une productrice de biens, mais une entreprise de services. En effet, la chaîne d'hypermarchés Wal-Mart, avec 217,8 milliards de dollars, a détrôné le pétrolier Exxon Mobil. *(Courrier international, 21 mars 2002)*

■ **Services bancaires.** En quinze ans le coût des services bancaires a augmenté de 115 % alors que l'indice des prix n'a augmenté que de 38 %. La différence permet sans doute de payer les augmentations de salaire que s'octroient les dirigeants. *(Canard enchaîné, 24 mars 2002).*

■ **Insécurité.** En 1995, les inspecteurs du travail n'ont visité qu'environ 10 % des entreprises. Ils y ont quand même constaté plus d'un million d'infractions. Ce qui laisse supposer environ dix millions d'infractions pour l'ensemble des entreprises. Ils n'ont verbalisé que dans les cas les plus graves soit 30 000 fois. Les tribunaux étant débordés, seuls 7500 cas ont été traités. Ce qui signifie que 9 992 500 infractions n'ont pas été sanctionnées (99,925 % des cas). Et après, on ose parler de tolérance zéro ! *(Combat syndicaliste Toulouse, mai 2002)*

Prison

■ **Belgique : alternatives.** Le 13 mars 2002, le parlement belge a adopté une loi qui permet de condamner à des peines de travail socialement utile tout délinquant autre que ceux accusés de crimes de sang. Ceci devrait éviter l'internement d'un grand nombre de condamnés. Remarque du comédien et écrivain Claude Sémal (*Imagine, avril 2002)* : «Quant à nous, quels délits avons-nous commis pour devoir travailler tous les jours ?»

■ **France : 500 suicides.** Il y a plus de 50 000 personnes enfermées dans les prisons françaises. Un sinistre bilan montre que l'on compte plus de 500 suicides au cours des cinq dernières années. La peine de mort a pourtant été abolie.

Droit d'asile

■ **France : politique incohérente.** Un rapport de la Cour des comptes dénonce les incohérences de la politique française. Alors que les personnes en attente du droit d'asile n'ont pas le droit de travailler, le gouvernement est obligé de les loger. Comme les délais pour obtenir le statut de réfugié est de plus en plus long, les centres d'accueil déborde et l'Etat dépense des sommes folles pour payer des nuits à l'hôtel : 3500 nuits par jour à Paris et 550 à Lyon actuellement. *(Forum réfugiés, avril 2002)*

■ **Belgique : ambassade universelle.** Depuis un an, les locaux de l'ambassade de Somalie à Bruxelles, désertés pour cause de guerre civile, sont occupés par des sans-papiers. Rencontrant les mêmes problèmes qu'en France pour la régularisation, les occupants ont profité de l'occupation de ces lieux symboliques pour la transformer en ambassade universelle, avec création d'un logo, d'un drapeau (un fond bleu avec une nuée d'étoiles représentant tous les Etats de la planète) et surtout de «passeport diplomatique» délivré à tous les sans-papiers. Des actions ont été menées pour rappeler les textes des droits de l'homme rappelant que la citoyenneté doit être multiple et sans frontière. Les autorités ont réagi en refusant d'accorder le minimex (RMI belge) à tout étranger domicilié à l'adresse de l'ambassade, prétextant une 'intégration insuffisante». *Ambassade universelle, 66, avenue Franklin-Rossevelt, 1050 Bruxelles, tél : 0479 75 90 07, www.universal.embassy.org.*

Carte délivrée par l'ambassade universelle.



DR

Racisme Boycott des boîtes de nuit

Dans la nuit du 29 au 30 mars, SOS-Racisme a mobilisé six cents personnes pour bloquer les entrées de boîtes de nuit qui pratique une discrimination raciale à l'entrée. Des actions simultanées se sont déroulées à Paris, Orly, Lyon, Marseille, Grenoble, Angers, Nantes, Bordeaux, Rennes, Metz... Tous les établissements visés avaient fait l'objet auparavant de «testing» qui consiste à d'abord faire se présenter un couple «étranger» puis un couple «français» : si le premier est refusé et pas le second, il y a problème. SOS-Racisme, lassé du peu de suite donné à ses plaintes devant les tribunaux a estimé que les pertes subies par les boîtes par ces blocages sont supérieures aux condamnations prononcées à ce jour dans toute la France. L'association demande que les magistrats soient un peu plus vigilants sur les questions de racisme.

Désertification rurale

L'essence à bas prix favorise les déplacements en voiture. Conséquence : de plus en plus de gens font leurs courses dans les grandes surfaces. Ceci entraîne la fin du petit commerce dans les villages : début 2002, l'INSEE a publié une étude montrant que la moitié des 36 000 communes françaises n'ont plus aucun commerce. Quand le prix de l'essence va monter, ça va être une catastrophe pour le milieu rural.

Publicité

■ **Interdite dans les écoles ?** La CNT-Education a dénoncé l'utilisation de vidéos pour les cours de sécurité routière... fournies par Renault. Si la firme veut faire dans la sécurité routière, elle pourrait commencer par arrêter ses publicité vantant la puissance virile de ses grosses cylindrés et limiter la vitesse de ses véhicules à la vitesse autorisée, soit 130 km/h.

■ **Rhône : cent panneaux de moins !** Jean-Marc Aliot, adjoint à l'urbanisme et au cadre de vie de Tassin-la-Demi-Lune (ouest de Lyon) a procédé à un recensement des panneaux publicitaires sur la commune. Au 1er janvier 2002, sur 300 panneaux recensés, les deux-tiers ont été considérés comme illégaux. La commune a alors demandé le démontage des panneaux illégaux. Fin avril, plus de cent panneaux ont déjà disparu au grand soulagement des habitants. Exemple à suivre.

Vivre ensemble

■ **Lot : oasis en tous lieux.** Un premier projet modeste d'Oasis selon les principes de Pierre Rabhi s'est mis en place autour d'une parcelle de 350 m2. Les trois initiateurs ont été rejoints par trois nouvelles personnes et une nouvelle parcelle de 500 m2 a été mise en route. Des contacts ont également été pris avec deux autres personnes, à une trentaine de kilomètres. Enfin, récemment, deux personnes ayant une formation en maraîchage biologique ont pris contact. Ils disposent de 1500 m2 à deux kilomètres du premier site. Tout cela devrait permettre de mettre en place un projet solidaire collectif. *Rémy et Martine Gray, La Plante, 46260 Concots, tél : 05 65 24 79 27.*

■ **Ariège : mise en réseau.** Il existe de très nombreuses initiatives dans le département, souvent individuelles ou familiales, parfois plus collectives. Un journal s'est mis en place qui cherche à favoriser les liens entre tous. Contacter *Michel Busch, Ordas-d'en-Haut, 09240 Allières, tél : 05 61 65 80 70.*

■ **Ariège : Collectif de Baluet.** Ce groupe est composé de cinq jeunes et possède plusieurs animaux. Ils ne proposent pas d'accueil car il manque de place. *Collectif de Baluet, 09290 Le Mas-d'Azil, tél : 05 61 60 68 69.*

■ **Aveyron : Collectif de Frayssinous.** Groupe actuellement composé d'une dizaine de personnes, jeunes, investies d'une part dans le jardinage bio, d'autre part dans les fêtes et spectacles. Nombreuses visites sur le site situé à 12 km de Saint-Affrique (Larzac). Lieu de rencontres et d'échanges. *Collectif du Frayssinous, 12400 Rebourguil.*

■ **Hérault : Collectif de Salvet.** Jean-Louis Rey accueille des jeunes tout l'été, connaissance et participation aux cultures de plantes médicinales. *Jean-Louis Rey, 1d, Salvet, 34390 Saint-Etienne-d'Albagnan, tél : 04 67 97 08 47.*

espéranto

■ **87e congrès universel.** A Fortaleza, au Brésil, du 3 au 10 août sur le thème : «la diversité, une chance, pas une menace». Renseignements : *Espéranto-France, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 68 86.*

■ **Accidents d'avion.** Selon les sources officielles, environ 15 % des accidents d'avion proviennent d'une mécompréhension. Tous les pilotes sont censés parler anglais, mais dans les faits, on distingue aujourd'hui des différences de sens entre l'anglais britannique, le canadien, l'états-uniens, l'australien, l'est-asiatique, le sud-asiatique, l'africain, et celui des Caraïbes. En Chine, la langue internationale a été surnommée chinglish... Pour éviter ces accidents, les espérantistes du milieu de l'aviation proposeront cet été lors du congrès mondial prévu au Brésil une terminologie unique dans le domaine de l'aviation. *Kent Jones, Civil engineer, 5048 N. Marine, D6, Chigago, 60640 Etats-Unis.*

■ **Vienne : Kvinpetalo.** Le centre culturel espérantiste organise du 18 au 22 juin des cours intensifs. *Esperanto-Centro «Kvinpetalo», rue du Lavoir, 86410 Bouresse, tél : 05 49 42 80 74.*

■ **Maine-et-Loire : cinquantenaire de Grésillon.** Le château de Grésillon, près d'Angers, est un lieu d'accueil et de formation géré depuis 50 ans par les espérantistes. Une histoire souvent mouvementée que Marie-Thérèse Lloancy raconte dans un livre à paraître le 20 juillet prochain. Renseignements : *05 59 30 56 21* ou *06 75 96 42 84.*



■ **Maine-et-Loire : stages d'été à Grésillon**. Le château de Grésillon accueille pendant l'été différentes activités culturelles liées à l'espéranto : cours de différents niveaux (6 au 13 juillet), fête sur le thème du Moyen-Age (13 juillet), chant choral (13 au 20 juillet), fête des 50 ans (20 juillet), cours de différents niveaux (20 au 27 juillet), séminaire interculturel «nous aussi nous sommes autres» (27 juillet au 3 août), cours (3 au 10 août), stage d'astronomie (10 au 17 août)... *Paulette Naulet, Au bourg, 49490 Breil, tél : 02 41 89 10 34.*

Réseau Holon

Le réseau Holon est un réseau international de groupes à la recherche d'un futur qui vaut la peine d'être vécu. C'est un réseau qui aborde la question des alternatives avec une approche spirituelle, un peu dans le genre en France des Réseaux Espérance. Une rencontre se tiendra du 15 au 21 juillet dans le Tessin. Une revue trilingue (français allemand italien) présente plus longuement les questions qu'ils débattent. Contacts :

❑ *Willi Maurer, Nicole Sordat, CH 6994 Aranno, Ti, tél : 41 (0)91 609 10 89.*

❑ *Francine Schwartz, chez J. Schmidt, 15, le nouvel Ascensement, 88260 Hennezel, tél : 03 29 07 00 42.*



Agriculture biologique

■ **USA : la bio sauvée.** En 1998, le département américain de l'agriculture proposait d'accepter sous la dénomination «biologique» des produits contenant des OGM ou des aliments irradiés ou encore des produits cultivés dans des champs arrosés de boues d'épurations. Les organisations de consommateurs ont réagi et une pétition a réuni 270 000 signatures. Avec succès : la «bio» américaine interdit donc maintenant non seulement les engrais chimiques, mais aussi les OGM, les aliments irradiés, les boues d'épuration et les hormones de croissance. *(Correspondance Francis Desmoulin)*

■ **Sans TVA ?** Les Pays-Bas ont proposé au niveau européen, comme mesure d'encouragement de l'agriculture biologique, que les produits bios soient exemptés de TVA (contre 5,5 % actuellement). L'Allemagne serait d'accord. Les autres n'ont pas encore donné leur avis *(Quatre saisons du jardinage, janvier 2002)*

■ **Un moulin pour l'Afrique du Sud.** Le projet Umbutu en Afrique du Sud regroupe une clinique, une école et une ferme biodynamique. Pour les aider à réaliser eux-mêmes le pain nécessaire aux 400 personnes qui fréquentent ce centre, une souscription est ouverte pour l'achat d'un moulin à céréales dont le coût total est estimé à 6000 euros. Dons à adresser à : *Ferme du Casage, 26560 Eygalayes.*

■ **Traction animale moderne.** Un stage sur ce thème est organisé du 16 au 20 septembre prochain par la *Ferme de la Fontaine, 26560 Eourres, tél : 04 92 65 25 98.*

■ **Paris : Canal Bio.** Le magasin biocoop Canal Bio propose une journée de rencontre et dégustations avec une quinzaine de producteurs et fournisseurs bio le 1er juin. *Canal Bio, 46 bis, quai de la Loire, 75019 Paris, tél : 01 42 06 44 44.*

■ **Poitiers : Pois Tout Vert.** Le magasin biocoop Le Pois Tout Vert fête la fin de son agrandissement du 1er au 8 juin et organise une animation sur l'habitat écologique le 8 juin. *Le Pois Tout Vert, 20, route de Bonneuil, Matours, 86000 Poitiers, tél : 05 49 01 18 96.*

■ **Rhône-Alpes : printemps bio.** Le printemps bio qui associe toutes les tendances de la bio se tient au niveau national du 25 mai au 2 juin. En région Rhône-Alpes, voici les principaux événements. Ardèche : foire bio à Saint-Martin-de-Valamas (dimanche 9 juin), repas bio en cantine de lycée à Aubenas (mardi 28 mai), sortie du Guide bio 07. Drôme : marché bio et expo d'artistes à la ferme de Baume-Rousse à Cobonne (dimanche 2 juin), tables paysannes tous les soirs à Chabrillan (du 25 mai au 2 juin). Isère : marché bio avec animations à Meylan (mercredi 29 mai), repas bio en cantines d'écoles primaires à Brié, Angonnes, Jarrie, Herbeys, Champagnier (jeudi 30 mai), et au lycée Era de Claix (vendredi 31 mai), en écoles primaires et en maison de retraite à Saint-Martin-d'Hères (mardi 28 mai), visites goûters à la ferme pour les enfants à Montaud (27 mai au 2 juin). Loire : repas bio au lycée horticole Montravel à Villars (28 et 31 mai), marché bio pendant les journées du livre nature à Roisey (Pilat) (1er et 2 juin), fermes ouvertes aux classes scolaires à Chazelles-sur-Lyon (mardi 28 mai), sortie du guide Bio 42. Rhône : repas bio au lycée international de Lyon-Gerland (du 13 au 17 mai), au lycée professionnel de Villeurbanne (21 mai), inauguration d'un nouveau marché bio à Brignais le vendredi après-midi 31 mai, ferme ouverte en viticulture bio à Régnié (25 mai au 2 juin), sortie du guide Bio 69. Savoie : conférence à Saint-Georges-d'Hurtière (samedi 1er juin) et marché bio au même endroit (dimanche 2 juin). Programme complet : *Laurence Heydel, tél : 04 75 41 10 51.*

Réseau Polochon

Le réseau Polochon a été lancé entre lecteurs et lectrices de Silence pour favoriser l'hébergement de ceux qui se déplacent. Il sera présenté lors de l'anniversaire de Silence au Cun. Voici les quelques personnes qui l'inaugurent. Téléphoner au moins une semaine avant votre visite pour connaître le nombre de personnes possibles, les conditions particulières (durée possible, non-fumeurs, animaux...). Pour participer au réseau, il faut accepter à l'inverse de recevoir du monde chez soi :

❑ Pays-de-Galles : Françoise, tél : 00 44 1654 761 707.
❑ Bouches-du-Rhône (Peyrolles) : Marianne, tél : 04 42 67 03 94.
❑ Corrèze (Brive) : Anne-Marie, tél : 05 55 18 97 56.
❑ Finistère (Concarneau) : Monique, tél : 02 98 60 44 81.
❑ Gironde (Bordeaux) : Alexandre, tél : 06 75 15 54 03.

❑ Hérault (Montpeyroux) : Paule, tél : 04 67 96 69 28.
❑ Loire-Atlantique (Clisson) : Yves, tél : 02 40 54 44 05.
❑ Bas-Rhin (Strasbourg) : Jorge, tél : 03 88 84 23 39.
❑ Rhône (Saint-Laurent-de-Mure) : Ailise, tél : 04 72 48 42 94.
❑ Paris : Ugo, tél : 01 40 50 30 01.

YONNE

Eco-festival des Gilats

Du 7 au 9 juin, au château des Gilats, à Toucy, en pays de Puisaye, l'éco-festival propose le vendredi soir un bal folk, le samedi soir un spectacle «les frères Rippetout», le dimanche soir un concert de harpe et chansons et toute la journée des animations diverses : balades en calèches, ateliers pour enfants et adultes, chansons, spectacles, présentations de réalisations concrètes : solaire, utilisation des bambous, bioconstruction, repas bio, naissance libre, «et si les femmes comptaient», pollution et responsabilité citoyenne, pollution électromagnétique, rencontre avec Pierre Baronnet coordinateur de l'éco-festival l'année précédente en Loire-Atlantique, exposition de matériel d'énergies renouvelables, visites des installations présentes sur le lieu, présence du camion d'exposition de l'université d'écologie appliquée, présentation de métiers nouveaux et anciens (vitraux, forgerons, céramistes)... *Eco-domaine des Gilats, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62.*


DR

CHARENTE

La maison en paille

L'association *La Maison en paille* a vu le jour en juin 2000 et veut être un centre d'accueil et d'information sur l'habitat écologique. Elle propose différentes activités autour de ce thème depuis la visite locale d'installations au voyage à l'étranger. Elle propose des stages sur la construction en paille (du 22 au 26 juillet, du 5 au 9 août, du 19 au 23 août, du 2 au 6 septembre) avec chantier concret,


DR

découverte des liants, des enduits, lecture d'ouvrages sur la question, etc. Elle peut organiser à la demande des visites dans des maisons construites de cette manière. *La Maison en paille, André et Coralie de Bouter, Le Trézidoux, 16290 Champmillon, tél : 05 45 66 27 68.*

CREUSE

Jardins de la Spouze

Tout les jeudis de l'été, des activités culturelles animent les jardins de la Spouze à la Celle-sous-Gouzon dont chansons de résistances (20 juin), chants des hommes (18 juillet), jardin poétique (25 juillet), jardin littéraire (1er août), chansons en liberté (8 août), le nuage amoureux (22 août)... Programme : *Centre de créations culturelles, La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon, tél : 05 55 62 20 61.*

LYON

Université solidaire

L'Université solidaire de Lyon tiendra son assemblée générale le samedi 8 juin de 10 h à 12 h à la Condition des Soies, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon. Après avoir rappelé les initiatives mises en place depuis octobre 2001 et notamment le cycle de rencontres-débats sur le thème «autour du travail», il sera décidé d'un nouveau cycle pour l'année 2002-2003. L'assemblée est ouverte à toutes celles et ceux qui veulent proposer leur savoirs ou savoirs-faire. Renseignements : *Mimmo Pucciarelli, tél : 04 78 29 31 14.*

ISÈRE

Terre Vivante

Le centre Terre Vivante est ouvert pour la belle saison. Il propose de nombreux événements : les jardiniers de l'ombre : les vers de terre et autres artisans de la fertilité (23 juin), les peintures bio (29 juin), jeux de découverte de la nature (19 juillet), terre crue et terre cuite dans l'habitat (27 juillet), l'isolation thermique (31 août). Programme : *Centre Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

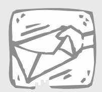
Fêtes, salons, foires

■ **Printemps bio.** Du 25 mai au 2 juin. Multiples animations sur tout le territoire pour faire la promotion de la bio : journées portes ouvertes dans les exploitations, chez les transformateurs, conférences, salons, etc. Coordination : *SETRAB, 36, rue de Picpus, bâtiment «Les Erables», 75012 Paris, tél : 01 53 44 79 65.*
■ **Avignon : la bio dans la rue.** 6e éd. 1er et 2 juin, les allées de l'Oulle. 200 exposants : bio (50%), transports, habitat sain, santé, environnement, énergies renouvelables, artisanat. De très nombreux ateliers et une vingtaine de conférences. Thème de l'année : les transports alternatifs et les économies d'énergie. *AVENIR, Association vauclusienne d'éducation aux énergies non polluantes indépendantes et renouvelables, BP 87, 84140 Montfavet cédex 2, tél : 04 90 32 16 70.*
■ **Cher : foire de Saint-Laurent.** 2 juin, 15e éd. thème de l'année : l'habitat sain. Stands bio, santé, artisanat, associations... *Comité de la foire écobiologique, mairie de Saint-Laurent, 18330 Saint-Laurent, fax : 02 48 51 15 87.*
■ **Jura : Tournesol.** 4e éd. 2 juin. A Dôle. Thème de l'année : les transports non polluants. 100 exposants dont bio (60%), habitat sain, énergies renouvelables, santé, artisanat... *Dôle Ecologie Maison Verte, 61, rue Pasteur, 39100 Dôle, tél : 03 84 72 81 32.*
■ **Picardie : chevaux de trait.** Dans le cadre du «printemps de la bio», le 2 juin, Bio-Picardie propose différentes animations dans les fermes autour de l'utilisation de la traction animale en lien avec l'association Traits de génie. *Agriculteurs biologiques de Picardie, 19 bis, rue Alexandre-Dumas, 80096 Amiens cedex 3, tél : 03 22 33 69 33.*
■ **Carcassonne : foire bio.** 7e éd. 2 juin. Rue Trivalle. 70 exposants : bio (70%), santé, artisanat. *Bio Civam, Chambre d'agriculture, 70, rue Aimé-Ramon, 11000 Carcassonne, tél : 04 68 11 79 38.*
■ **Finistère : foire bio.** 4e éd. 8 et 9 juin à Ergué-Gabéric. 100 exposants : bio (35 %), artisans, habitat sain, environnement, énergies renouvelables... *Amicale Ergué-Gabéric, 14, allée des Iris, 29500 Ergué-Gabéric, tél : 02 98 59 63 32.*
■ **Perpignan : Bona Vida.** 10e éd. 9 juin. Espira de l'Agly, place Joan-Cayrol. 60 exposants : bio (75%), environnement, artisanat, associations. *Civam bio, Maison de l'agriculture, 19, avenue de Grande-Bretagne, 66000 Perpignan, tél : 04 68 35 34 12.*
■ **Drôme : La Belle vie !** 14 au 16 juin, 2e éd. Eco-festival au parc des Ors, à Romans avec stands, forums, conférences-débats, éco-visite, ateliers, animations nature, restauration bio, etc. *AIIRE, 3, côte des Chapeliers, 26100 Romans, tél : 04 75 70 96 63.*
■ **Charente-Maritime : foire d'Aytré.** 28e éd. 15 et 16 juin. Parc Jean-Macé. 140 exposants : bio, habitat sain, environnement, énergies renouvelables, santé, artisanat, associations humanitaires, éducatives et sociales. *Mairie d'Aytré, service culturel, BP 102, 17442 Aytré, tél : 05 46 30 19 22.*
■ **Hérault : journées de l'éco-bâtiment.** 5e éd. 15 au 17 juin. Bédarieux. 25 exposants sur l'habitat sain : matériaux, architectes, artisans, associations. *Variance, 25, avenue Cot, 34600 Bédarieux, tél : 04 67 95 01 02.*
■ **Gironde : foire bio de Cadillac.** 15e éd. 16 juin, dans le village. 80 exposants : bio (30 %), artisans (30%) produits écologiques, santé, associations (30 %). *Apenem, 22, rue Martin-Rey, 33550 Le Tourne, tél : 05 56 67 33 98.*
■ **Nice : Bionazur.** 4e éd. 21 au 23 juin. Place Masséna. 100 exposants, bio, cosmétique, vêtements, habitat sain. *Nicexpo, esplanade de-Lattre-de-Tassigny, 06359 Nice cedex 4, tél : 04 92 00 20 80.*
■ **Puy-de-Dôme : Journées de la Saint-Jean.** 22 et 23 juin. 3e éd. Azay-sur-Cher, prieuré Saint-Jean-du-Grais. 100 exposants, bio, habits, santé, hygiène, habitat, environnement. *Nature et Progrès, 63, Troisvilles, 63120 Sermentizon, tél : 04 73 53 13 47.*
■ **Puy-de-Dôme : Habis.** 22 et 23 juin. Premières rencontres de la construction saine à Laschamps (près Pontaumur), démonstration, présentation de matériaux, débats avec des professionnels, énergies renouvelables, qualité environnementale. *Habis, Marc Chaumeix, 10, boulevard Trudaine, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 74 62 35.*
■ **Drôme : Aromed.** 5e éd. 23 juin. Puy-Saint-Martin. Rencontre autour du thème des plantes aromatiques et médicinales. Stands en parallèle avec des rencontres professionnelles. *Aromed, Mairie, 26450 Puy-Saint-Martin, tél : 04 75 90 44 44.*
■ **Lot-et-Garonne : Nature Gourmande.** 6e éd. 23 juin. Bazens. 80 exposants surtout bio, environnement, énergies renouvelables. *CIVAM, 271, rue de Péchabout, 47000 Agen, tél : 05 53 77 83 52.*
■ **Tarn-et-Garonne : Moissac 82.** 29 et 30 juin, promenade du Moulin. Fête de la bio, de l'écologie, de l'artisanat et des médecines alternatives. *Le Trèfle Vert, Boudou, 82200 Moissac, tél : 05 63 04 44 93.*
■ **Paris : Canal Saint-Martin.** La 10e fête annuelle de l'association Vivre se tiendra le 30 juin le long du canal Saint-Martin. Brocante, animations culturelles et stands associatifs. *Jean-Michel Gassend, tél : 01 60 80 36 60.*
■ **Tarn-et-Garonne : fête de la bio.** 8e éd. 30 juin, Moissac, promenade Sancert. 80 à 100 exposants : bio (50%), médecine naturelle (40%), énergies renouvelables, habitat sain, associations. *Le trèfle vert, Delbrel, 82200 Boudou, tél : 05 63 04 44 93.*

BAYONNE

Forum social

Face au processus de globalisation capitaliste, un forum social basque est organisé à Bayonne les 22 et 23 juin. A l'exemple de celui de Porto Alegre, il s'agira de débattre et d'avancer des idées, de présenter des alternatives autour des grands thèmes «un autre monde est possible», «penser global, agir local», rôle de la société civile, globalisation de la conscience, etc. Le forum social fait la promotion du pluralisme et de la diversité des engagements, la promotion de l'humanisme et de l'engagement. Thèmes prévus : résistance culturelle, transports, drogue et dépendances, fin du travail, agriculture et développement durable, économie sociale, organisation du territoire, etc. *Forum social basque, 11, rue Pannecau, Petit Bayonne, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 76 62.*



Courrier écovillages



Carapa

Ecovillage planétaire

Le réseau écovillage est né en 1997 suite à une rencontre qui a réuni 140 personnes. (...) De très nombreux projets et petites réalisations y sont présentés (...) le principe est l'autonomie de chacun des groupes, chacun conservant sa propre spécificité : agriculture, artistique, culturel, formations, stages... Un ensemble de pluriactivités. Tout sera diversifié, ouvert.
Ayant collaboré depuis plus de quatre ans au réseau écovillage, avec du recul, j'apporte dans cette notion un autre regard. Il ne s'agit pas de séparer, marginaliser un groupe de personnes. Le concept d'écovillage représente une mutation, l'évolution vers de nouvelles structures, l'élargissement d'un plan de conscience, une nouvelle faculté d'ouverture, de changement.
Bien des personnes souhaitent vivre indépendantes, en préservant son intimité, son espace vital. Le choix de vivre en écovillage se fait sentir dans la démarche de ne plus vivre en individualiste, dans une conscience de partage et d'échange, de communication fraternelle, humaine et matérielle.
(...) Dans chaque changement de société, il a fallu des personnes qui mettent en avant des idées innovantes. Il est heureux de constater qu'une demande va croissante pour vivre et travailler autrement. D'un monde individualiste, nous voulons passer immédiatement dans un monde de partage. Dans cet engrenage effréné d'avoir plus, toujours plus de consommation, nous avons perdu toute notion du juste pour chacun.
(...) L'objectif est d'imaginer la France, l'Europe, le monde comme un grand village qui prend conscience des valeurs de chacun, les met en commun, les partage. Il faut du temps, de la patience, la confiance et la volonté de croire pour réaliser cet idéal. Rien ne se fait dans la facilité, rien n'est parfait. Notre planète est une école d'expérience et d'évolution, elle se manifeste inexorablement. Malgré les difficultés à ce progrès et sa lenteur, elle s'affirme. A chaque génération, une évolution. Ainsi va le monde. Soyons optimistes, positifs, créatifs, ouverts au dialogue, l'écoute et le respect de l'autre, des autres. Mettons une «graine» fertile dans un esprit d'abondance, ainsi nos enfants, petits-enfants, en profiteront pleinement.
Alors seulement, le concept d'écovillage ne sera pas condamné à rêver.

Andrée Fina ■
Var.

Vivre en forêt amazonienne

Du fait des reliquats de la colonisation, la France et l'Europe disposent d'une immense forêt tropicale en Guyane : 80 000 km2 (15% de la surface de la France). Il existe une législation de protection des peuples indigènes qui ne permet l'installation de nouveaux villages que dans des conditions extrêmement précises, ces conditions sont toutefois proches de l'idéal que l'on peut avoir pour un écovillage. Depuis plusieurs années, l'association «Bonheur et vie sauvage en forêt amazonienne» diffuse de l'information pour appeler à la création de villages écologiques et autarciques.
La forêt guyanaise permet de se couper du monde occidental polluant et destructeur (à condition de ne pas rester trop près de la base de Kourou où les fusées Ariane polluent loin du regard des médias). L'association qui travaille en lien avec les villages indiens y voit une alternative à la colonisation actuelle (recherche de l'or, ouverture de routes, de pistes d'aviation, développement d'un tourisme soi-disant vert, urbanisation du littoral qui tend à s'étendre).
Pour apprendre à vivre sans le «développement» du monde occidental, une formidable régression, il faut, avec beaucoup d'humilité chercher à vivre comme les indiens, ces groupes qui eux ont su, au fil des siècles mettre en place un mode de vie durable. Cela suppose d'apprendre d'eux comment vivre en harmonie avec son environnement, avec les animaux, avec les plantes, avec les autres peuples. Le vrai progrès devient alors celui qui épanouit l'être humain, lui permet de vivre des relations transparentes et intimes avec les autres ; cela suppose le choix d'outils faits à l'échelle humaine, de façon agréable, non polluante. Cela suppose de vivre en petits groupes pour éviter les problèmes de hiérarchie. La notion de petits groupes est aussi indispensable pour ne pas peser sur la nature. Il ne s'agit plus de faire de l'»aide au tiers-monde» comme le martèlent certaines organisations, mais bien de «vivre avec» et de «vivre comme». Il ne s'agit pas de vouloir modifier le lieu où l'on arrive, mais d'avoir la volonté de s'y fondre, le plus discrètement possible. Il s'agit comme l'avancent certains auteurs (Partant, Latouche) de sortir de l'occidentalisation du monde.



Famille guyannaise.

DR

Pour démarrer de telles initiatives, la première génération aura besoin d'un apport en matériel car la transition ne sera pas spontanée. Il faut donc avoir un «capital», même s'il est beaucoup moindre que dans le cas d'un retour à la terre dans l'hexagone. Il faudra au départ faire des compromis, choisir des outils manufacturés par exemple, avant de savoir les remplacer par des outils artisanaux. L'espoir réside dans les enfants qui, élevés aux côtés des enfants amérindiens, pourront grandir sans les fausses bonnes idées qui nous détruisent.
La terre en Guyane est gratuite, on y circule par les rivières. Il faut compter environ 330 hectares par personne pour vivre écologiquement à l'indienne. Il existe des lieux paradisiaques où c'est possible. Il est alors possible de raisonner en terme de hameaux d'un maximum de 50 personnes. Pour en savoir plus : *BVSFA, BP 106, Matoury cedex, 97357 Guyane française.*

Ecovillage et individualisme

"Individualisme : attitude d'esprit favorisant l'affirmation personnelle "
Votre dossier "Ecovillages" est très intéressant. J'ai apprécié Geneviève Dassier-Barbian qui parle de "solidarité quotidienne" avec ses voisins : "c'est peut-être moins grandiose que d'appartenir à un village écologique mais c'est à ma portée". Pour aller dans son sens, dans le réseau d'amis/voisins où nous vivons, l'entraide est de mise (matériel en commun, coups de main, co-voiturage, etc). Cet esprit existe d'ailleurs dans toutes sortes de milieux et les "écolos" ou "néos" n'en ont pas l'exclusivité — bien que parfois ils semblent prétendre détenir le label déposé...
Il y a des expériences d'écovillages que j'admire, des gens qui accomplissent des choses formidables ensemble. Pour ma part je suis réfractaire à toute vie communautaire, ma "tribu" est d'ailleurs composée d'individualistes de l'espèce la plus insupportable et c'est ça qui fait la beauté de l'histoire, à chacun d'aller au bout de ses envies — avec le soutien des autres si besoin — sans attendre des années qu'une dynamique de groupe se mette en branle. Pourquoi faire lourd, lent, fixe et compliqué quand on peut faire simple, léger, mobile et rapide ? Bien sûr tout ça n'aboutit à aucun modèle tangible, palpable, durable, ça n'a pas la noblesse et l'exemplarité d'un écovillage mais l'individualisme, cette vilaine chose qui grossirait hideusement depuis que les chasseurs-cueilleurs du néolithique ont construit les premières cabanes, peut aussi avoir une valeur positive (voir définition du dictionnaire ci-dessus).
D'ailleurs certains projets d'écovillages semblent paradoxalement très individualistes mais dans le mauvais sens du mot : en dépit de toute une rhétorique assez gonflante, leurs initiateurs procèdent à des tests de recrutement aussi féroces que s'il s'agissait d'un emploi à pourvoir dans une multinationale (sélection par la numérologie, liste d'interdits façon khmer vert : pas de viande, pas de carte de pêche, de chasse ou d'abonnement à Canal+, pas de voiture, d'alcool, tabac ni autre drogue style marie-jeanne ou jus de betterave fermenté, etc)
Cela me fait penser au projet d'une retraitée ayant quitté Paris pour la Corrèze, une dame qui semble haïr la province et les provinciaux. Pour résoudre son problème, elle a une idée géniale qu'elle a soumise à Bernadette (Chirac) : construire partout des lotissements "pour seniors citadins en milieu rural" soigneusement triés sur le volet. C'est-à-dire une bulle qui permettra de tenir à distance les gens pas comme elle, tout en constituant un groupe de pression capable d'établir un rapport de force sur le milieu local. Caricatural ? Pas plus que les écolos intégristes qui se posent comme modèles "100% purs". Qui aurait envie de participer à "leur" projet, déjà placé sous contrôle avant même d'exister ?
Le problème aussi de ce type de projet, c'est que le milieu environnant est bizarrement abstrait. Or il y a d'autres habitants dans le coin ? Comment sont envisagés l'intégration, les échanges, la participation à la vie locale ? Ici, même sans être regroupés, on a tendance à vivre un peu trop entre nous. A rester cantonnés aux relations qui nous satisfont. Parfois la chaleur ça endort un peu. Faut aller voir ailleurs. Pourquoi vouloir à tout prix écrire une page d'histoire éternelle ? Chacun évolue, bouge...



Pour finir, allez, un petit clin d'œil. "S'établir à la campagne pour y vivre et surtout pour en vivre, cela ne s'improvise pas. A chaque pas des problèmes se posent (...) Le plus difficile, trouver le lieu où prendre racine. La hausse du prix des vieilles murailles et du baril d'air pur repousse nombre de projets d'installation communautaire" etc. C'était en 1974, un dossier paru dans un magazine underground, où l'on retrouve texto les grandes lignes du débat publié dans Silence. Sous le titre... "Et maintenant démerdez-vous !" Ça fait trente ans et je ne pense pas que les écovillageois se démerdent moins bien qu'avant. Je salue sincèrement leur courage et leur persévérance.

Suzanne ■
Morbihan

Ecovillage et décroissance

Les deux dossiers sur la décroissance soutenable et sur les écovillages m'ont fait remarquer ceci : nous entendons souvent parler du côté «vieillissant» des communautés de l'Arche de Lanza del Vasto dont le moteur est la non-violence.
Aussi «vieillissante» soient-elles, depuis plus de cinquante ans, la communauté de La Borie Noble vit au quotidien la «décroissance soutenable», discrètement certes, mais imperturbablement. Quant au «vivre ensemble, rêve ou réalité», ma communauté de vie est toujours bien vivante ; elle a survécu aux années et aux nombreuses épreuves, relationnelles et autres. Ses habitants ont entre 1 et 80 ans ; la moitié du groupe a une présence de plus de vingt années. La communication entre les générations est possible. Nous partageons les tâches et les services ; chacun y trouve réellement une place en fonction de ses limites.
Concernant la «décroissance soutenable», nous disposons de deux voitures pour tous, nous produisons une grande partie de ce que nous consommons, nous partageons une caisse commune et un seul téléphone (et fax). Pour environ la moitié, l'éclairage se fait à la bougie, pour le reste quelques panneaux solaires et EDF. Le chauffage et les douches sont au bois.
Nous faisons notre lessive à la main ; il y a une machine à laver depuis quelques mois pour les personnes âgées. Nous pratiquons la traction animale, la traite à la main, cuisons le pain et la poterie au feu de bois.
Bref, nous menons, je dirais presque naturellement une vie simple (et nous vivons bien) sans tomber dans les extrêmes, accordant une place première au respect de l'individu. Nous sommes à mille lieux d'être parfaits, mais La Borie Noble tient la route depuis un demi-siècle. Nous n'en parlons guère, nous le vivons, ensemble.

Marie-Andrée Brémond ■
Hérault.


Arche de La Borie-Noble.
Michel Bernard

Ecovillage et tolérance

Divers effets négatifs s'additionnent qui s'opposent à la réalisation de projets écologiques quels qu'ils soient. Si le mot tolérance est dans tous les dictionnaires, et dans beaucoup de bouches, son sens est rarement mis en vigueur dans la pratique : «attitude qui consiste à admettre chez autrui une manière de penser et d'agir différente de celle qu'on adopte soi-même» (signé Robert).
Un certain nombre de personnes font des projets mirifiques, détaillés... sans tenir compte d'une chose importante, peut-être même fondamentale : les humains et humaines qui seront dans la réalisation du projet n'auront pas de place pour leurs propres envies. «Il faut se méfier de ceux qui ont la clé des problèmes, ils ont aussi les serrures qui vont avec» (Jean-Victor Verlinde, *«L'ordre, mon cul, la liberté m'habite»*).
Pour ce qui est la critique d'être une secte, une réponse s'impose : comme si le capitalisme n'était pas une secte, totalitaire de surcroît (si vous tentez de lui échapper, tous et toutes vous tombent dessus), avec un dieu : le fric, des curaillons : les costards-cravates, des rites : les élections, des grandes messes de Qatar à Davos, des temples : les supermarchés, des viatiques : la télévision, le valium, l'alcool... Enfin, l'absolution des pêchés : amnistie présidentielle pour les uns, immunités parlementaire pour les autres...
Un obstacle majeur à l'aventure des écovillages est d'avoir trop à perdre. Une petite vérité qui déplaira aux lecteurs de *Silence* : vous êtes des privilégiés, vous faites partie des 10 % les plus privilégiés de la Terre. Peut-on abandonner son petit confort (sa petite auto, son petit chapô) sans y réfléchir sérieusement. Si non, votre inconscient vous conduira vers la conservation : de soi, de l'espèce, et de tous les bienfaits de la société.
Nos ennemis sont le conformisme et la résignation. Je vous conseille de lire Henri Laborit, Erich Fromm et Watzinski.

La Coop ■
Morbihan.

Nef des Fous : désinformation et légende

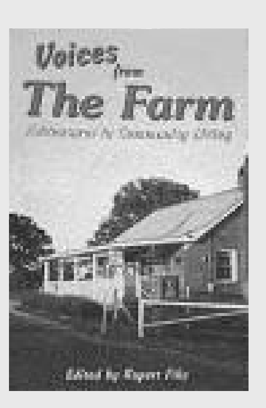
Dans le numéro 282 de Silence sur les écovillages, nous avons lu avec agacement une série de fausses informations nous concernant dans trois articles différents.
1 - La présentation de la Nef des Fous (p.13) est truffée d'erreurs. A la demande de Michel Bernard, nous avions adressé à Silence un petit texte de présentation qui aurait dû le remplacer. Seules quelques lignes isolées de leur contexte ont subsisté dans un collage incompréhensible. Nous précisons seulement que «la communauté» ne «revendique» rien du tout (contrairement à la CGT). D'ailleurs une communauté pense-t-elle ? Il n'y a aucun «animateur», seulement des bavards. Cela impliquerait qu'il y ait des animés, comme au Club Med. Les décisions prises à l'unanimité exprimée rendent impossible une organisation en guide et suivistes. L'article cité du n°192-193 que nous avions laissé paraître à tort, n'est pas représentatif de notre projet.
2 - Le texte titré par Silence «commun et collectif» (p.15) avait à l'origine pour titre «amalgames» car il concernait aussi la distinction entre écovillage et communauté. La première phrase publiée, rédigée dans un français incompréhensible (comment un concept peut-il être un projet ?) est également l'œuvre de Silence et remplace une courte introduction qui rendait la suite intelligible. Autre altération pour ce texte : il a été attribué à Diogène alors qu'il était de Juliette et Blaise. Cette désinvoluture journalistique est-elle coutumière, même ici ?
3 - Nous n'avons jamais «ramassé de melons sur une décharge (...) avant qu'ils ne soient aspergés de gas-oil» (p.8, article de H. Gérard). On sait qu'il faut peu de chose pour lancer une rumeur. Des personnes ont pu interpréter une anecdote rapportée. Des visiteurs ont pu broder pour pimenter leur récit de vacances. Ce qui repose la question : faut-il continuer à recevoir tout le monde indistinctement ou refuser de consacrer du temps aux curieux qui prétendront ensuite avoir «fait» tel lieu alternatif comme on a «fait l'Afrique».

Juliette, Blaise ■
La Nef des Fous.

The Farm : un mythe

J'aimerais une fois pour toute que cessent de se propager des chiffres faux sur *The Farm* dans le Tennessee. J'y suis allée en 1998-1999 lors de mon enquête. Il n'y a plus guère que 90 personnes en comptant les enfants, avec certes quelques petites entreprises qui subsistent. Mais ce n'est plus ce que c'était. Seule une personne fait à elle-seule beaucoup de bruit pour dire que c'est un écovillage, les autres ne s'y intéressent pas du tout. (...)

Danièle Stewart ■
Auteure du dossier sur le cohousing (n°274) Paris.



Comment voyager avec un saumon

Umberto Eco
Ed. Livre de poche
2001 - 284 p. - 4,55 €

Ce recueil de chroniques, de pastiches du célèbre écrivain italien vaut le détour en particulier pour ses réflexions sur les outils de la modernité. Lire tout particulièrement «Comment se préparer au triomphe de la technologie légère» [p.151] et «comment ne pas utiliser le téléphone portable» [p.157]. FV.

Il était minuit cinq à Bhopal

Dominique Lapierre et Javier Moro



Ed. Robert Laffont
2001 - 442 p. - 21,19 €

Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, a eu lieu, à Bhopal, en Inde, le plus grand accident chimique de tous les temps : entre seize et trente mille morts, environ 500 000 personnes blessés souvent définitivement. Les auteurs ont fait une grande enquête pour retrouver les acteurs de ce drame, aussi bien du côté de l'usine de pesticides que du côté des habitants voisins de l'usine. A partir de là, ils retracent avec une grande précision, deux histoires parallèles : celle de la montée en puissance de la chimie des pesticides perçue par les chimistes comme un acte humanitaire pour venir en aide aux plus démunis, et l'histoire plus simple de la survie au quotidien dans les bidonvilles, souvent de paysans ruinés par des sécheresses ou des destructions de leurs récoltes par les insectes. Sous forme d'un récit parfaitement maîtrisé, les auteurs nous emmènent progressivement à la soirée du drame et décrivent avec précision l'origine de l'accident : l'usine surdimensionnée n'a jamais tourné à plein rendement, d'où des pertes financières, d'où la recherche d'économie par Union Carbide, la multinationale américaine, d'où un relâchement des mesures de sécurité jusqu'à l'accident fatal seulement quatre ans après le début de fonctionnement de l'usine. Si les psychologies des différents acteurs sont bien rendus, si on y rappelle les avertissements aussi bien de certains responsables de l'usine (qui quitteront les lieux avant l'accident pour désaccord avec la direction) que de la part d'un journal militant local, on regrettera toutefois que la narration ne détaille avec autant de minutie ce qui s'est passé après l'accident. Car aujourd'hui, dix-huit ans après l'accident, personne n'a été jugé dans cette affaire. On regrettera aussi l'appel au don fait en fin d'ouvrage par Dominique Lapierre pour sa propre organisation. Il aurait été bien de dissocier cet appel du livre. MB.

Gaïa, une médecine pour la planète

de James Lovelock
Ed. Sang de la Terre
2001 - 192 p. - 25,76 €

Au début des années 70, naît l'hypothèse Gaïa de la part de deux chercheurs, Lynn Margulis aux USA et James Lovelock en Grande-Bretagne. Les connaissances biologiques montrent en effet que l'on ne peut isoler les cellules d'un corps pour les étudier : les particularités de l'ensemble des cellules sont différentes de la somme des particularités de chacune des cellules. Ceci conduit ces deux chercheurs à transposer cette observation à celle de la planète : on ne peut observer les êtres vivants de la planète individuellement, leurs interactions étant nombreuses et l'ensemble constituant un tout : la biosphère. A partir du début des années 90, cette hypothèse va connaître un écho croissant avec le développement, entre autres, des modifications climatiques. En effet, la planète dans son ensemble semble agir comme un tout, essayant de réguler son climat malgré une maladie particulière : la pollution produite par l'industrialisation humaine. Cet ouvrage est la deuxième réédition d'un livre datant de 1991. Après des chapitres scientifiques parfois complexes, le chapitre «le fléau des gens» pousse la métaphore au stade le plus concret : le progrès de l'homme est une augmentation de la pression sur la biosphère, une maladie qui prend de l'ampleur avec le temps et qui aujourd'hui rend la Terre malade. Quatre solutions possibles : destruction de l'agent pathogène (donc fin de l'espèce humaine), destruction chronique et restauration en équilibre (ce qui a été le cas jusqu'à la révolution industrielle), agonie de l'hôte (mort de la planète qui conduit évidemment à la mort de l'espèce humaine), mise en place d'un équilibre par symbiose (intérêt réciproque) ce qui suppose une diminution importante du nombre de personnes et de leur consommation. Mais l'auteur y croit peu, opposant l'intelligence individuelle à la bêtise collective. Si la métaphore a sans doute des limites, elle permet de pousser les questions assez loin. MB.



ROMANS

L'indicateur des chemins de fer

Pascal Samain
Ed. Cerisier (B 7033 Cuesmes)
2001 - 192 p. - 9,66 €

Faire la navette de chez soi à la capitale n'a rien d'intéressant, surtout dans un train où il ne se passe jamais rien. Jamais rien ? Pas si sûr ! Avec beaucoup d'humour, l'auteur narre des anecdotes réelles ou imaginées de ce que l'on peut découvrir dans un train de banlieue. Ces histoires sont entrecoupées d'extraits du règlement et de photos sur le bonheur de ceux qui font la navette. Tout à fait intéressant pour celui qui cherche un roman pour le distraire dans ses aller-retour quotidiens. FV.

Balzac et la petite tailleuse chinoise

de Dai Sijie
Ed. Folio
2001 - 230 p. - 4,5 €

Deux jeunes urbains arrivent dans les années 70 dans un village pour être rééduqués. Roman autobiographique où l'on découvre les campagnes profondes de la Chine, et le rôle extraordinaire que peuvent avoir quelques livres interdits. Au moment où la jeunesse occidentale s'enflamme (après 68), la jeunesse chinoise connaît une terrible répression. Si c'est ça le maoïsme... FV.

Les caves de la Goutte-d'Or



de Gérard Streiff
Ed. La Baleine
2001 - 186 p. - 6,4 €

A partir d'archives réelles, une histoire policière qui a pour cadre les suites du massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961. Si l'histoire est bien moyenne, l'intérêt est dans l'analyse des faits : «Il comprit, peu à peu, que l'appétit de dominer vient en dominant, que mettre l'autre en état de sujétion peut susciter un plaisir trouble mais intense, que l'abus de pouvoir peut être un poison, une drogue, un engrenage, que le goût de la force peut ouvrir la porte aux plus insidieux réflexes sadiques» [p.174]. Comment des policiers ont-ils pu, après le Vél d'Hiv, recommencer les mêmes dérives ? FV.

L

d'Isabelle Sorente
Ed. J.-C.-Lattès
2001 - 282 p. - 18 €

L c'est la ligne, celle que l'on doit garder, celle que l'on doit suivre. Cette ligne qui est le fil conducteur de la presse féminine, de la publicité, de la société de consommation. Le livre se présente comme un long testament envoyé par e-mail à son ex-mari par une femme qui a décidé de s'enfermer en un endroit secret pour se couper de la société de consommation et de ses agressions permanentes et totalitaires. Cela nous vaut des réflexions fortes. Ainsi *«Les créateurs de modes, d'espaces, de décors, de lieux, de publicités ne sont créateurs que par un mensonge supplémentaire d'L pour déguiser ses producteurs de déchets toxiques et consommables, ses semeurs de clones, d'impuissance et de mort»* [p.85]. Le choix de s'enfermer provient alors du constat de *«notre dépendance aux drogues sociales»* [p.88]. La mondialisation devient *«la conséquence logique et inéluctable de la propagation de la pensée toxicomaniaque. Toujours la pensée toxicomaniaque veut embrasser la totalité. A la fois totalement dépendant de son produit, mais aussi totalement de tout et de tous, le drogué raisonne en termes de 'tout ou rien' et 'tout, tout de suite'. Le monde entier ! Immédiatement ! Internet ! Croyant n'avoir été jamais aussi libres, nous vivons dans un monde totalitaire»* [p.105-106]. Un roman qui clame ainsi des vérités sur les femmes exploitées par L, qui doivent prendre des heures pour être belles, fines, qui doivent sans cesse être dans le paraître et qui, symboliquement ici, conduisent à une sorte de suicide. Malheureusement, pour avancer ces phrases fortes contre notre modèle de société, l'auteure nous place dans une situation de délire violent, sexuel, destructeur qui rend le livre plutôt malsain. Faut-il y voir que toute révolte est impossible, que toute alternative est vaine ? L'auteure, 30 ans, polytechnicienne, aurait intérêt à s'ouvrir à d'autres mondes que celui très parisien qu'elle décrit. Elle pourrait alors être plus optimiste. MB.

Anthroposophie Enquête sur un pouvoir occulte

Paul Ariès - Ed. Golias
2001 - 288 p. - 21,5 €



L'anthroposophie a été plusieurs fois mise en accusation dans des rapports sur les sectes... Mais pour le moment, les seules condamnations sur le sujet sont celles des rapporteurs du rapport anti-secte qui devant la justice n'ont pu prouver les accusations qu'ils avançaient.

Paul Ariès, sociologue ayant déjà publié sur les sectes, la scientologie, le satanisme, s'essaie dans cet ouvrage à décrypter ce qui pourrait faire que l'on prenne l'anthroposophie pour une secte.

L'auteur a pour cela lu tous les documents, forts nombreux, qui circulent dans la nébuleuse anthroposophe, il a correspondu aussi avec des animateurs de certaines branches de ce courant. Il note qu'il a ainsi pu obtenir tous les renseignements qu'il a voulus, sans aucun obstacle et il conclut très vite que l'accusation de secte n'est pas fondée. *«L'anthroposophie serait une théosophie qui a réussi, en quittant la sphère des pures spéculations pour celle des expérimentations»* [p.12]. Ce n'est pas un courant figé, encore moins unifié, mais des personnes qui ont lu les écrits de Rudolf Steiner, les ont interprétés et surtout ont appliqué l'un des principes de celui-ci : la recherche d'autonomie, la liberté de pensée, l'esprit critique et l'indépendance [p.13]. Mais faut-il pour autant blanchir totalement l'anthroposophie ? L'auteur se plonge alors pendant l'essentiel du livre dans les écrits de Steiner pour en sortir les textes les plus critiquables, les risques d'interprétation les plus dangereux voire même les plus farfelus.

L'auteur fait toutefois plusieurs erreurs. Ainsi quand il écrit : *«L'absence de courants internes à l'anthroposophie doit aussi faire réfléchir. Nous sommes loin des chapelles qui divisèrent jadis le camp socialiste. Il n'y a ni grands débats, ni réels opposants, ni véritables successeurs»* [p.26]. Ce paragraphe sous-entend que ce courant de pensée serait unifié. Ce qui n'est absolument pas le cas. L'une des caractéristiques des anthroposophes est justement d'expérimenter en toute autonomie, avec un réseau de valeurs communes. Pour avoir rencontré de très nombreux animateurs de ces initiatives, je puis affirmer qu'il n'y a pas de courants internes parce que pas de mouvement structuré, mais qu'il y a par contre un véritable débat sur l'évolution de la pensée de Steiner : les écoles appliquant la pédagogie Waldorf n'appliquent pas toutes les mêmes méthodes : il y a là les «modernes», les «intégristes» et toutes les tendances intermédiaires.

L'auteur s'étonne également de concentrations de familles anthroposophes en Alsace et dans l'Allier. Il y a une explication pourtant bien simple à cela. Il existe peu d'écoles primaires anthroposophes en France. Lorsque l'on arrive au lycée, il n'y en a plus que deux : un dans l'Allier, l'autre en Alsace. Pour éviter à leurs enfants de faire toutes leurs études secondaires en internat, de nombreux parents se rapprochent. Souvent ensuite ils restent dans la région car des réseaux se tissent par exemple au niveau des coopératives d'alimentation, SEL ou d'autres démarches alternatives. Ceci explique que l'on compte effectivement environ 400 familles anthroposophes autour du lycée de l'Allier... mais on peut observer ce phénomène de concentration dans d'autres domaines comme la présence de très nombreuses associations à la Croix-Rousse, à Lyon, ce n'est pas pour autant qu'il y a une secte dans ce quartier !

L'auteur rappelle avec justesse de grandes polémiques qui ont eu lieu dans d'autres pays sur l'anthroposophie. Ainsi, aux Pays-Bas, une enquête a eu lieu pour savoir si les idées de Steiner étaient racistes. Steiner, qui écrit essentiellement dans le premier quart du 20e siècle, a mis au point une théorie «des races» reliée à une vision religieuse de la réincarnation. Selon lui, on se réincarnerait dans les différentes races selon l'âge de son âme : les Indiens correspondraient aux plus âgés, les Africains aux plus jeunes, les Occidentaux seraient à l'âge moyen. Mais l'enquête conclut qu'il n'y a pas de racisme car Steiner ne dit pas qu'un âge donne plus de droit qu'un autre, il n'y a pas de hiérarchie. Cette théorie que l'on peut juger fumeuse aujourd'hui, maintenant que l'on a beaucoup laïcisé les débats, devrait être plus recentrée dans son époque.

En règle générale, si Ariès est un bon sociologue, il lui manque une approche plus historique. Les débats soulevés par Steiner interviennent en pleine guerre de l'école laïque contre l'école religieuse au début du siècle. Ce n'est pas un hasard si nombre de pédagogies alternatives d'aujourd'hui (Montessori, Steiner, Decroly...) sont nées à cette époque pour dénoncer l'éducation nationale qui vise à faire des élèves de bons petits soldats en niant la différence entre les enfants... Toutes les théories de Steiner apparaissent aujourd'hui pour le moins poussiéreuses. Par contre, concernant sa vision de la tripartition autour de la devise de la République française (alors qu'il est Allemand) est parfois d'une grande lucidité. Ainsi, il écrit : *«On peut réfléchir longuement à une solution de la question sociale, toute réflexion est un non-sens. La seule chose qui ait un sens, c'est la formation des groupes dont on peut attendre des solutions partielles de la question sociale»* [p.112]. En gros, il ne croit pas à l'écriture de théoriciens comme Marx ou d'autres à cette époque, mais à la force du groupe, ceci à un moment où le concept d'associations (loi 1901 en France) commence tout juste à se développer. Il incite à l'expérimentation comme seule capable de faire avancer la réflexion dans une certaine réalité, c'est précisément la base de ce que nous entendons aujourd'hui par le concept d'alternatives. C'est cet aspect de la question sociale que l'on retrouve dans le fonctionnement de la Nef : la banque alternative ne fait pas de prêt à des particuliers mais uniquement à des groupes, lesquels doivent être soutenus par des personnes solidaires par le biais de cautions bancaires.

Là aussi, il faut replacer Steiner dans son contexte historique : il se trouve face à la montée du bolchevisme (révolution russe en 1917) et sent que cela va conduire aux pires pratiques. Il fait partie de ceux très nombreux à l'époque qui cherchent une troisième voie entre capitalisme et communisme. Cette fameuse troisième voie va aussi bien donner les fascistes dans les années 30 que les chrétiens engagés que l'on retrouve dans *Esprit* ou plus tard dans *Témoignage Chrétien*. Et cela reste particulièrement d'actualité lorsque l'on avance que l'on n'est «ni de gauche, ni de droite» pour une partie de la mouvance écologiste d'aujourd'hui.

Steiner définit ainsi la devise française : *«la liberté correspondrait à la liberté de l'esprit ; l'égalité serait le principe du fonctionnement de l'Etat de droit ; la fraternité liée à l'indépendance serait à la base de l'économie»* [p.123].

Là où Steiner a sans doute le plus vieilli c'est dans son approche de la spiritualité. Non pas dans la nécessité d'avoir une telle spiritualité (voir le succès de Pierre Rabhi par exemple), mais dans la façon de la relier à certaines formes religieuses, occultes ou secrètes. Gandhi, quelques années plus tard, au nom de la non-violence, refusera tout ce qui est secret.

Paul Ariès se plante aussi sur le dossier des vaccinations [p.125]. Selon lui, le fait que de très nombreux parents des écoles Waldorf militent aujourd'hui pour la liberté des vaccinations serait contraire à la notion d'égalité et d'Etat de droit définit par Steiner. Manifestement, pour Paul Ariès, les vaccinations sont un moyen de protection collective contre la maladie. C'est bien sûr la thèse de l'Etat français et il la reprend sans esprit critique. Pourtant si les anthroposophes sont dissidents, c'est parce qu'ils sont en relation avec des parents d'écoles dans d'autres pays, par les échanges d'enfants nombreux dans ce types d'école, et qu'ils savent que la France est le seul pays à imposer autant de vaccins. De très nombreux pays ne vaccinent pas et ne sont pas atteints d'épidémies pour autant.

Paul Ariès relève par contre de vrais dérapages de Steiner. Ainsi, celui-ci voyait dans l'introduction de la pomme de terre en Europe une des raisons de la déchéance de l'humanité [p.196]. Il condamne tout aussi sévèrement l'alcool. Preuve s'il en est que les anthroposophes ont su se dégager des concepts parfois farfelus du «maître», il existe aujourd'hui des pommes de terre biodynamiques, tout comme la «foire aux vins et aux fromages» de Rouffach créée par des viticulteurs anthroposophes.

Il relève également, à l'inverse, des domaines où Steiner est précurseur. Dans le domaine des écoles, la première, créée en 1919 est mixte, chose inouïe à l'époque, Steiner revendiquant l'égalité des sexes. Dans le domaine de la pédagogie, même s'il entoure ses réflexions de considérations ésotériques, Steiner a sans doute mis le doigt sur quelque chose de juste en distinguant les âges de l'enfant : par exemple, avant 7 ans, l'enfant ne fait que de l'imitation, ce n'est qu'après qu'il est en mesure de commencer à apprendre. Il n'y a pas de classement entre les enfants, car selon Steiner chacun a son propre potentiel en lui qui n'est pas comparable à celui des autres et celui qui sait jouer n'a pas à être placé au-dessus ou en dessous de celui qui est fort en logique mathématique. Le classement actuel dans les écoles ne fait référence qu'au degré d'intégration de l'enfant dans le système dominant, classement que refusent les écoles Steiner [p.254]. De même, Steiner dénonce l'usage des farines animales qui commencent à se faire à son époque en prédisant que cela peut rendre les herbivores malades.

Si Paul Ariès présente justement les activités des différentes initiatives que l'on peut qualifier d'anthroposophes (médecine, école, agriculture, édition, stages) ou nées de l'anthroposophie (la banque alternative la Nef, de nombreuses foires écologiques), on regrettera que l'auteur ne fasse par une analyse plus poussée du rôle moteur de ces initiatives dans la mouvance alternative actuelle (pour les politologues, cela pourrait être passionnant de comparer cette démarche pragmatique avec celle de la promotion électorale des Verts).

De même l'auteur n'étudie guère les apports qui ont eu lieu depuis presque un siècle. Quand on parle du refus du secret au nom de la non-violence de Gandhi, on retrouve cette pratique une fois encore dans la Nef qui est la première banque à mettre sur internet l'ensemble de son budget et le détail de tous les prêts qu'elle accorde.

Dans la dédicace du livre, Paul Ariès cite un proverbe africain : «un arbre se juge à ses fruits». Si les écrits de Steiner sont pour le moins ésotériques, datés dans le temps, les fruits eux sont de toute beauté. MB.

Le phalanstère de Woula

de Seydi Gassama
Ed. L'Harmattan
2001 - 190 p.

Le héros du livre comprend vite qu'en ville, tout projet de changement vis-à-vis du régime corrompu est voué à l'échec. Il décide de revenir dans son village et d'y appliquer quelques notions d'agriculture qu'il a apprises à l'école. A partir d'un simple barrage construit collectivement par les habitants du village, celui-ci va pouvoir irriguer à la saison sèche et produire plus de riz, évitant ainsi les périodes de famine chroniques. Il y a même surproduction et le riz est vendu à l'extérieur ce qui attire le regard des autorités. Le commandant de la région aimerait bien se voir attribuer les mérites de ce changement par le bas, mais les villageois ne voient pas quel intérêt cela aurait. Commence alors un conflit entre un village solidaire et les autorités qui se terminera de la pire des façons, par un massacre. Si le livre met en avant le potentiel du développement par le bas, il est pour le moins pessimiste sur la réaction de ceux qui le veulent à leur profit. MB.

L'histoire secrète du senôr Correal

de Davide Pinardi
Ed. du Félin
2002 - 232 p. - 18,50 €

Agréable double récit parallèle de l'écrivain en panne d'inspiration et d'une jeune fille qui, devenue aveugle, va être capable de réinventer la perception de ses sens. Un message d'espoir et aussi une étude fine du sens des couleurs dans l'art. FV.

Carré blanc sur fond noir

Charles Manian
Ed. Cerisier (B-Mons)
2002 - 156 p. - 9,50 €

Un écrivain belge a écrit un livre à succès sur l'expulsion du pays d'un Congolais. Celui-ci l'invite à découvrir son pays. Voyage initiatique où l'on ne sait plus ce qui est roman ou reportage, l'auteur citant de nombreux ouvrages sur la colonisation, les frasques réels de la France ou de la Belgique, la traite des nègres par l'illustre Voltaire ou le génocide rwandais. Comment vivre aujourd'hui dans un pays pillé par les multinationales, dirigé par un dictateur installé par la France, où les militaires torturent au coin de la rue. Avec plus de rêves et de poésie, une autre façon de dénoncer la Françafrique. MB.

B . D .

Pablo, mon amie la poof

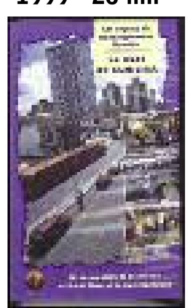
d'Efix
Ed. Petit à Petit
(76160 Darnétal)
2001 - 104 p. - 10,5 €

Deuxième tome d'une série noire où se côtoient violence, sexe, ambiance glauque, vengeance, combat contre les méchants capitalos-faschos, onirisme... Si le dessin est parfaitement maîtrisé avec un superbe usage du noir, blanc et gris, par contre le scénario est un peu confus. Ça se lit bien quand même. Pour adultes. FV.

V I D É O S

Le défi de Curitiba

de Benoît Théau et Alain Darrigrand
Ed. Orcades (Poitiers)
1999 - 26 mn



Curitiba, ville située tout au sud du Brésil, a connu une forte croissance démographique (multipliée par trois en 25 ans) et dépasse aujourd'hui 1,5 million d'habitants. Dans les années 90, alors que se développe l'idée d'un développement durable, la municipalité prend des mesures pour rendre la ville écologiquement et socialement plus viable. Ne pouvant collecter les déchets dans les bidonvilles du fait de l'absence de rues, il est mis en place une collecte sélective avec échange des déchets contre de l'aide alimentaire. Non seulement, cela contribue ainsi à nettoyer les quartiers les plus pauvres, mais cela suscite des vocations. Comme la pègre essaie de contrôler les collectes professionnelles, la municipalité va mettre en place un coopérative pour l'ensemble des collecteurs. Concernant les transports, une réflexion est menée pour désengorger le centre-ville. 68 km de voies en site propre permettent à des bus modernes de rouler à une vitesse moyenne de 25 km/h. Cette opération est couplée avec une décentralisation des services de la ville. Alors qu'avant plus de 90 % des trajets passaient par le centre-ville, le taux est tombé à moins de 50 % et chaque habitant fait en moyenne 1,2 voyage par jour en bus, le taux le plus élevé du pays. Le reportage montre également les initiatives prises en faveur de l'emploi et des espaces verts. Une expérience qui peut donner des idées à de nombreuses autres villes. MB.

Porto Alegre Affirmer sa citoyenneté

de Benoît Théau
et Christian Auxéméry
Ed. Orcades (Poitiers)
2001 - 26 mn



Porto Alegre est connue mondialement pour ses contre-sommets économiques et pour son expérience de budget participatif. Nous avons déjà débattu dans *Silence* des avantages et des inconvénients de cette méthode. Ce reportage montre concrètement comment cela fonctionne, les problèmes qui se posent inévitablement entre intérêt particulier et collectif, entre quartiers, mais également comment le fonctionnement est modifié sans cesse en fonction des problèmes rencontrés. Cela ne répond pas à certaines critiques (ce n'est qu'une faible partie de la population qui y participe, les délégués sont souvent les plus diplômés, la taille d'une ville ne permet pas d'aborder tous les sujets : la pauvreté par exemple est le résultat d'une politique à un plus haut niveau), il n'en est pas moins vrai qu'il vaut mieux chercher à améliorer un processus en marche qu'attendre un éventuel grand soir. MB.

E N F A N T S

Paix à la petite souris

de Théodore Monod
Ed. Desclée de Brouwer
2001 - 64 p. - 11,5 €
Dès 10 ans.

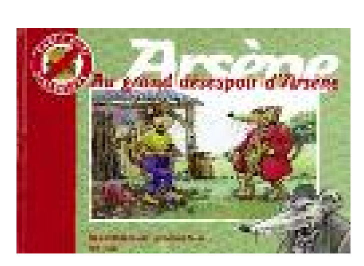
Notre culture ne nous amène pas souvent à respecter les animaux et l'humain a souvent un comportement destructeur. Théodore Monod avait décidé en 1999 de réaliser ce petit ouvrage à destination des plus jeunes. A partir d'exemples de la vie de quelques animaux, il essaie de faire passer le message de la compassion envers toute vie. Un livre que les adultes liront également avec plaisir. FV.

Au grand désespoir d'Arsène et Arsène fait son beurre dans le béton

de Jean-Charles Perazzi
et Bernard Mahé
Ed. An Here
(29480 Le Relecq-Kerhuon)
2001 - 48 p. l'un
13,72 € chacun

Le premier tome se présente comme une fable anti-malbouffe, le deuxième comme une fable anti-bétonnage. C'est bizarrement le méchant qui donne son nom à la série. Dans cette fable animalière, Arsène, sous les traits d'un rat, essaie dans le premier tome de développer sa ferme en culture intensive aux dépends de son voisin Jean-Louis Bidon. Il n'y arrivera pas. Qu'à cela ne tienne, avec le soutien de promoteurs, il essaie dans le deuxième livre de construire un complexe touristique sur la plage. Il n'y arrivera pas non plus. Tout cela se passe dans un village breton où les habitants ont le physique de leur emploi. Ces fables s'adressent aux enfants (à partir de 9 ans) mais, pourquoi pas, aussi aux adultes, même si les chutes relèvent bien de la fable. FV.



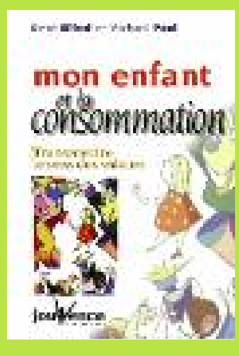


Le livre du mois

Mon enfant et la consommation

de René Blind et Michael Pool
Ed. Jouvence
2001 - 96 p. - 9,90 €.

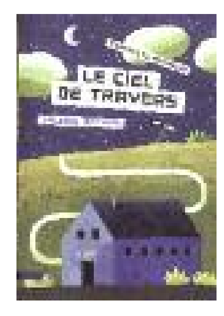
Nous vivons dans une société dite de «consommation». Cette consommation n'est pourtant sans doute pas la meilleure réponse à nombre de nos problèmes. Face à des enfants qui ont des envies, qui veulent faire comme les autres, qui perçoivent les cadeaux comme des signes d'amour... comment leur faire prendre conscience que les vraies valeurs ne se situent pas dans la consommation ? Les deux auteurs, pères de famille, l'un instituteur, l'autre éducateur, abordent de manière extrêmement claire les multiplies questions qui se posent entre leur enfant et la consommation.



La première chose que l'on peut expliquer à son enfant c'est que toute consommation se fait au détriment de l'environnement, de l'exploitation d'autres personnes et qu'il faut donc choisir ce que l'on va consommer. Il faut également lui apprendre que nous nous situons dans une société qui développe des lois (par opposition à ses choix égoïstes), l'amour du prochain (par opposition à la satisfaction immédiate de ses pulsions), que nous sommes en démocratie (le pouvoir du plus grand nombre et non du plus puissant) et que nous développons entre nous la protection sociale (à chacun selon ses besoins et non selon ses moyens). La consommation crée des mécontents perpétuels. Pourtant la satisfaction peut venir d'autres choses comme le respect de son corps (pas de malbouffe, pas de drogues, pas de comportements à risque...), prendre le temps de vivre avec soi-même (ne pas toujours courir), accepter le réel (ne pas se bercer d'illusions), prendre de la distance (ne pas être esclaves de nos émotions), forger sa propre pensée (ne pas se comporter en mouton dans un troupeau), vivre au présent (pas de regret du passé, pas de peur de l'avenir). Pour que nos enfants ne s'intéressent pas au superflu, il peut être bon de faire en sorte qu'ils n'aient pas l'impression de manquer. Ainsi, ce n'est pas forcément le jouet en plus qui les intéresse, mais le plus souvent une demande que vous jouiez plus avec eux. De même, ils n'ont pas besoin de cadeaux pour cacher nos manques de disponibilités, une simple explication peut suffire : *«En lieu et place d'un message de soumission aux modes de désirs, vous en délivrez un de respect et d'amour. Vos enfants sont plus intelligents que vous ne croyez. Ils vous comprendront. Ils vous seront reconnaissants. Ils ne se comporteront comme des imbéciles que si nous les prenons pour des sots. Leur soumission aux valeurs les plus détestables de notre société sera à l'image de notre démission»* [p.43]. Les auteurs donnent des exemples concrets des demandes des enfants et des réponses que l'on peut leur apporter. Ils terminent par une analyse précise du rôle de l'argent de poche fort intéressante et concluent ainsi : «éducation à la consommation : lequel des deux termes domine ? (...) Avons-nous l'intention de créer chez nos enfants des attitudes de consommateurs ? Si oui, de quelle autorité sommes-nous investis ? Qu'est-ce qui garantit que notre vision du monde est meilleure qu'une autre ? Nous attendons tous que nos enfants trouvent une place dans la société et notamment un travail. Prôner la non-consommation et exiger sa part de gâteau de l'abondance paraît peu crédible. Aussi préfèrerons-nous développer la conscience et la responsabilité face au monde dans lequel ils sont appelés à évoluer» [p.89]. Si toutes les réponses ne sont pas forcément clés en mains, de très nombreuses questions sont judicieusement posées. FV.

Le ciel de travers

de Valérie Mathieu
Ed. du Rouergue
2001 - 128 p.
7,5 €



Histoire d'un enfant dont le père est parti de la maison et qui le cherche sur une autre planète. Un début d'histoire d'amour pendant les vacances. De confidence en confidence, on comprend que les deux enfants en ont gros sur le cœur. Le vocabulaire volontairement plein de confusion fait sans doute rire les adultes mais n'aidera pas les enfants qui ont du mal en vocabulaire. FV.

Nous avons également reçu

■ **Relaxation, concentration et méditation,** *Levey Joël et Michelle, éd. Dangles, 2001, 222 p. 16,7 €.* L'accélération des connaissances et des sensations qui nous entourent créent un stress. Pour éviter d'être débordé, ce livre propose de multiples manières de se détendre, de ralentir et de méthodes pour reprendre pied.

■ **L'imposture néolibérale,** *Jean-Claude Saint-Onge, éd. Ecosociété, 2000, 202 p.* L'auteur démontre que le libéralisme, c'est surtout la liberté d'accumuler pour quelques-uns. Même si c'est bien écrit, cela reste malheureusement trop un livre de plus «contre». Les rares propositions alternatives ne sont effleurées que dans la conclusion : entraide, participation, répartition équitable des richesses (par la taxe Tobin ?), l'autodétermination.

■ **Alter égaux,** *Clémentine Autain, éd. Robert Laffont, 2001, 188 p. 16,6 €.* L'auteure, née de la nouvelle génération féministe montre avec talent comment se maintient la spirale «viriarchale» (de viril, l'homme et archa, le pouvoir), comment les hommes en ne «sachant pas faire» les courses, le ménage, la nourriture... se débrouillent, comme les enfants, pour laisser la femme tout faire. Elle dénonce comment la «différence» a été traduite en hiérarchie et propose enfin une vraie mix-cité, du nom de l'association avec laquelle elle milite. Pour cela, elle livre toute une liste de propositions : formations des enseignants aux questions d'inégalités de genre, vérification du contenu des livres scolaires, passer la législation sur l'avortement du code pénal vers le code de la santé. Elue de gauche à Paris, elle doit affronter au quotidien le monde des élus, peut-être encore plus machiste que la société. Un ton moderne et beaucoup de propositions.

■ **Annuaire sur les armes légères 2001**, *Small Arms Survey, avenue de Sécheron, 12, CH-1202 Geneve, 2002, 320 p.* Excellent tour d'horizon sur la question : qui les fabrique ? Combien il y en a en circulation (plus d'un demi-milliard ?), qui les vend, quand est-ce que c'est légal, quand est-ce que c'est illégal, les mesures prises contre le déferlement de ces armes responsables de la très large majorité des victimes dans tous les conflits du monde.

■ **Capitalisme et écologie,** *Philippe Boursier et Philippe Chailan, Ecologie sociale, BP642, 85016 La Roche-sur-Yon cedex.* La première partie est une bonne critique du capitalisme. La deuxième critique l'écologie gouvernementale (avec une bonne analyse de l'usage des Verts par le PS). Reprise pour une bonne part d'articles parus dans les documents du mouvement *Ecologie sociale*, cela fait un peu fourre-tout. On mesure toutefois la confusion que les auteurs entretiennent dans leur lettre à José Bové (p.112) quand ils affirment que les libertaires faisant de la politique, ils doivent participer aux élections... alors que Bové ne nie pas qu'il fait de la politique, mais qu'il se tient à l'écart des politiciens. On cherche en vain dans cet ouvrage ce qui éviterait la récupération par la démocratie parlementaire. La critique est bonne, les propositions sont faibles...

■ **Climat de panique,** *Yves Lenoir, éd. Favre, 2001, 218 p. 18,90 €.* Depuis une dizaine d'années, Yves Lenoir mène son combat seul contre tous : pour lui, le débat sur la dérive climatique est complètement faussé par les intérêts économiques des uns et des autres. S'il est vrai qu'il y a plus de tempêtes en Amérique du Nord, il y a aussi des records de froid en Asie. L'auteur ne nie pas que l'on émette de plus en plus de gaz à effet de serre, mais pense que les conséquences annoncées par de nombreux savants sont au minimum fausses au pire manipulées. Dans ce contexte, non seulement la plupart des savants se tromperaient, mais aussi les mouvements écologistes qui dénoncent la fonte des glaciers ou de la banquise. Nous serions tous, naïvement, victimes d'une vaste manipulation. Laquelle résulte, pour lui, d'un travail de lobbying qui passe par la structure de l'ONU. D'une part, on retrouve les nucléocrates qui y voient une possibilité de relancer le nucléaire, d'autre part, les grands financiers qui voient un nouveau secteur commercialisable s'ouvrir : les permis de polluer. Si l'on peut suivre aisément l'auteur sur les fausses pistes que les «grands» nous offrent, on peut quand même avoir des doutes sur le fait que tous, nous nous tromperions... et pas lui.

■ **Porto Alegre, voyage en alternative.** *Martine Hassoun, éd. Syllepse, 2001, 126 p. 6,10 €.* L'expérience de «budget participatif» a déjà été débattue dans nos colonnes, avec ses espoirs et ses limites. Vaste reportage sur la question avec photos, poésie, interviews... Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil au pays d'»un autre monde est possible». Un peu trop. Il manque une analyse critique.

■ **Kérala : la force de l'ambition,** *Benoït Théau et Philippe Venier, éd. Orcades (Poitiers), 2001, 170 p. 7,48 €.* Le Khérala est l'Etat de l'Inde le plus au sud-ouest. Densément peuplé (800 habitants au km2), il accumule de nombreux problèmes : déboisement, surpêche, chômage important des jeunes... mais aussi des spécificités positives : forte reconnaissance des femmes (le seul Etat où elles sont les plus nombreuses), réforme agraire, stabilité démographique, bon niveau d'éducation pour tous... Si l'on n'est sans doute pas encore au niveau d'un «développement durable», cet Etat montre que l'on peut mener des politiques plus égalitaires malgré le contexte et le poids de la mondialisation. Excellente présentation avec reportages et cahier photos.

■ **L'Occident et les autres, histoire d'une suprématie,** *Sophie Bessis, éd. La Découverte, 2001, 340p. 20,58 €.* L'Occident domine le monde depuis la Renaissance. Cela fait si longtemps que pour beaucoup c'est naturel. Après un rappel historique de cette domination, l'auteure rappelle les violences que cela a nécessité et les graves déséquilibres que l'on observe aujourd'hui entre le Nord et les Sud. A partir de là, d'où peut venir un changement ? Les Occidentaux peuvent-ils avoir suffisamment de recul pour changer d'attitude, les Suds peuvent-ils éviter de n'être qu'en position de résistance ? Peut-on aller vers une mondialisation profitable pour tous ? Les deux tiers du livre retracent une histoire que beaucoup dans les pays du Nord ne veulent pas lire, l'auteure reliant très justement les problèmes les uns aux autres (du développement à la dette par exemple). Elle n'a malheureusement pas rencontré les courants de pensée qui s'expriment dans le *Monde diplomatique*, encore moins autour de penseurs comme Illitch ou François Partant. Elle n'a pas non plus intégré les questions écologiques, ce qui fait qu'elle a bien du mal à faire des propositions (même si une note prémonitoire sur Ben Laden y figure, le livre datant d'avant le 11 septembre).

Con-Science

Sur ma planète, je jette
Tout un surplus pas net :
Du sympa vieux kleenex
A la branche de lunette
Et l'soir sur la sept, je guette
Sur la vie des crevettes,
des documentaires d'enfer
Vu qu'y a rien d'autre à faire.

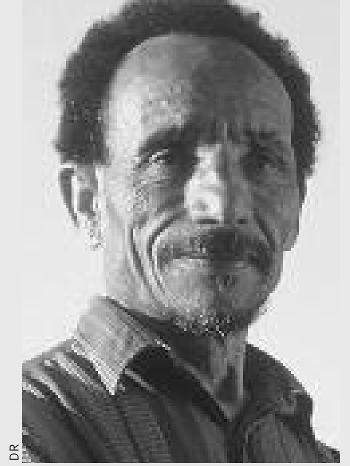
Je ne foule que des plages écolos
Et tout beau sans maillot,
J'y enfouie tous mes mégots
En dénigrant tout haut
L'mazout sur le seau
Et le sable de mon château.
Les douves en sont farcies
Ah ! Si le guide l'avait dit…
Heureusement que maman
A fourni du B. Bronzant
Parfait pour nos pieds démazouter
Et dans la mer rincer.

Demain, ce s'ra : rivière
«Better» pour mettre
au frais la bière.
Entre nous la glacière :
Ça marche bien que l'hiver !
Dans les rochers, danger !
Interdit de courser
Les étiquettes décollées
De nos canettes immergées.

Pas de môme à l'hôpital
Pour du biodégradable !
Ah ! :
Faut qu'là-bas le portable passe,
Sinon on fait l'impasse.
Un siège en plastique a lâché,
Mais on était trop chargé,
On n'a pas pu l'ramener.
Oui, mais les gros objets cassés :
Tout ça, c'est ramassé-recyclé.

Demain, le temps sera vilain :
Super pour visiter l'Ecomusée.
A la sortie, y'a un rayon «fait
main»,
Et des produits bio-classés :
Attention d'rien acheter
C'est plus cher qu'au Supermarché
Où on achète nos surgelés.
Tiens on a encore oublié
D'y ramener nos piles usagées
Contre un billet gratuit d'entrée
De la Centrale locale à visiter
Mais : la date limite est dépassée :
Tant pis, on va les j'ter
Faut quand même pas pousser,
La terre n'est pas à ce point polluée.

Laurence Bussy ■
Hérault.


DR
Pierre Rabhi

Instinct de douceur

Quand Pierre Rabhi (Silence n°280) affirme qu'il faut «transformer notre nature car nous avons toujours quelque part les mêmes caractéristiques qu'à l'origine, nous sommes toujours aussi violents» (page 28), il n'apporte finalement rien de nouveau au débat et c'est dommage. Cela traduit une «pensée unique» imprégnée de la Bible et de Freud qui causent tant de tort à la science et à l'enfant. Juger l'homme génétiquement pervers en abondant par exemple dans le sens tordu de pseudo-scientifiques ayant découvert le chromosome du crime, vouloir sortir de notre belle animalité en n'en exploitant au contraire pas son instinct de douceur, c'est refuser la merveilleuse réalité et courir au suicide... orchestré par l'inconscience du capitalisme.

Jean Bénazet ■
Gironde.

Brevets sur le vivant

La critique des brevets sur le vivant se heurte à la protection de la «propriété intellectuelle» que beaucoup hésitent à mettre en cause. A partir du moment où les ressources se raréfient, les espoirs de croissance se tournent en effet vers les «productions intellectuelles».
Tiens, moi, j'ai une idée. Vous connaissez la position du missionnaire ? Ne comptez pas sur moi pour vous l'expliquer : j'en fais mon secret industriel, je vais en coucher la description dans un brevet. Personne avant moi n'y a pensé ! Et je vais créer des emplois : un corps d'inspecteurs qui se posteront au pied des lits et, dès le printemps, derrière chaque buisson. Les couples repérés dans la dite position me verseront des droits.
L'utilité sociale de mon produit est incontestable : je serai riche et honorée.
Vous dites que c'est une blague ? Alors je veux des droits sur cette blague, c'est vrai, quoi. Pas de droits sur les blagues ? Pas plus que sur les découvertes mathématiques ? Pourquoi cette discrimination ? Parce que les auteurs sont déjà comblés par la satisfaction même qui jaillit de leur invention ? Ça veut dire que les autres travaillent à contre-cœur et on donne une prime à la mauvaise volonté ? Je vous le dis : ça cloche.
Le savoir et le rire font partie des biens qui s'accroissent quand on les partage. Donc : pas de propriété sur ces biens-là. Les rabaisser au rang de marchandises est une insulte à leur nature. Cherchez à qui profite le crime !
Partageons équitablement les ressources et le travail pénible indispensable. Quant au travail intellectuel, la vraie curiosité et la créativité donneront de bien meilleurs résultats en l'absence d'aiguillons artificiels.

Françoise Géophile ■
Vienne.

Crimes nucléaires contre l'humanité

Ce sont les scientifiques qui ont fourni et qui fournissent aux politiciens et aux militaires les données nécessaires pour construire et développer les armes nucléaires. (...) Les sciences sont presque toutes pacifiques, mais la science des rayonnements ionisants, à l'origine pacifique, est devenue en 1934 la science nucléaire quand des scientifiques sont arrivés à transformer des atomes naturels en atomes artificiels. La science nucléaire est, pour partie, un crime nucléaire quand les armes nucléaires permettent de tuer indistinctement un grand nombre de militaires et de civils.
Ce crime peut être qualifié de crime nucléaire contre l'humanité parce que la technique tout entière issue de toute la science nucléaire produit obligatoirement des pollutions connues des scientifiques, dont une partie ne peut être détectée par des non-scientifiques, ni contrôlée, ni détruite. Transportées par les vents, les eaux, la terre, ces pollutions nucléaires s'imposeront dans le monde entier pendant des siècles et nuiront à tous les êtres vivants.
Ces pollutions méritent d'être reconnues par les sympathisants, militants, associations antinucléaires comme motif premier de leurs pensées et de leurs actions, même si ces pollutions ne concernent qu'un aspect de leurs actions.
Il faudrait donc que dans tous les pays, le pouvoir politique reconnaisse le crime nucléaire contre l'humanité comme une vérité première : à nous d'intervenir auprès des politiciens et de porter plainte en justice contre les criminels nucléaires, donneurs d'ordre et praticiens (...). Il serait souhaitable que les militants des associations antinucléaires modifient les statuts de leurs associations afin qu'ils incluent le crime nucléaire contre l'humanité et leur refus primordial de ce crime, refus qui justifie leurs actions militantes (...) Il faudrait alors personnaliser nos demandes et nos plaintes, pas du tout par haine personnelle ou politique, mais du seul fait de l'exigence de notre volonté de sauvegarde humanitaire. Il faudrait ainsi proposer les noms du président de la République, Chirac (et de son successeur), du premier ministre Jospin (et de son successeur) et tous les ministres qui ont signé des ordonnances, des lois et décrets favorisant le nucléaire. Il faudrait y ajouter ceux qui ne sont plus au gouvernement, mais qui y ont participé, en leur temps (Giscard, mais aussi symboliquement Mitterrand, De Gaulle...). Ensuite ou en même temps, concernant le pouvoir scientifique, il faudrait porter plainte contre les scientifiques qui ont œuvré ou œuvrent, même indirectement, pour le développement du nucléaire, dont tous les responsables des installations nucléaires. Enfin, à titre posthume, les scientifiques dont F. et I. Joliot sont les représentants les plus éminents.


DR

Jean Pignero ■
Seine-et-Marne.

Manque de démocratie

Au lendemain du choix des Français des deux protagonistes pour le deuxième tour des présidentielles, je tiens à vous dire ma déception quant à votre décision

d'occulter le débat démocratique dans un journal que je considérais, depuis que j'y suis abonné, comme un espace essentiel de débat pour le courant humaniste auquel j'appartiens.
La première valeur de notre société est la démocratie. En me censurant (voir mon billet écrit le 28 janvier pour une parution dans le numéro d'avril 2002), vous reniez l'éthique de votre revue.
(...) Je n'ai pas de leçons à donner mais je tenais simplement à vous dire que parmi mes combats de toujours, il y a celui pour la liberté d'opinion et que je ne supporte pas la censure (...).

François Braillon ■
Aisne.

Silence : *nous avons une place limitée et des lecteurs très actifs... ce qui fait que fin avril nous comptions 25 courriers en retard. Nous en avons en particulier reçu énormément après le dossier sur la décroissance. Nous avons également des articles de réflexion qui restent bloqués dans notre ordinateur depuis des années par manque de place. Nous n'avons malheureusement pas les moyens financiers de dépasser 40 pages et il nous faut sans cesse couper et résumer... et écrire trop petit, ce qui en irrite plus d'un.*

Lindane dans l'eau

Dans le numéro 281, vous laissez entendre que le lindane, bien qu'interdit, est encore sans doute utilisé en France puisqu'on le retrouve dans l'eau. (...) Il faut savoir que l'utilisation répétée d'un pesticide quel qu'il soit, dans un système de production de type monuculture intensive, favorise l'apparition de résidus liés dans le sol, c'est-à-dire de résidus de pesticides non extractibles par des méthodes classiques. Ces résidus sont des bombes à retardement dont on ne sait se défaire à l'heure actuelle. On retrouve ainsi toujours dans l'eau des produits qui ne sont plus utilisés depuis des années ce qui signifie que les traces de lindane ne sont qu'une infime partie des tonnes de pesticides stockées dans les sols français et non que ces pesticides sont encore utilisés.

Maxime Ferrero ■
Bouche-du-Rhône.

ATTAC et capitalisme

Je n'appartiens pas à ATTAC ni à aucune formation politique, mais j'approche de tout ce qui me paraît utile de connaître et de soutenir.
Concernant ATTAC que j'ai suivi plus particulièrement avec la Confédération paysanne, je pense que la critique faite dans la rubrique livre (livre de Michel Barillon) ne me paraît pas méritée.
A mon avis, ATTAC ne se limite pas à la reprise de la taxe Tobin (qui peut être provisoirement l'occasion de concrétiser un contrôle et une prise de conscience publique du scandale de la spéculation financière mondiale). Son action, notamment avec la Confédération paysanne, me parait extrêmement positive et pas précisément «engageante» pour le capitalisme marié à la mondialisation.
Ignacio Ramonet, José Bové, Michel Barillon n'auraient-ils pas le même objectif, avec des moyens différents ?
Mieux vaut harmoniser nos efforts si possible.

Yves Lequime ■
Hérault.

Taxe Tobin

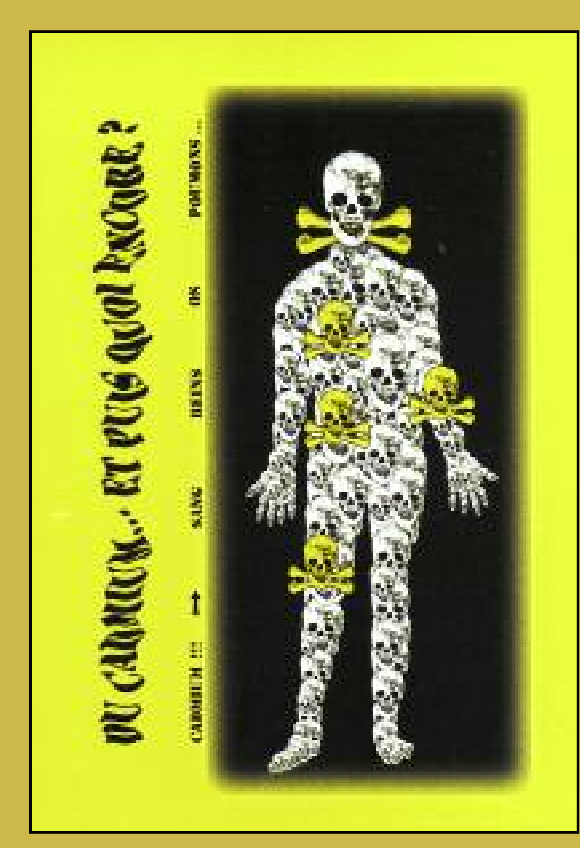
Etre «contre» la taxe Tobin ou contre ATTAC, je veux bien, mais ce qui m'intéressait davantage, c'est d'être «pour» quelque chose !
Dès que l'on fait quelque chose, on entre en conflit avec ceux qui auraient fait exactement le contraire, ceux qui auraient voulu le faire et ceux qui bien entendu ne font jamais rien d'autre que critiquer ce qui se fait. Tout ça pour dire qu'ATTAC a sûrement beaucoup de contradicteurs, mais quoi qu'en pense M. Tobin, il n'y a pas 36 manières de remplir les caisses de l'Etat : on taxe soit le travail (pensez à votre déclaration), soit les dépenses (TVA, produits pétroliers), soit la propriété (terrain, maison, auto, télé...), soit l'argent gagné par l'argent (merci M. Tobin). Cette dernière proposition mériterait peut-être autre chose que des critiques, mais il est vrai que je n'y connais pas grand chose (...)

Alain Cochet ■
Puy-de-Dôme

Silence : *Acceptons-nous la spéculation ? Suffit-il de taxer plus le nucléaire ? La voiture ? La pollution ? Ou faut-il les combattre ?*

pub 4 saisons du Jardinage





Le cadmium est dangereux pour la santé et l'environnement. Il doit être retiré du marché économique, et plus particulièrment des piles et des batteries. C'est pourquoi l'association Tierra Incognita a initié une campagne de pétition demandant l'interdiction du cadmium.

Contact : Tierra Incognita - 44 rue Burdeau
69001 Lyon - tél/fax : 04 78 58 07 17
courriel : tierra.toxic@libertysurf.fr